

L'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants



Bureau
international
du Travail

Bonnes pratiques:



Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

Bonnes pratiques:
**L'intégration du genre dans la lutte
contre le travail des enfants**

**Organisation internationale du Travail
Programme focal sur le travail des enfants (IPEC)**

Bonnes pratiques: L'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants

Organisation internationale du Travail
Programme focal sur le travail des enfants (IPEC)

Bonnes pratiques compilées et rédigées par Una Murray
Coordinatrice de recherche des bonnes pratiques de genre: Anita Amorim, IPEC

Editeurs: Una Murray, Collin Piprell, Anita Amorim

Ont contribué à cette publication: Peter Wichmand, Anita Amorim, Nelien Haspels, Donatella Montado, Yoshie Noguchi, Hakki Özel, Maria Gabriella Lay, Uma Sarkar, Pin Boonpala, Şule Çağlar, Jennifer Fee, Klaus Günther, Frank Hagemann, Angela Martins-Oliveira, Maria Arteta, Thuy Phan, Amy Ritualo, Marinka Romeijn, Ayaka Matsuno, Alexei Boukharov, Nejat Kocabay, Isabelle Boutron, Yukiko Arai, Od Busakorn, Naomi Cassirer, Gerry Eijkemans, Florencio Gudino, Ricardo Espinosa, Nick Grisewood, Burt Perrin et Seema Pannaikadavil

Genève, décembre 2002

Copyright © Organisation internationale du Travail 2004

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur.

Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Bureau des publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les librairies, institutions et autres utilisateurs enregistrés au Royaume-Uni avec la Copyright Licensing Agency, 90 Tottenham Court Road, London W1T 4LP [Fax: (+44) (0)207631 5500; e-mail: cla@cla.co.uk], aux États-Unis avec le Copyright Clearance Center, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 [Fax: (+ 1) (978) 7504470; e-mail: info@copyright.com], ou dans d'autres pays avec des organismes d'autorisation de reproduction associés peuvent faire des photocopies en accord avec les licences qui leur ont été délivrées à cette fin.

ISBN 92-2-213586-5

Première édition (anglais): Genève, 2003

Edition française: Genève, 2004

Bonnes pratiques, compilées et rédigées Una Murray

Coordinatrice de recherche des bonnes pratiques de genre: Anita Amorim, IPEC

Rédacteurs: Una Murray, Collin Piprell et Anita Amorim

Traduction française: Yaya Ouattara et Ségolène Samouiller

Le financement de ce rapport a été assuré par le DFID (Royaume-Uni).

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Des catalogues et listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à la même adresse.

Préface

L'Atelier de travail de l'IPEC tenu en 2001 sur la généralisation de l'analyse selon le genre¹ a identifié différents domaines requérant plus d'attention de la part de l'IPEC et de ses partenaires. Une de ces priorités était l'identification de bonnes pratiques dans l'intégration du genre, aussi bien dans les interventions, les politiques et les recommandations que dans la recherche sur le travail des enfants.

La lutte contre le travail des enfants nécessite un environnement favorable qui aide les partenaires à:

- prendre en compte l'intégration du genre dans leurs activités; et
- appliquer les bonnes pratiques à d'autres cas appropriés.

Le processus d'identification et de documentation des bonnes pratiques renforce également l'actuel réseau de l'OIT sur le genre en présentant des exemples positifs et en assurant un contact continu avec les points focaux de genre. Ce rapport reflète ainsi deux besoins majeurs:

- présenter et documenter des bonnes pratiques d'intégration du genre résultant des programmes, des projets et des activités de l'IPEC; et
- partager les bonnes pratiques, conformément au plan d'action global de l'OIT sur la généralisation de l'analyse de genre pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

A travers ce rapport, l'objectif principal est de partager les informations au sein du programme de l'IPEC et avec le public, aussi bien les parties prenantes que les groupes cibles, en utilisant des bonnes pratiques récentes pour montrer comment la généralisation de l'analyse de genre peut être entreprise plus efficacement.

Dans de nombreux pays en développement, un cercle vicieux lie le travail des enfants à la discrimination selon le sexe et à la pauvreté, privant ainsi les nations de leurs atouts majeurs de changement social, de sécurité humaine et de développement économique. Les relations et les rôles socioculturels des sexes sont des facteurs clés structurant l'importance et la nature du travail des enfants. La reconnaissance croissante de ces facteurs conduit à des demandes de plus en plus importantes d'actions prenant en compte le genre dans la lutte contre le travail des enfants, particulièrement dans ses pires formes. Des efforts délibérés doivent être menés pour lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes dans toutes les activités de l'IPEC. Etant donné cet impératif, l'analyse de genre a été définie comme un outil essentiel dans la stratégie de l'IPEC pour aborder l'inégalité dans le combat contre les pires formes de travail des enfants.

La généralisation de l'analyse de genre relève de la responsabilité de tout le personnel, à tous les niveaux, dans tous les domaines. Plutôt que de représenter une tâche supplémentaire, la prise en compte du genre doit être perçue comme une opportunité d'intervenir plus efficacement.

Etant donné les pressions quotidiennes du travail de développement, beaucoup d'excellents exemples d'actions contre le travail des enfants qui tiennent compte du genre

¹ Pour la définition des concepts liés au genre utilisés dans ce rapport, se référer au lexique.

restent lettre morte. Nous avons sélectionné pour ce rapport un certain nombre de «bonnes pratiques», sur la base de critères spécifiques, en les compilant dans une publication qui profitera à tous ceux qui veulent appliquer une perspective de genre dans des activités similaires. Cette compilation se veut aussi facile à utiliser que possible. La table des matières est notamment détaillée pour permettre aux différents utilisateurs de se référer directement aux sections qui les intéressent.

Il s'agit de la première collecte et analyse de bonnes pratiques entreprises par l'IPEC concernant des actions de lutte contre le travail des enfants liées à une analyse de genre. Elle s'inscrit dans les priorités définies par la composante genre du programme de partenariat de l'IPEC/OIT et du DFID (Département du Royaume-Uni pour le développement international). La collecte de bonnes pratiques a été participative et a renforcé la capacité de l'équipe à reconnaître comment intégrer l'analyse de genre dans tous les programmes, projets et activités. Cet exercice s'est révélé très productif, et le personnel de l'IPEC au siège et sur le terrain a d'ores et déjà suggéré la préparation d'un second volume pour l'année prochaine.

Nous aimerions exprimer notre reconnaissance à nos collègues et partenaires de l'IPEC qui ont contribué, par leurs efforts collectifs et individuels, à la réalisation de ce rapport.

Alice Ouédraogo,
Directrice des activités d'élaboration des politiques et de sensibilisation,
Programme focal sur le travail des enfants (IPEC),
Bureau international du Travail, Genève, 2002.

Table des matières

	<i>Page</i>
Préface.....	v
Remerciements de l’auteur.....	ix
Résumé exécutif.....	xi
Acronymes.....	xiii
Introduction.....	1
Présentation des bonnes pratiques.....	7
Tableau récapitulatif des bonnes pratiques contenues dans ce rapport.....	11
Bonnes pratiques: l’intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants.....	19
Catégorie 1: Analyse de genre.....	20
1.1. Les enfants domestiques en Afrique du Sud: rapport national.....	21
1.2. Analyse de genre d’une étude sur la main-d’œuvre infantile – Turquie.....	25
1.3. Recouper les questions liées au genre dans le <i>Rapport d’interventions basées sur de bonnes pratiques</i> destinées à combattre l’exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.....	31
1.4. Une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque.....	36
Catégorie 2: Actions sexo-spécifiques ou tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes.....	41
2.1. La réinsertion par l’art des filles de la rue à Saint-Pétersbourg, Russie.....	42
2.2. Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d’œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie.....	48
2.3. Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie: une perspective de genre.....	53
2.4. Intégrer les questions de genre à travers l’éducation, les arts et les médias.....	58
Catégorie 3: Changement institutionnel.....	63
3.1. Préparer l’agence de développement aux problématiques liées à l’égalité des sexes: évaluation de genre.....	64
3.2. Un guide pratique pour la promotion de l’égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants.....	69
3.3. L’intégration du genre dans l’élaboration et la préparation de documents de projet à l’IPEC.....	73
3.4. Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants.....	77
3.5. Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques.....	83

Catégorie 4: Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer	89
4.1. Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie	90
4.2. Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football.....	96
4.3. Prévenir la traite des femmes et des enfants dans la région du Mékong: une approche participative	100
4.4. Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite en Chine	106
4.5. La parole aux enfants à la Consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal	112
4.6. Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala	118
Méthodologie	123
Références: les bonnes pratiques dans l'intégration du genre.....	127
Lexique: concepts clés liés au genre	129
 Annexes	
1. Analyse de genre.....	131
2. Domaines importants de connaissances sur les questions de genre et du travail des enfants .	132
3. Papillon envoyé à tout le personnel de l'IPEC en juillet 2002.....	133
4. Adaptation des critères et des niveaux de bonnes pratiques	136

Remerciements de l'auteur

J'aimerais remercier Alice Sorgho-Ouédraogo, Directrice des activités d'élaboration des politiques et de sensibilisation de l'IPEC, pour son soutien généreux durant la préparation des *Bonnes pratiques: L'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants* et pour m'avoir donné l'opportunité de travailler sur un sujet aussi intéressant.

J'aimerais également remercier tout particulièrement Anita Amorim, Chargée de recherche et point focal «genre» de l'IPEC, et Peter Wichmand, Coordinateur de la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC, pour leur excellente direction et supervision dans le développement de ce projet – y compris leurs commentaires utiles sur les «bonnes pratiques» en général et leurs précieux conseils sur les premières versions du rapport. Merci également à Nelien Haspels, Spécialiste de genre de l'Equipe multidisciplinaire de conseils de l'OIT pour l'Asie de l'Est (EASMAT) pour ses suggestions très constructives.

Je suis particulièrement reconnaissante au personnel de l'OIT et de l'IPEC, aussi bien au siège que sur le terrain, pour le temps consacré à me suggérer des bonnes pratiques en matière de genre et à relire les premières versions des bonnes pratiques liées à leur domaine de compétence. Sans leurs commentaires et suggestions, ce rapport n'aurait pu être écrit. Je voudrais remercier en particulier Donatella Montado, Yoshie Noguchi, Hakki Ozel, Maria Gabriella Lay, Uma Sarkar, Pin Boonpala, Sule Caglar, Jennifer Fee, Klaus Günther, Frank Hagemann, Angela Martins-Oliveira, Maria Arteta, Thuy Phan, Amy Ritualo, Marinka Romeijn, Alexei Boukharov, Nejat Kocabay, Ayaka Matsuno, Isabelle Boutron, Yukiko Arai, Od Busakorn, Naomi Cassirer, Eriko Kiuchi, Gerry Eijkemans et Ricardo Espinosa. Toutes ces personnes ont contribué au projet par une documentation historique et des discussions précieuses. Des collaborateurs extérieurs tels que Nick Grisewood, Florencio Gudino, Burt Perrin et Seema Pannaikadavil ont également apporté d'excellentes suggestions et du matériel de documentation.

Ce fut un grand privilège de recevoir les commentaires et les suggestions du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes de l'OIT, notamment de Jane Zhang, de Linda Wirth et d'Adrienne Cruz.

Je me suis évertuée à être précise dans la présentation des bonnes pratiques contenues dans ce rapport. La responsabilité des erreurs, tant dans le texte principal que dans les conclusions, incombe pourtant uniquement à l'auteur.

Octobre 2002

Pour plus d'informations sur le Programme focal sur le travail des enfants (IPEC), veuillez contacter ipcc@ilo.org; tél. +41 22 799-8181; fax +41 22 799-8771.

Résumé exécutif

Le présent rapport évalue les initiatives récentes concernant l'intégration d'une perspective de genre¹ dans la lutte contre le travail des enfants. Il peut servir de point de départ et d'outil pour la promotion de l'égalité des genres, tout en favorisant des études et des actions plus approfondies dans la lutte contre le travail des enfants. Le rapport part de l'idée centrale selon laquelle il ne peut y avoir de «bonnes pratiques» en matière de lutte contre le travail des enfants sans un engagement pour l'égalité entre les hommes et les femmes, et entre les garçons et les filles.

Il s'agit du premier rapport du programme IPEC sur les bonnes pratiques en vigueur concernant le travail des enfants et l'intégration du genre. Il propose un large spectre de pratiques prenant en compte l'aspect genre et couvrant une gamme variée de sujets liés au travail des enfants. Le rapport traite en effet de questions aussi diverses que le trafic des êtres humains, le VIH/SIDA, le football, les travailleurs domestiques, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, les statistiques, les études sur la main-d'œuvre, les méthodologies de recherche, les programmes d'action ciblée, l'éducation informelle, les rencontres des parties prenantes et les procédures institutionnelles du programme de l'IPEC.

Des critères spécifiques permettent de déterminer quelles activités peuvent être qualifiées de «bonnes pratiques», aussi bien pour les actions contre le travail des enfants que pour les objectifs de l'OIT concernant la généralisation de la prise en compte du genre. Chaque bonne pratique est évaluée selon qu'elle a été essayée et testée dans différentes situations ou uniquement dans un lieu ou environnement précis. Pour faciliter l'utilisation du présent rapport, les bonnes pratiques sont classées par catégories. Ces dernières résultent de la reconnaissance par le programme de l'IPEC de la nécessité de mener des actions sur plusieurs fronts afin d'intégrer le genre dans tous les programmes, activités et processus de décision. Les catégories suivantes sont incluses dans le rapport:

- Les bonnes pratiques liées à l'analyse de genre d'une situation, par exemple, soulignent l'importance de récolter des données sexo-spécifiques concernant le travail des enfants. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, le fait de les demander aux partenaires de l'IPEC permet de favoriser le processus de prise en compte du genre et de relever, au moins, la nécessité d'avoir de telles informations.
- Dans la lutte contre le travail des enfants, les bonnes pratiques semblent s'adresser en priorité aux filles; il est donc important que les initiatives en faveur des filles ne deviennent pas des fins en elles-mêmes. Les femmes, les hommes, les garçons et les filles ne vivent pas isolés les uns des autres. Les identités socioculturelles des deux sexes et les comportements professionnels, familiaux et sociaux qui y sont liés sont totalement interdépendants. Toute action sexo-spécifique dans la lutte contre le travail des enfants doit donc également impliquer l'autre sexe, comme partenaire et allié. Le présent rapport insiste sans cesse sur l'idée que pour arriver à un vrai changement les stratégies doivent prendre en compte autant les hommes et les garçons que les femmes et les filles, ainsi que les relations entre hommes, femmes, garçons et filles.

¹ Le terme «genre», équivalent de «gender» en anglais, définit l'ensemble des normes et des rôles qu'une culture considère comme propres aux hommes et aux femmes respectivement. Bien qu'il ne soit pas encore passé dans le langage courant, nous avons choisi d'opter pour ce terme français aussi souvent que son sens apparaissait clairement dans le texte. Pour plus de précisions sur le terme de genre, se référer au lexique.

-
- Les procédures tenant compte du genre aident à intégrer une perspective de genre dans le travail en cours du programme de l'IPEC. Des procédures répétées et des rappels constants facilitent l'intégration de l'analyse de genre dans les activités liées au travail des enfants. Les activités liées au genre cesseront alors d'être circonstancielles et dépendantes de l'intérêt et de l'engagement de certains membres de personnel.
 - Des initiatives, des programmes et des activités spécifiques sont nécessaires pour rendre le travail des femmes et des filles plus visible. Des méthodes appropriées et des approches participatives sont notamment requises pour donner aux filles (et garçons) et aux femmes marginalisées la possibilité de s'exprimer et de se faire entendre. Est également nécessaire la capacité de pouvoir confier la gestion d'une initiative à d'autres personnes. Si de nombreuses initiatives se focalisent sur le renforcement de la capacité d'expression des femmes et des filles, c'est pour redresser le déséquilibre existant dans les processus de prises de décisions ou dans l'accès aux ressources. Aujourd'hui, en effet, les femmes y sont encore marginalisées ou exclues.

Acronymes

SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquis
OIT	Organisation internationale du Travail
BAO	Bureau régional de l'OIT à Bangkok (ILO Bangkok Area Office)
DFID	Département du Royaume-Uni pour le développement international
EASCAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
EASMAT	Equipe multidisciplinaire de conseils de l'Asie de l'Est (OIT)
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
GECL	Egalité des sexes dans le travail des enfants (projet de l'IPEC)
GENPROM	Programme de promotion des approches sexo-spécifiques de l'OIT
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
OIM	Organisation internationale pour les migrations
IPEC	Programme focal sur le travail des enfants (OIT)
KIWOHEDE	Tanzanian Kiota Women's Health and Development Organization
SCREAM	Soutenir les droits des enfants à travers l'éducation, les arts et les médias (projet de l'IPEC)
SIMPOC	Programme de gestion statistique et de suivi sur le travail des enfants
TBP	«Time-bound programme» ou programme assorti de délais (IPEC)
TICW	Projet sur la traite des enfants et des femmes de l'IPEC
UN-IAP	Projet interagence des Nations Unies contre le trafic des enfants.

Introduction

Ce rapport présente un ensemble de bonnes pratiques sur la généralisation de la prise en compte du genre qui ont été compilées à partir de l'œuvre du programme de l'IPEC de l'OIT et de ses partenaires. Conçu suite aux demandes de l'équipe de l'IPEC et de ses partenaires, il propose des exemples pratiques de ce qui a réussi dans le passé et ce qui pourrait aider à traiter les questions de genre dans le futur.

Commençons par récapituler quelques concepts de base relatifs au genre, ce qui permettra d'avoir une vision globale de la terminologie utilisée dans ce rapport.

Le concept de **genre**¹ fait référence aux différences et aux relations sociales *acquises* entre les garçons et les filles et entre les hommes et les femmes. La définition du genre peut ainsi énormément varier selon les cultures et à l'intérieur d'une même culture. Dans certains pays, par exemple, il est normal pour les femmes et les filles de travailler à la construction de routes, alors qu'ailleurs seuls les hommes et les garçons accomplissent ce genre de travaux. Le terme de genre se distingue donc de celui de sexe, qui se réfère uniquement aux différences biologiques/génétiques entre les femmes et les hommes, qui elles ne changent pas. Seules les femmes peuvent donner naissance; seuls les hommes ont le cancer de la prostate. Les différences et les relations de genre entre les hommes et les femmes changent en permanence et diffèrent d'un endroit à un autre. Prenons les exemples suivants:

- L'on conçoit «normal» que des femmes d'un certain âge issues de tel groupe ethnique vendent leur production agricole au marché. Mais cela ne sera pas du tout approprié dans tel autre groupe ethnique de la même zone géographique, où les hommes effectuent la vente.
- Il est possible de voir une fille se rendre au travail à vélo dans une région d'un pays, alors que dans une autre région du même pays il sera inhabituel et inapproprié de voir une fille monter à bicyclette.
- Dans certains pays, les filles aident leur mère dans les tâches domestiques pendant que les garçons sont envoyés à l'école.
- Les femmes ou les filles peuvent être mieux vues dans l'industrie textile parce qu'elles ont déjà appris à coudre à la maison dès leur plus jeune âge et ont ainsi développé la dextérité manuelle et la capacité à accomplir les tâches afférentes.
- Les jeunes femmes célibataires peuvent ne pas être autorisées à participer aux activités d'un projet parce qu'elles seraient amenées à fréquenter des hommes qui ne sont pas leurs parents. Dans la même région, il est possible que les veuves soient autorisées à participer aux activités du projet.
- Dans certaines cultures, les veuves bénéficient du respect, de la confiance et sont écoutées, alors que dans d'autres elles doivent abandonner tous leurs biens aux parents du mari défunt.

¹ Malgré le fait qu'il y a encore un débat sur l'utilisation du mot «genre» dans la langue française, nous avons décidé de l'utiliser, tel que la version suisse, car ses connotations et ses implications socioculturelles sont plus vastes que l'expression «égalité des sexes».

En clair, le sexe d'une personne et le contexte social et culturel particulier dans lequel elle évolue déterminent le statut et les opportunités qui lui sont destinés. Les nombreuses inégalités entre les hommes et les femmes ne sont ainsi pas basées seulement sur le sexe, mais également sur des facteurs tels que le contexte socio-économique, l'âge, l'ethnie et la culture.

Le terme **égalité** entre les hommes et les femmes et les garçons et les filles, selon l'IPEC, fait référence à l'égalité des droits, des responsabilités, des opportunités, de traitement et de la valeur des femmes et des hommes dans leur emploi et, par extension, dans leur vie.

Les projets, programmes ou politiques qui négligent le genre ou sont «aveugles» aux différences socioculturelles entre les sexes sont quasiment voués à l'échec. L'utilisation d'une «lentille genre» – qui dénonce les informations fallacieuses sur les acteurs, les raisons et les dates – est vitale pour prévenir et résoudre les problèmes liés au travail des enfants.

Le terme **analyse de genre** est utilisé pour identifier les différences et décrire les relations entre les filles et les garçons/les hommes et les femmes. Une analyse de genre est utile pour éviter les fausses hypothèses au sujet de qui fait quoi, pourquoi et quand.

Que signifie «généralisation de l'analyse de genre»?

L'OIT fait la promotion de l'égalité des sexes à travers sa stratégie de généralisation de la prise en compte du genre. L'objectif est d'assurer que les questions liées à l'égalité des sexes sont intégrées dans toutes les politiques, programmes, budgets et objectifs de l'IPEC. Tout le personnel devrait inclure systématiquement une perspective de genre dans son travail.

La généralisation de la prise en compte du genre améliore la structure interne d'une organisation en ce qui concerne le genre, et permet ainsi de promouvoir avec plus d'efficacité l'égalité de genre. Cela signifie également que le genre est envisagé comme une variable importante dans les projets, programmes et activités de l'organisation.

Il est utile de considérer les exemples de prise en compte du genre dans la lutte contre le travail des enfants dans les activités de l'IPEC et de ses partenaires. Ces exemples mettent en exergue les différentes manières dont le genre a déjà été intégré dans de tels efforts.

La généralisation de l'analyse selon le genre a été définie par l'ECOSOC (E/1997/L.30, p. 2) et adoptée par les gouvernements membres des Nations Unies en 1997.

- La généralisation de l'analyse selon le genre consiste à évaluer les répercussions sur les femmes et sur les hommes de toute action planifiée, notamment en matière de législation, de politiques et de programmes, de quelque secteur et à quelque niveau que ce soit.
- Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes (ou des filles) aussi bien que celles des hommes (ou des garçons) dans l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social –, de manière à ce que les femmes et les hommes jouissent des mêmes avantages et que l'inégalité ne persiste pas.
- La finalité de cette généralisation est d'atteindre l'égalité des genres.

Qu'est-ce qu'une «bonne pratique» en matière de généralisation de la prise en compte du genre?

Une bonne pratique, selon l'usage de l'IPEC, concerne toute procédure qui²:

- est efficace en terme d'action contre le travail des enfants, et
- met en œuvre, totalement ou en partie, la stratégie de l'OIT sur la généralisation de la prise en compte du genre.

Une bonne pratique peut avoir un impact sur la généralisation de l'analyse de genre à tous les niveaux du programme de l'IPEC.

Tout type de pratique, quelle que soit son importance, peut représenter une bonne pratique pour l'intégration du genre. Elle doit cependant avoir été – totalement ou en partie – testée et éprouvée. Elle ne doit pas forcément être un projet ou un programme. Il peut s'agir d'une activité au niveau politique qui a largement bénéficié aux filles et aux garçons ou même d'un élément d'une activité – un procédé très spécifique.

Pourquoi les bonnes pratiques sont-elles utiles?

Les bonnes pratiques en matière de généralisation de l'analyse de genre nous permettent d'apprendre des expériences des autres, et d'appliquer leurs réussites à d'autres situations. Ces pratiques peuvent stimuler de nouvelles idées ou suggérer des adaptations. Elles peuvent favoriser la mise sur pied de stratégies de prévention plus efficaces contre les pires formes de travail des enfants, tout en prenant en compte les questions d'égalité des genres et en améliorant la situation des filles en particulier.

Le «genre» est un facteur organisationnel central autour duquel la production est organisée et les besoins comblés dans une société. L'expérience a montré que les efforts de développement qui ne tiennent pas explicitement compte des questions d'égalité entre les sexes tendent à rendre la vie encore plus difficile pour les femmes et les filles. Les bonnes pratiques documentées montrent par exemple comment certains efforts de développement de l'IPEC ont déjà abordé les questions d'égalité et quelles leçons en ont été tirées.

Qu'est-ce qui rend une pratique «bonne»?

Pour déterminer ce qui constitue une «bonne» pratique, sept critères ont été appliqués à chacune des 19 bonnes pratiques choisies dans le cadre de ce rapport. Tous les critères n'ont pas été remplis par chaque bonne pratique. En règle générale, une combinaison de deux critères ou plus constituait le point de départ de l'analyse. Pour certaines activités de l'IPEC, ces sept critères s'appliquaient mieux que pour d'autres. Le septième critère – les informations sur l'utilisation des ressources humaines, financières et matérielles afin de maximiser l'impact de la pratique – a été le moins appliqué.

² Définition adoptée du document *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants*. Version présentée à la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC par Burt Perrin, consultant indépendant, 13 oct. 2001.

Sept critères pour déterminer ce qui rend une pratique «bonne»

1. Innovante ou créative

Qu'est-ce que cette pratique a de spécial dans la lutte contre le travail des enfants et dans la généralisation de l'analyse de genre, qui lui donne un intérêt potentiel pour ceux qui souhaitent intégrer le genre dans les activités liées au travail des enfants?

2. Efficacité

En quoi est-ce que la pratique fait réellement la différence dans la lutte contre le travail des enfants et l'intégration du genre ou l'égalité des sexes? Est-ce que l'impact de la pratique peut être vérifié d'une certaine manière, par un programme d'évaluation formel ou par tout autre moyen?

3. Reproductibilité

Est-ce que cette pratique peut contribuer d'une certaine manière à combattre le travail des enfants et à généraliser l'analyse de genre dans d'autres situations ou contextes? La pratique ne doit pas forcément être copiée ou «clonée» pour être utile à d'autres; certains éléments de cette pratique peuvent en eux-mêmes être utiles pour d'autres programmes.

4. Durabilité

Est-ce que la pratique et/ou ses avantages ont des chances d'être efficaces et durables? Ce qui signifierait, par exemple, la continuité d'un projet ou d'une activité après son financement initial. Mais cela pourrait également faire apparaître de nouvelles attitudes à l'égard des questions d'égalité des genres dans le travail des enfants, de nouvelles manières de prendre en compte les considérations liées au travail des enfants (les filles en particulier). Une capacité permettant aux partenaires et au personnel de l'OIT de gérer de manière appropriée les questions de genre pourrait être également créée.

5. Pertinence

Comment la pratique contribue-t-elle, directement ou indirectement, à une forme d'action quelconque contre le travail des enfants? Comment la pratique contribue-t-elle ou a-t-elle un impact sur la pratique de la généralisation de la prise en compte du genre partout ailleurs?

6. Sensibilité et force éthique

Est-ce que la pratique correspond aux besoins identifiés des filles et des garçons? A-t-elle impliqué une approche consensuelle? Est-elle respectueuse des intérêts et des désirs des participants et autres? Est-elle en accord avec les principes de réglementation sociale et professionnelle et avec les normes et conventions de travail de l'OIT? Les filles et les garçons ont-ils pu exprimer leurs opinions? Leur participation a-t-elle garanti la prise en compte de leurs intérêts et objectifs?

7. Efficacité et application

Les ressources (humaines, financières et matérielles) ont-elles été utilisées de manière à optimiser leur impact?

Quel est le niveau de réussite de chaque pratique?

Nous ne pouvons nous permettre d'attendre la bonne pratique parfaite en matière d'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants. Néanmoins, il est utile de classer les bonnes pratiques – de la pratique développée et testée d'un côté aux premiers essais d'un autre, même si ces derniers peuvent être des approches particulièrement créatives et imaginatives. L'IPEC recommande de classer les bonnes pratiques dans l'un des trois niveaux dans l'encadré «Trois niveaux de bonnes pratiques».

Trois niveaux de bonnes pratiques

Niveau 1: Pratiques innovantes

A ce niveau, les pratiques n'ont peut-être pas été prouvées par des données ou une évaluation formelle, mais elles ont été essayées et une forte présomption empirique peut être faite, selon les sept critères énumérés ci-dessus, concernant leur efficacité pour ce qui est de l'intégration du genre dans les activités de lutte contre le travail des enfants.

Niveau 2: Efficacité prouvée des pratiques

A ce niveau, les pratiques ont prouvé leur succès dans un contexte, un lieu ou une situation particulière. Bien que localisées, ces pratiques ont des caractéristiques ou des éléments liés à la généralisation de la prise en compte du genre potentiellement applicables à d'autres contextes ou situations.

Niveau 3: Bonnes pratiques reproduites

A ce niveau, les pratiques ont été efficaces dans plusieurs endroits ou situations, aussi bien concernant la lutte contre le travail des enfants que la stratégie de l'OIT pour la généralisation de la prise en compte du genre (par exemple dans des pays, des projets, des secteurs ou des contextes différents pour le même projet – par exemple dans différentes communautés ou avec différents groupes).

Nécessité d'une action sur cinq fronts

Vu l'amélioration des résultats lorsque les liens entre le travail des enfants et les questions de genre sont bien explorés, il est évident que la question de genre doit être intégrée dans les activités de l'IPEC. Une action est nécessaire sur plusieurs fronts; l'IPEC propose un aperçu de cinq d'entre eux³.

Nécessité d'une action sur cinq fronts pour intégrer le genre à tous les niveaux de l'IPEC

1. Mener une analyse de genre d'une situation donnée pour identifier les inégalités.
2. En cas d'inégalités entre les hommes et les femmes ou les garçons et les filles, mettre en place des actions sexo-spécifiques en vue de corriger ces inégalités. En d'autres termes, il faut cibler exclusivement les filles ou les femmes dans un projet ou exclusivement les hommes et les garçons ou individuellement les garçons, les filles, les femmes et les hommes.
3. Initier un processus de changement institutionnel au sein de l'IPEC ou au sein des organisations partenaires, afin que les problèmes et les questions de genre soient intégrés dans toutes les procédures et tous les aspects des programmes.
4. Garantir la participation des filles, des femmes et autres populations marginalisées en prenant en compte leurs points de vue.
5. Introduire une perspective de genre dans les budgets et les évaluations.

Dans ce rapport, nous avons classé les bonnes pratiques dans quatre de ces cinq catégories d'action. Au moment de la recherche, les informations nécessaires concernant la cinquième – la perspective de genre à adopter dans les budgets et les audits – n'étaient pas disponibles.

Certaines des pratiques peuvent être efficaces sur plus d'un de ces fronts, mais nous les avons classées selon leur type principal d'action concernant l'intégration du genre ou pour illustrer un point particulier d'une bonne pratique donnée.

Une généralisation efficace de la prise en compte du genre requiert, habituellement, une action sur l'ensemble des cinq fronts.

³ N. Haspels, M. Romeijn et S. Schroth: *Promoting gender equality in actions against child labour: A practical guide* (Bangkok, IPEC/ILO, 2000 réédité en 2003).

Comment ce rapport est-il organisé?

Ce rapport contient 19 bonnes pratiques. Un tableau récapitulatif est disponible aux pages 11 à 16.

Chaque bonne pratique porte un titre reflétant son contenu. Comme souligné plus haut, il a également été attribué un niveau à chaque bonne pratique. L'introduction de chaque bonne pratique présente une question relative au genre qui se rapporte au problème du travail des enfants. Elle est suivie par une brève description de la pratique précisant les dates, les objectifs et les faits lorsque nécessaire. Les principales étapes de la gestion de la pratique sont ensuite résumées.

La section clé suivante souligne les raisons pour lesquelles l'activité, l'initiative, le processus, l'action, l'élément, le projet ou le programme en question est pris en compte. Seules les caractéristiques sélectionnées d'une activité, d'une initiative ou d'un programme donné constituent une bonne pratique pour la généralisation de la prise en compte du genre. Et ces pratiques figurent dans le rapport parce qu'elles satisfont les critères précités. Nous donnons également dans cette section les raisons pour lesquelles la pratique s'inscrit dans une des quatre catégories décrites plus haut – manières dont les questions de genre sont intégrées dans tous les programmes, politiques et activités de l'IPEC. Les sous-sections qui suivent donnent plus de détails concernant les critères spécifiques satisfaits par ladite bonne pratique.

Enfin, les conditions nécessaires à la réalisation de la bonne pratique sont résumées. Cette section est essentielle – elle montre comment la bonne pratique peut être utilisée ou reproduite ailleurs, dans des conditions similaires. Chaque bonne pratique se termine par un encadré contenant des sources et des informations supplémentaires, notamment les coordonnées d'experts dans ce domaine ou de personnes qui ont des informations approfondies sur cette étude de cas.

Résumé

Dix-neuf **bonnes pratiques** sont comprises dans ce rapport.

Sept critères ont été appliqués pour déterminer si une bonne pratique est «bonne» dans la lutte contre le travail des enfants et de stratégie de genre de l'OIT.

Trois niveaux permettent de situer les bonnes pratiques, selon la fréquence et la réussite avec laquelle la pratique a été essayée et testée.

Les bonnes pratiques ont été organisées selon les quatre **catégories d'action** nécessaires pour amener les questions de genre à être prises en compte.

Chaque bonne pratique est présentée selon le format suivant:

- description des questions liées au genre et de la bonne pratique;
- étapes clés;
- en quoi est-ce une bonne pratique;
- selon quels critères est-elle «bonne»;
- les conditions dans lesquelles elle a été développée; et
- les contacts et références.

Présentation des bonnes pratiques

Nous avons classé les 19 pratiques présentées dans ce rapport dans l'une des quatre catégories correspondant aux fronts d'actions nécessaires en vue d'intégrer le genre dans toutes les politiques, programmes et activités. Nous espérons que l'utilisation de ces catégories permettra la mise sur pied d'approches cohérentes dans la généralisation de la prise en compte du genre au sein de l'IPEC. (Chaque bonne pratique emploie une variété de méthodes. Une campagne de sensibilisation et une stratégie auraient par exemple favorisé le changement de l'environnement politique au profit des femmes.)

Catégorie 1: Analyse de genre

Quatre bonnes pratiques

Une analyse de genre met en corrélation des données sexo-spécifiques avec d'autres variables pour révéler des disparités liées au sexe dans le développement social et économique. De telles données doivent être analysées et interprétées pour être prises en compte dans les politiques. Une analyse de genre doit présenter les raisons des différences entre les filles et les garçons. Depuis 1998, le Programme de gestion statistique sur le travail des enfants de l'IPEC (SIMPOC) a encouragé la collecte de données qualitatives et quantitatives fiables liées au genre sur le travail des enfants dans toutes ses formes. Au sein même du SIMPOC, cette pratique est devenue une norme institutionnelle, et cette évolution permet au personnel compétent de faire des analyses de genre efficaces.

Parmi les bonnes pratiques qui ont mené des analyses de genre, on trouve deux études nationales sur le travail des enfants. *Child domestic workers in South Africa: A national report* (Les enfants domestiques en Afrique du Sud: Rapport national) est élaborée à partir des conclusions de l'étude réalisée en 1999 en Afrique du Sud par le SIMPOC. Quant à *A gender analysis of a child labour force survey – Turkey* (Etude d'une analyse de genre dans le travail des enfants – Turquie), elle comporte le compte rendu d'une analyse globale de l'étude de 1994 sur le travail des enfants, qui portait en partie sur les tâches domestiques et les rôles sexo-spécifiques.

La catégorie «analyse de genre» comprend également un rapport sur la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Ouganda et en Zambie. Une analyse croisée des questions liées au genre révèle les raisons de la pauvreté des femmes, et en conséquence la vulnérabilité des filles face à l'exploitation sexuelle. Cette bonne pratique souligne également qu'une analyse de genre est nécessaire pour apprendre davantage sur la manière dont les garçons sont également victimes d'exploitation sexuelle. L'analyse de genre a ainsi tout d'abord permis de comprendre les causes de la pauvreté des femmes et des hommes. Elle a ensuite permis de déterminer exactement les victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, aussi bien que le moment et le lieu.

La catégorie «analyse de genre» comprend enfin une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque. Les chercheurs ont ici ventilé les données sur les filles et les garçons impliqués dans la prostitution en neuf catégories, selon le type d'activité dans lequel ils sont impliqués. La catégorisation des données est essentielle pour planifier des interventions ciblées efficaces pour chaque catégorie.

Catégorie 2: Actions sexo-spécifiques ou tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes

Quatre bonnes pratiques

Les actions sexo-spécifiques sont nécessaires lorsque des filles ou des femmes, ou des hommes et des garçons, se trouvent dans des situations particulièrement désavantageuses. Les actions sexo-spécifiques peuvent comprendre un ou plusieurs des éléments suivants: discrimination positive; activités spécifiques aux femmes/filles; activités spécifiques aux hommes.

Ces bonnes pratiques concernant des actions sexo-spécifiques ou tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes comportaient des projets ciblant exclusivement les filles, tels que *Art rehabilitation for working street girls in St Petersburg, Russia* (La réinsertion des filles de la rue par l'art à Saint-Petersbourg, en Russie) et *Integrated approach that targeted girls involved in rural and domestic labour – East Turkey* (Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie). Ces deux programmes d'action se sont avérés efficaces. Le premier en sortant les filles de la rue, le second en apportant une formation professionnelle aux filles.

La bonne pratique *HIV/AIDS and child labour in Tanzania, South Africa and Zambia: A gender perspective* (Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Tanzanie, en Afrique du Sud et en Zambie: Une perspective de genre) a ciblé les attitudes et les comportements des hommes. Il convient de rappeler que toute action qui vise explicitement les hommes est également sexo-spécifique. Cette bonne pratique présente un intérêt pour ceux qui, dans leurs efforts pour intégrer les questions de genre dans leurs programmes, souhaitent prendre en considération le rôle des attitudes et des comportements des hommes. Les stratégies efficaces de lutte contre le VIH/SIDA, et particulièrement les campagnes d'information ciblant les hommes, doivent prendre en compte les identités et les comportements socioculturels de ceux-ci.

«*MainSCREAMing*» *gender through education, the arts and the media* (Intégrer les questions de genre par l'éducation, les arts et les médias) est une bonne pratique qui a porté sur la sensibilisation des jeunes filles et des garçons aux problèmes du travail des enfants dans une perspective tenant compte des différences socioculturelles liées au sexe. L'objectif global de la bonne pratique était de mobiliser adolescents et adolescentes pour dénoncer le problème du travail des enfants.

Catégorie 3: Changement institutionnel

Cinq bonnes pratiques

Un préalable clé pour généraliser l'analyse de genre dans les questions du travail des enfants est de reconsidérer l'importance du genre dans l'organisation en charge de l'élaboration des programmes de lutte contre le travail des enfants. *Getting the development agency ready for gender equality issues: A gender review* (Préparer l'agence de développement à la prise en compte des problématiques liées à l'égalité des hommes et des femmes: Une perspective de genre) traite d'un processus entrepris par l'IPEC dans lequel il se considère lui-même comme une «institution». Ce document examine le cadre de travail, la culture et les procédures de l'IPEC et souligne les changements nécessaires pour une promotion plus efficace de l'égalité entre hommes et femmes.

Intégrer les questions de genre dans les procédures courantes est important pour initier un processus de changement institutionnel. Le manuel, déjà largement utilisé, décrit dans *A practical guide for promoting gender equality in action against child labour* (Un guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants) a été développé par l'OIT (Bangkok) et garantit que le genre est inclus dans les initiatives sur le travail des enfants.

On trouve un autre exemple d'intégration du genre dans le processus institutionnel interne de l'IPEC dans les directives récemment préparées et décrites dans la bonne pratique *Gender mainstreaming in the design and preparation of project documents at ILO/IPEC* (L'intégration du genre dans l'élaboration et la préparation des projets de l'IPEC). Avec ces directives, il est dorénavant difficile pour les équipes chargées de l'élaboration des projets «d'oublier» de prendre en compte l'analyse de genre.

Every boy and every girl counts: Global child labour estimates (Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants) est le résultat d'efforts soutenus, au niveau institutionnel de l'IPEC, pour assurer que les différences selon les sexes sont prises en compte dans les statistiques sur le travail des enfants et l'activité économique des enfants.

Les évaluations thématiques qui incluent systématiquement une perspective de genre dans leur analyse constituent, en terme d'action contre le travail des enfants, une base de données institutionnelle des réussites et des échecs. Elles contiennent des recommandations pour intégrer la perspective genre dans l'avenir et fortifient ainsi une culture organisationnelle qui combat les inégalités liées au sexe dans le travail de développement. Nous proposons ici deux exemples d'évaluations thématiques dans une bonne pratique intitulée *Integrating gender issues into thematic evaluations* (Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques). L'une met l'accent sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants dans cinq pays et l'autre s'intéresse aux enfants domestiques dans quatre pays.

Catégorie 4: Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer

Six bonnes pratiques

Les bonnes pratiques donnant la parole aux filles, aux femmes et aux autres populations marginalisées, en augmentant ainsi leur participation, comprennent divers exemples intéressants. Les bonnes pratiques ciblant uniquement les garçons marginalisés travaillant dans des conditions précaires ne sont cependant pas assez bien connues actuellement pour être incluses dans ce rapport de bonnes pratiques.

La bonne pratique intitulée *How girls engaged in prostitution describe their situation in Tanzania* (Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie) montre comment des méthodes de recherche peuvent permettre aux filles d'expliquer leur situation. La campagne de l'IPEC ayant eu lieu durant la Coupe d'Afrique des Nations est décrite dans la bonne pratique *Women «on side» in «red card to child labour» football campaign* (Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football). Bien qu'ayant confié presque toute la responsabilité de la campagne à la Coordination des associations et ONG féminines du Mali (CAFO), l'IPEC a travaillé en étroite collaboration avec ce groupe de coordination de femmes. Ces dernières ont à leur tour mobilisé la population pour sensibiliser au problème du travail des enfants. Cette bonne pratique montre que, même

dans un domaine apparemment masculin, les femmes ont tout de même leur place pour partager leurs expériences et utiliser leurs compétences.

Preventing trafficking of women and children in the Mekong region: A participatory approach (Prévenir la traite des femmes et des enfants dans la région du Mékong: Une approche participative) est un autre exemple dans lequel un rôle accru a été donné aux femmes dans le processus de prise de décisions et qui a tenté de s'assurer que les activités ont pris en compte leurs intérêts et points de vue personnels. Dans ce cas, en évitant les approches et techniques qui réservent exclusivement les projets aux grandes villes, les filles et les femmes ont pu être davantage impliquées à l'élaboration des activités. Ce procédé a évidemment requis un changement institutionnel de la part des agences partenaires. Ainsi – bien que nous ayons choisi de mettre l'accent sur l'aspect participatif du projet – cette pratique pourrait être incluse dans la catégorie 3.

Dans *Provision of «space» for women to meet and find out about trafficking risks in China* (Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite des êtres humains en Chine), il est fait cas d'une activité issue du même projet Mékong. Cette bonne pratique résume les progrès réalisés pour que la traite des femmes et des enfants soit inscrite dans les plans d'action des villages de la province de Yunnan. Les maisons ou centres pour femmes constituent entre autres un forum pour les femmes où elles exposent leurs préoccupations concernant des emplois potentiels hors du foyer et où elles établissent des réseaux relationnels.

L'IPEC, en collaboration avec les gouvernements participants, a élaboré une approche intégrée de programme assorti de délais contre les pires formes de travail des enfants. *A voice for children at the national stakeholder consultation against the worst forms of child labour in Nepal* (La parole aux enfants à la consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal) montre comment un atelier, entre autres activités, peut assurer l'intégration du genre dans le programme assorti de délais grâce à la participation de filles et de garçons travailleurs. Ce fut l'occasion pour des enfants très marginalisés de s'exprimer. Les évaluations rapides faites durant la phase préparatoire du programme assorti de délais ont ainsi indirectement donné aux filles et aux garçons impliqués dans les pires formes de travail des enfants une opportunité d'exprimer leurs points de vue sur leur situation à la Consultation nationale des parties prenantes.

Voicing opinions on gender equality issues in Guatemala (Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala) a montré comment, dans une tentative de défier le patriarcat masculin, un exercice de sensibilisation a été mené régulièrement auprès des parents d'enfants travaillant dans l'industrie du café au Guatemala, au travers d'un projet sur le café. L'exercice de sensibilisation sur l'égalité entre hommes et femmes a servi de cadre pour permettre aux femmes et aux hommes d'exprimer leurs opinions sur les questions d'égalité des sexes et du travail des enfants.

Tableau récapitulatif des bonnes pratiques contenues dans ce rapport

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères Combien et lesquels de ces sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
Catégorie 1: Analyse de genre	1.1 Les enfants domestiques en Afrique du Sud: rapport national	Niveau 3: bonne pratique reproduite	Une analyse de genre détaillée du travail domestique rémunéré et non rémunéré des enfants a été présentée dans le <i>Rapport national 2002 sur les enfants domestiques en Afrique du Sud</i> . Des différences selon les sexes ont été révélées.	Donne un exemple clair d'analyse de genre du travail domestique des enfants.	4: efficace, reproductible, durable et pertinente
"	1.2 Analyse de genre d'une étude sur le travail des enfants – Turquie	Niveau 2: pratique démontrée avec succès	Une analyse de genre a été menée lors de l' <i>Etude nationale sur la main-d'œuvre ménagère en Turquie</i> en 1994. Les caractéristiques différenciées du travail des enfants en zones rurales et urbaines ont été étudiées.	Fournit un bon exemple d'une analyse de genre du travail des enfants (de 6 à 14 ans) en Turquie.	2: pertinente et efficace
"	1.3 Recouper les questions liées au genre dans le Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques destinées à combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie	Niveau 1: pratique innovante	L'analyse contenue dans le <i>Rapport d'interventions basées sur des bonnes pratiques</i> souligne que les rôles sexospécifiques renforcent la pauvreté des femmes, qui peut, dans le pire des cas, mener à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des filles. Les garçons impliqués dans la prostitution sont souvent apparemment moins impliqués que les filles dans les quatre pays étudiés.	Soulève des points importants dans l'analyse de genre d'une situation. Premièrement, la compréhension des causes profondes de la pauvreté des femmes et des hommes et, deuxièmement, l'identification exacte de la victime, du moment et du lieu de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.	2: pertinente et sensible
"	1.4 Une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque	Niveau 1: pratique innovante – expérience pilote	Un classement minutieux des données disponibles sur les enfants impliqués dans la prostitution a été effectué selon le sexe et le rôle dans la prostitution. Les causes, les facteurs favorables et les conséquences sont ainsi identifiés.	Analyse la situation des filles et des garçons impliqués dans la prostitution en fonction de neuf catégories définies selon le type d'activité dans laquelle ils sont impliqués.	3: efficace, pertinente et sensible

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
Catégorie 2: Actions sexo-spécifiques ou tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes	2.1 La réinsertion des filles de la rue par l'art à Saint-Petersbourg, Russie	Niveau 1: pratique innovante – expérience pilote	Ce modèle novateur de réinsertion combine créativité (compétences artistiques) et éducation informelle avec un soutien psychologique pour les professionnelles de la rue et leurs familles.	Une initiative sexo-spécifique qui s'intéresse aux besoins pratiques et stratégiques des professionnelles de la rue à Saint-Petersbourg.	5: efficace, reproductible, durable, pertinente et rentable
"	2.2 Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie	Niveau 3: bonne pratique reproduite	Une variété d'approches tenant compte du genre est proposée contre le problème des filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique, notamment l'implication de la communauté, des mesures contre la pauvreté, une formation professionnelle, un soutien scolaire, une formation au planning familial et une sensibilisation de la population.	Plusieurs interventions tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes sont adaptées à la situation des filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique.	5: innovante/créative, efficace, durable, sensible, reproductible
"	2.3 Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie: une perspective de genre	Niveau 1: pratique innovante	Des millions d'enfants sont affectés par le VIH/SIDA dans leur famille. Cela augmente pour eux la probabilité de travailler pour survivre et les expose au harcèlement sexuel. Sensibiliser les hommes est reconnu ici comme une action positive pour améliorer la prise de conscience et faciliter la réduction des relations de pouvoir sexuel entre les enfants et les adultes.	Insiste sur le fait que la partie de la demande dans l'exploitation sexuelle (actions spécifiques aux hommes) mérite plus que jamais de l'attention.	2: innovante et pertinente
"	2.4 Intégrer les questions de genre à travers l'éducation, les arts et les médias	Niveau 2: pratique démontrée avec succès	Les modules éducatifs SCREAM destinés aux jeunes encouragent l'usage des arts créatifs pour couvrir un ensemble de questions, notamment celles de genre relatives au travail des enfants.	Les questions d'égalité des sexes ont été intégrées dans les modules éducatifs SCREAM. Des actions tenant compte du genre sont encouragées.	4: innovante/créative, efficace, pertinente et durable

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
Catégorie 3: Changement institutionnel	3.1 Préparer l'agence de développement à la prise en compte des problématiques liées à l'égalité entre les hommes et les femmes: une perspective de genre	Niveau 1: pratique innovante	<i>La perspective de genre de l'IPEC</i> est une tentative d'évaluation transparente, réalisée à partir des données de ce qui a été effectué jusqu'à ce jour, afin de mieux comprendre les défis auxquels les membres du personnel font face concernant la généralisation de la prise en compte du genre à l'intérieur de leur propre organisation.	Un examen critique de l'IPEC en tant qu'«établissement» a été réalisé en terme de cadres de travail, de structures, de culture, de procédures et de méthodes, et a permis de déterminer les facteurs favorables et défavorables à l'égalité des sexes.	5: pertinente, reproductible, sensible et éthique, durable, efficace
"	3.2 Un guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants	Niveau 1: pratique innovante	C'est la première fois qu'un <i>Guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants</i> est développé. Il a contribué à mettre en place pratiquement l'égalité des sexes dans le travail quotidien, et il s'est avéré très utile dans le renforcement des capacités de ceux qui sont impliqués dans la lutte contre le travail des enfants.	Fournit au personnel de l'IPEC un cadre et un vocabulaire pour faciliter les débats et les actions. Initie un processus de changement institutionnel au sein de l'IPEC et chez ses partenaires sur la mise en pratique des questions liées à l'égalité des sexes.	4: innovante, pertinente, efficace et durable
"	3.3 L'intégration du genre dans l'élaboration et la préparation des projets de l'IPEC	Niveau 1: pratique innovante	Comment, au niveau institutionnel, des directives spécifiques concernant les procédures courantes telles que l'élaboration et la préparation de projets peuvent intégrer à toutes les étapes les questions liées au genre.	Fournit de l'aide au personnel et aux partenaires pour que le genre devienne un élément des procédures internes ordinaires. Conduit à des innovations dans les vieilles habitudes.	3: pertinente, durable, rentable
"	3.4 Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants	Niveau 1: pratique innovante	Les évaluations ont participé à une meilleure prise de conscience et une meilleure compréhension du travail des enfants et ont renforcé les efforts pour éradiquer le travail des enfants chez les garçons et les filles. Les différences entre les garçons et les filles ont été ressorties.	Un effort important a été entrepris au niveau institutionnel pour assurer que des données sexo-spécifiques sont utilisées dans le développement d'estimations globales.	3: pertinente, efficace, sensible et éthique

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
"	3.5 Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques	Niveau 1: pratique innovante	Il est montré comment le fait d'intégrer le genre en terme de référence pour les évaluations thématiques est un mécanisme important dans la connaissance des questions de genre. Des exemples de questions et de recommandations ont émergé lorsque le genre a été introduit dans deux évaluations thématiques.	Intégrer le genre dans les évaluations thématiques, quel que soit le secteur ou le sujet, assure une connaissance institutionnelle sur les questions d'égalité des sexes.	3: pertinente, efficace, innovante/créative
Catégorie 4: Permettre aux filles et aux femmes (et autres populations marginalisées) de s'exprimer	4.1 Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie	Niveau 1: pratique innovante	C'est une des premières fois que les méthodologies d'évaluations rapides de l'OIT/UNICEF sont utilisées pour évaluer la situation des filles impliquées dans la prostitution.	Les méthodes de recherche ont permis aux filles impliquées dans la prostitution de s'exprimer et d'expliquer avec leurs propres termes les relations d'exploitation sexo-spécifiques qu'elles subissent.	4: pertinente, sensible, efficace et reproductible
"	4.2 Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football	Niveau 1: pratique innovante	Montre comment repenser la participation des femmes a ouvert la porte à de nombreuses possibilités. Bien que le football soit considéré comme un domaine masculin, un groupe de femmes s'est beaucoup impliqué dans la campagne contre le travail des enfants durant la Coupe d'Afrique des Nations qui s'est tenue au Mali.	Cette bonne pratique montre que, même dans un domaine apparemment masculin, les femmes ont tout de même leur place pour partager leurs expériences et utiliser leurs compétences. Ces femmes ont eu l'occasion de pouvoir s'exprimer et d'organiser à bien la campagne «Carton rouge au travail des enfants» grâce au soutien de l'IPEC.	3: efficace, durable, reproductible

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères Combien et lesquels de ces sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
"	4.3 Prévenir la traite des femmes et des enfants dans la région du Mékong: une approche participative	Niveau 2: pratique démontrée avec succès	Les approches participatives ont été utilisées à différents niveaux dans ce projet contre la traite des femmes et des enfants. On a notamment insisté sur le développement de stratégies de subsistance alternatives, la formation professionnelle, la génération de revenus et l'éducation de base pour les femmes/filles présentant le risque d'être victimes du trafic.	Ce projet porte sur les approches participatives à tous les niveaux. C'est un élément vital dans l'intégration du genre ainsi que dans toute pratique globale de développement.	4: innovante, reproductible, durable et rentable
"	4.4 Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite des êtres humains en Chine	Niveau 2: pratique démontrée avec succès	Les maisons ou centres pour femmes ont été établis dans la province de Yunnan, en Chine, et constituent le cadre idéal pour les réunions et les débats. Ces centres ont permis aux potentielles victimes de la traite d'obtenir des informations concernant les problèmes liés à la traite et de discuter ouvertement des raisons de la migration.	Donne un aperçu des progrès réalisés pour maintenir la traite des femmes et des enfants sur le plan d'action des villages de la province de Yunnan. Les maisons ou centres pour femmes permettent à ces dernières de s'exprimer et de discuter ensemble d'éventuelles opportunités de travail à l'étranger.	4: pertinente, efficace, reproductible et durable
"	4.5 La parole aux enfants à la Consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal	Niveau 1: pratique innovante	Porte sur les phases préparatoires et les processus de mise en œuvre d'un programme assorti de délais de lutte contre le travail des enfants au Népal. Elle illustre comment les perspectives des enfants travailleurs peuvent être incluses dans ce processus.	Les évaluations rapides faites durant la phase préparatoire du programme assorti de délais ont ainsi indirectement donné aux filles et aux garçons impliqués dans les pires formes de travail des enfants une opportunité d'exprimer leurs points de vue sur leur situation à la Consultation nationale des parties prenantes au Népal.	4: efficace, innovante, pertinente, durable

Catégorie de la bonne pratique (Quelle action principale est mise en relief?)	Titre	Niveau de la bonne pratique	Résumé de la pratique	Pourquoi est-ce une bonne pratique?	Les sept critères (innovante/créative; efficace; reproductible; durable; pertinente; sensible/éthique; rentable/efficace) s'appliquent à la bonne pratique?
"	4.6 Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala	Niveau 1: pratique innovante	Pour améliorer la participation des femmes dans un projet sur la prévention et l'éradication progressive du travail des enfants dans l'industrie du café, des mesures doivent être prises pour assurer que les femmes sont « autorisées » à participer aux activités.	Un exercice important qui a permis aux femmes et aux hommes d'exprimer leurs opinions sur les questions d'égalité des sexes et qui a créé plus d'opportunités d'atteindre un consensus sur les moyens pour progresser. Comme résultat, les femmes sont plus représentées dans les activités de projet.	6: efficace, reproductible, durable, pertinente, sensible/éthique, rentable

Mots clés pour chaque bonne pratique

Titre de la bonne pratique	Mots clés
1.1 Les enfants domestiques en Afrique du Sud: rapport national	Etude nationale; variables socio-économiques; données sexo-spécifiques; analyse de genre; travail domestique rémunéré; travail domestique non rémunéré; tâches ménagères; indicateurs liés au genre; étude sur l'emploi du temps
1.2 Analyse de genre d'une étude sur le travail des enfants – Turquie	Etude; le travail des enfants; analyse de genre; analyse de données; tâches/activités domestiques; données ventilées par sexe; rôles sexo-spécifiques
1.3 Recouper les questions liées au genre dans le rapport de bonne pratique sur la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie	Rôles sexo-spécifiques; perceptions des filles et des garçons; garçons victimes d'abus sexuel; lutte contre les causes de la pauvreté; pauvreté des femmes
1.4 Une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque	Informations ventilées; enfants impliqués dans la prostitution
2.1 La réinsertion des filles de la rue par l'art à Saint-Petersbourg, Russie	Programme de réinsertion; filles de la rue; besoins pratiques et stratégiques; soutien psychologique; implication de la famille
2.2 Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie	Cibler les filles; actions sexo-spécifiques; attention portée également aux hommes, aux familles; programme d'enseignement à distance; approche interagences; filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique; programme de génération de revenu; formation de compétences; organisation partenaire avec une expérience locale
2.3 Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie: une perspective de genre	VIH/SIDA; questions de la demande; attitudes masculines; sensibilisation des hommes; éducation
2.4 Intégrer les questions de genre à travers l'éducation, les arts et les médias	Egalité de genre; éducation au développement; sensibilisation; changement comportemental; égalité des sexes dans les modules d'éducation; méthodes informelles de sensibilisation aux questions de genre
3.1 Préparer l'agence de développement aux problématiques liées à l'égalité des sexes: critique de genre	Genre et organisations; critique de genre; audit de genre; examiner les structures internes; genre et personnel
3.2 Un guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants	Renforcement des capacités; compréhension des concepts liés au genre; clarté de la terminologie; procédures de contrôle; actions requises pour l'analyse de genre; conseils pratiques
3.3 L'intégration du genre dans l'élaboration et la préparation des projets de l'IPEC	Conception de projet; conception de projet tenant compte du genre; données ventilées par sexe; le genre dans les procédures courantes
3.4 Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants	Evaluations globales des statistiques ventilées par sexe du travail des enfants; les enfants dans l'activité économique; travail domestique non rémunéré; tâches domestiques; études auprès des ménages; différentiels sexuels
3.5 Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques	Enfants domestiques; traite et exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales; évaluations thématiques; approches communautaires et participatives; concentration sur les facteurs liés à la demande; repenser les rôles sexo-spécifiques
4.1 Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie	Evaluation rapide; enfants impliqués dans la prostitution; relations sexo-spécifiques; donner plus la parole aux filles
4.2 Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football	Campagne de lutte contre le travail des enfants; implication des femmes; football

Titre de la bonne pratique	Mots clés
4.3 Prévenir la traite de femmes et des enfants dans la région du Mékong: une approche participative	Approches participatives; égalité des sexes; rôle des parties prenantes; compétences et formation d'entrepreneurs; sensibilisation au statut de la femme; planification basée sur la communauté
4.4 Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite des êtres humains en Chine	Prévention de la traite; échange d'informations; renforcement des réseaux relationnels; les femmes dans les prises de décisions; stratégies d'égalité des sexes impliquant les hommes; sensibilisation; participation; formation
4.5 La parole aux enfants à la Consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal	Programme assorti de délais; représentants; genre et élaboration de politiques; travail préparatoire et genre
4.6 Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala	Défier les stéréotypes et les rôles sexo-spécifiques; patriarcat; renforcement des capacités; égalité des sexes; exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes

Bonnes pratiques: l'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants

Catégorie 1: Analyse de genre

- 1.1. Les enfants domestiques en Afrique du Sud: rapport national
- 1.2. Analyse de genre d'une étude sur la main-d'œuvre infantile – Turquie
- 1.3. Recouper les questions liées au genre dans le Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques destinées à combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie
- 1.4. Une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque

1.1. Les enfants domestiques en Afrique du Sud: rapport national

Niveau 3: Bonne pratique reproduite

Mots clés: étude nationale; variables socio-économiques; données sexo-spécifiques; analyse de genre; travail domestique rémunéré; travail domestique non rémunéré; tâches ménagères; indicateurs liés au genre; étude sur l'emploi du temps

Une analyse globale de genre du travail domestique rémunéré et non rémunéré des enfants a été présentée dans le rapport national 2002 sur les enfants domestiques en Afrique du Sud¹. Des différences intéressantes sont apparues selon les sexes; les garçons ont notamment plus de chance que les filles de travailler comme domestiques rémunérés, alors que les filles passent beaucoup plus de temps que les garçons à accomplir des tâches domestiques non rémunérées.

Description du problème et de la bonne pratique

Le travail des enfants implique des conditions de travail, de rémunération et des risques différents pour les filles et les garçons. Des enfants de condition sociale différente vont également connaître des situations différentes de travail. Les différences selon les sexes dépendent de la nature du travail: domestique ou non, rural ou urbain. La principale question est de savoir comment ces nombreuses différences se traduisent en désavantages dans les cas respectifs des garçons et des filles (et des hommes et des femmes).

Le *Rapport national sur les enfants domestiques en Afrique du Sud*, fait en 2002, est basé sur des données tirées de l'*Etude sur les activités des jeunes* effectuée en 1999 par le Programme d'informations statistiques et de suivi sur le travail des enfants de l'IPEC (SIMPOC) en Afrique du Sud. Le *Rapport national* indique que les garçons et les filles travaillent comme domestiques dans d'autres foyers, contre une rémunération en espèces ou en nature, et dans leurs propres maisons, où ils accomplissent des tâches non rémunérées. En comparant les données de l'*Etude sur les activités des jeunes* de 1999 en Afrique du Sud à celles de l'étude sur l'emploi du temps de 2000, le *Rapport national sud-africain* propose une analyse de genre facile à lire. Le travail domestique rémunéré et non rémunéré est présenté par différentes tranches d'âge et de population, par provinces et lieux urbains/ruraux. Pour plus de détails sur l'analyse de genre, voir annexe 1.

Etapes clés dans le lancement de la bonne pratique

- Les chercheurs ont passé en revue la littérature concernant les enfants domestiques et le travail des enfants en général en Afrique du Sud.
- L'analyse des données tirées des résultats de l'*Etude sur les activités des jeunes* (SIMPOC) en Afrique du Sud de 1999 a identifié des variables pouvant amener les enfants à devenir domestiques. L'âge, le sexe, le contexte familial, le statut migratoire, l'ethnie/la classe sociale, les abus physiques et sexuels, les blessures, les niveaux d'instruction, les attitudes envers l'école/le travail et les activités de loisirs, s'il y en a, ont tous été, quand cela était possible, considérés comme variables. L'analyse a examiné la nature du travail effectué par les enfants domestiques en tenant compte du type de travail, des tâches, des heures, du salaire, des problèmes,

¹ Le compte rendu de cette bonne pratique est basé sur des informations tirées de Debbie Budlender et Dawie Bosch: *South Africa child domestic workers: A national report* (Genève, 2002).

des bénéfiques, de la fréquentation scolaire, de l'âge initial et du degré d'isolation sociale.

- L'analyse a pris en compte aussi bien les tâches ménagères non rétribuées accomplies par les enfants dans leur propre maison que les activités effectuées par les enfants domestiques contre une rétribution en espèces ou en nature. Les données sur les tâches ménagères non rétribuées ont été classifiées et analysées séparément des données relatives à l'activité économique.
- L'analyse a été présentée sur la toile de fond de la situation générale en Afrique du Sud: l'histoire, les évolutions démographiques, les modèles migratoires, les variables économiques et politiques, la tradition et la culture, le cadre légal, le système éducatif, la condition féminine, les politiques gouvernementales.

Pourquoi le rapport national sud-africain sur les enfants domestiques est une bonne pratique dans la prise en compte du genre

L'analyse de genre permet de révéler les disparités liées au sexe. Le *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques* apporte un exemple clair de l'analyse de genre du travail des enfants. Il remplit ainsi les conditions de la catégorie 1 car il intègre les questions de genre dans tous les programmes, politiques et activités.

Faisant référence à une grande panoplie de sources d'informations, l'analyse conduit à l'identification des principaux différentiels sexuels dans le travail domestique, rétribué ou non. D'autres variables majeures sont exploitées, telles que l'âge des travailleurs, le niveau d'instruction, la rémunération, la situation familiale, l'appartenance ethnique des travailleurs et leur lieu de résidence. Le travail domestique non rétribué, auparavant invisible, est pleinement exploré. Un intérêt croissant est apparu concernant l'incidence de la violence sexuelle chez les jeunes enfants travaillant comme domestiques, particulièrement chez les filles. De plus, les auteurs proposent des indicateurs sexo-spécifiques grâce auxquels les pires formes de travail domestique peuvent être mesurées².

Au total, l'analyse qui a conduit à ce rapport offre des opportunités de reproduction dans d'autres pays. De plus, étant donné sa facilité d'accès pour les lecteurs, elle a de grandes chances d'avoir un impact sur l'élaboration des politiques.

Efficacité de l'utilisation du genre comme variable

Le *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques* montre que, dans toute analyse sur le travail des enfants, le genre ne doit pas devenir le thème prédominant. Il ne doit pas non plus être la seule catégorie d'analyse. Cette pratique montre cependant que le genre est *une* des variables sociales pertinentes parmi tant d'autres telles que l'âge, la classe sociale, l'ethnie, la vie urbaine ou rurale. Elle permet ainsi de faire des évaluations plus précises du problème de travail rémunéré ou non des enfants domestiques. Cependant, le genre mérite une attention particulière – non pas seulement parce que c'est une variable importante mais parce qu'elle est fréquemment omise des collectes de données et des analyses.

² Ces indicateurs peuvent être consultés à la page 48 du rapport disponible sur le site: <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/southafrica/others/domestic.pdf>.

Le rapport illustre l'importance d'avoir des données sexo-spécifiques avant toute analyse, tout en prenant en compte d'autres variables sociales. La combinaison des variables sociales mène à une meilleure compréhension de la démographie du travail domestique rémunéré et non rémunéré. Par exemple, étant donné que la probabilité pour les filles de faire des travaux domestiques est plus élevée que celle des garçons, alors le travail domestique devient un véritable problème lorsqu'il est question de la scolarisation des filles. Cependant, le rapport national sur les enfants domestiques souligne que, lorsque scolarisées, les filles font des études plus longues que les garçons. C'est une découverte importante et des mesures doivent être prises pour que les garçons arrivent à poursuivre leurs études.

Reproductibilité et durabilité de l'analyse contenue dans le rapport national

Le *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques* a bénéficié du soutien du SIMPOC. Un des objectifs du SIMPOC est de s'assurer qu'une attention particulière est accordée aux filles afin que les différences, les similarités et les relations entre les filles et les garçons domestiques soient complètement appréhendées. Ainsi le SIMPOC encourage la collecte de données sexo-spécifiques détaillées dans toutes les études nationales sur le travail des enfants, même si cela ne semble pas particulièrement pertinent à ce moment-là. Et le simple fait d'avoir besoin de certaines données sexo-spécifiques non disponibles à un certain moment peut promouvoir l'idée que de telles informations seront nécessaires dans l'avenir. Certaines questions pertinentes peuvent également mettre à jour des tendances jusqu'alors invisibles, comme par exemple la question du manque d'assiduité scolaire des garçons mentionné ci-dessus.

Lorsque les données existantes sont inadéquates, les chercheurs peuvent également s'atteler à les améliorer. Selon le *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques*, par exemple, si l'on étend la notion de travail domestique non rémunéré à la collecte d'eau et de combustible, le nombre d'enfants engagés dans des activités non rémunérées de longue durée passe de 85 000 à 605 000. Cet exemple illustre à quel point des définitions plus larges peuvent affecter les statistiques et influencer une stratégie ou une planification.

Pertinence de ce rapport pour l'élaboration de politiques

Les programmes d'action gouvernementaux peuvent utiliser à bon escient les conclusions de ce rapport. L'analyse qui a conduit au *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques*, par exemple, a été une source d'inspiration pour le Département du travail dans le développement de son programme d'action sud-africain sur le travail des enfants. Les objectifs et les responsabilités de ce programme concernent plusieurs institutions gouvernementales. Les décideurs politiques ont maintenant des données concernant les principales caractéristiques des enfants domestiques rémunérés ou non, y compris les raisons pour lesquelles ceux-ci travaillent dans ce domaine. En précisant la disponibilité ou non des données nécessaires, le rapport propose aussi des indicateurs pour évaluer les pires formes de travail des enfants domestiques: le travail rémunéré des enfants domestiques; les tâches domestiques non rémunérées; la collecte de combustible et d'eau ainsi qu'un index général des pires formes de travail des enfants domestiques³.

³ Voir <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/southafrica/others/domestic.pdf>. (en anglais).

La compréhension du contexte de développement national en Afrique du Sud requiert des informations concernant l'allocation de toutes les ressources, et pas seulement celles définies par le marché. Les exemples d'activités non définies par le marché sont notamment le capital humain que nécessitent le travail domestique, la collecte de l'eau et du combustible et d'autres activités répondant aux besoins domestiques des familles et de la communauté. Quelques-unes des recommandations politiques du *Rapport national sud-africain sur les enfants domestiques* concernent par exemple les besoins en infrastructures tels que l'alimentation en électricité, qui mettrait fin à la recherche de combustible et profiterait ainsi aux filles effectuant ce travail.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Les consultants, analystes et personnel institutionnel avaient une connaissance approfondie de l'analyse selon le genre (aussi bien que des autres domaines de connaissances nécessaires à l'analyse).
- Une étude nationale récente sur la main-d'œuvre infantile était disponible. Entre autres variables utilisées, il y avait l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, le contexte familial, le statut migratoire et le niveau d'instruction.
- Des informations complémentaires telles que les *données sur l'emploi du temps* étaient utilisées à but comparatif avec les données de l'étude nationale sur la main-d'œuvre infantile.

Pour de plus amples informations, consulter:

Budlender, D.; Bosch, D.: South African child domestic workers: A national report (Geneva, ILO/IPEC, May 2002).

ILO/IPEC SIMPOC programme: Objectives and implementation strategy.

[Http://www.ilo.org/public/english/standards/ipec/simpoc/index.htm](http://www.ilo.org/public/english/standards/ipec/simpoc/index.htm).

Contacts à l'IPEC/OIT:

Emerita Mugore, desk officer for Africa: mugore@ilo.org.

Angela Martins-Oliveira: ipoc@ilo.org.

1.2. Analyse de genre d'une étude sur la main-d'œuvre infantile – Turquie

Niveau 2: Pratique démontrée avec succès

Mots clés: étude sur la main-d'œuvre infantile; analyse de genre; analyse de données; tâches/activités domestiques; données ventilées par sexe; rôles sexo-spécifiques

Cette bonne pratique est une analyse de genre qui s'inscrit dans le cadre de l'*Etude nationale turque sur la main-d'œuvre ménagère* de 1994⁴. Les différentes caractéristiques du travail des enfants dans les zones urbaines et rurales ont été déterminées et ont ainsi permis de faire une analyse de genre globale sur la situation nationale en général.

La question liée au genre et la bonne pratique

Il est difficile de localiser au niveau national les garçons et les filles impliqués dans le travail des enfants, de même que l'ampleur de leur implication dans les pires formes de ce travail. Une partie essentielle de ce travail consiste à produire des données sexo-spécifiques quantitatives et qualitatives fiables sur le travail des enfants sous toutes ses formes. Toutes les données importantes liées à un contexte du travail des enfants doivent être classées selon le sexe avant de commencer l'analyse (voir annexe 1).

Une prise en compte du genre permet une meilleure compréhension et considération des facteurs socioculturels sous-jacents à la discrimination basée sur le sexe, que ce soit à l'encontre des garçons ou des filles. Une analyse de données tenant compte du genre est ainsi une base nécessaire pour planifier les politiques et programmes destinés à combattre le travail des enfants. Malheureusement, de telles informations n'existent pas toujours et, lorsqu'elles sont disponibles, elles restent souvent insuffisantes pour donner une image complète de la situation. Des études standardisées auprès des ménages, avec des questions adressées aussi bien aux parents qu'aux enfants, restent le moyen par excellence pour collecter de telles informations au niveau national⁵. Des procédures d'études d'évaluation rapide sont également utilisées pour obtenir des données plus rapidement, particulièrement concernant les pires formes de travail des enfants. Dans certains lieux géographiques, il est nécessaire de procéder à des discussions et entretiens avec les garçons et les filles, ainsi qu'avec leurs pères et mères.

Grâce à son programme de coopération technique SIMPOC, l'IPEC apporte une assistance au niveau national en fournissant des instruments de collecte de données sexo-spécifiques sur toutes les formes de travail des enfants. Ces informations contribuent ensuite à comprendre l'ampleur du problème et à promouvoir une campagne de lutte. Le SIMPOC a été initié en janvier 1998, mais le programme IPEC avait déjà accompli un

⁴ Cette bonne pratique est basée sur les analyses des résultats de l'étude de 1994 sur la main-d'œuvre infantile du docteur Meltem Dayioğlu, Département d'économie, Université technique du Moyen-Orient, Ankara, Turquie. Bien d'autres exemples d'analyses de genre existent, menées lors d'études nationales sur la main-d'œuvre infantile telles que celles entreprises en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe. Certaines sont disponibles sur: <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/index.htm>. (en anglais).

⁵ Les études sur les employeurs et les lieux de travail sont également généralement menées. La liste des établissements est souvent faite sur la base des informations provenant des études sur les ménages.

travail remarquable dans l'élaboration des statistiques sur le travail des enfants⁶. A ce jour, des études sur le travail des enfants sont menées et des bases de données sont établies dans au moins 15 pays Membres de l'OIT. Des détails sur les rapports de ces études nationales sur le travail des enfants par pays sont disponibles sur Internet⁷.

L'*Etude turque sur la main-d'œuvre ménagère* a été menée par l'Institut national des statistiques sur une base semestrielle. En 1994, pour la première fois, deux questionnaires supplémentaires destinés à mesurer l'importance du travail des enfants en Turquie ont été inclus. Les résultats de l'*Etude sur la main-d'œuvre ménagère* ont été analysés de manière à ressortir les différences selon le genre.

Etapas clés de l'étude turque de 1994 sur la main-d'œuvre

L'*Etude sur le travail des enfants* faisait partie du Projet national sur le travail des enfants entrepris par l'Institut national des statistiques avec l'appui technique de l'IPEC.

- L'étude semestrielle sur la main-d'œuvre ménagère de 1994 comprenait deux questionnaires supplémentaires destinés à mesurer l'importance du travail des enfants en Turquie. Une étude pilote a été conduite afin de déceler les questions difficilement compréhensibles par ceux qui allaient répondre au questionnaire. Quelques révisions ont ainsi été faites, telles qu'une meilleure explication de ce qu'on entend par «activité économique».
- Les données brutes obtenues par l'étude ont été envoyées à l'Institut national des statistiques. Les données ont été analysées grâce au logiciel BLAISE par l'Université technique du Moyen-Orient à Ankara, et le rapport de l'*Etude sur la main-d'œuvre infantile* a été préparé.

Pourquoi l'analyse des résultats de l'Etude sur le travail des enfants est une bonne pratique en terme de genre

L'analyse de genre révèle des disparités sexo-spécifiques. L'analyse de l'*Etude sur le travail des enfants* de 1994 apporte le premier bon exemple d'une analyse de genre du travail des enfants (âgés de 6 à 14 ans)⁸ en Turquie. Cette bonne pratique est incluse dans la catégorie 1 d'actions nécessaires à l'égalité hommes-femmes. L'étude présente une vue d'ensemble de la situation, avec une attention particulière pour les différences clés entre les garçons et les filles des zones urbaines et rurales, et entre les groupes d'âge. De tels résultats ont aidé à redéfinir et à cibler de manière adéquate les programmes en charge de ces questions.

⁶ Des études expérimentales sur le travail des enfants ont été menées au Ghana, en Inde, en Indonésie et au Sénégal.

⁷ Cf. <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/index.htm>.

⁸ Les études assistées par le programme SIMPOC – en accord avec la convention de l'OIT (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999; la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant – concernent les enfants de 5 à 17 ans. Bien que l'*Etude sur le travail des enfants* de 1994 concerne les enfants de 6 à 14 ans plutôt que le groupe d'âge indiqué, nous l'avons inclus comme exemple, étant donné l'analyse de genre complète des résultats de l'étude.

Dans cette bonne pratique, l'analyse des données concernant les tâches domestiques et les rôles sexo-spécifiques dans le travail domestique montre qu'il n'est pas suffisant de rassembler des données ventilées par sexe sur le travail rémunéré et non rémunéré. Les informations collectées doivent également être analysées et interprétées attentivement pour influencer les politiques de manière importante et efficace. L'expression «rôles sexo-spécifiques» est utilisée pour rendre compte des activités que les deux sexes accomplissent dans un contexte donné. Ces rôles sont renforcés par les normes et les stéréotypes sexuels qui existent dans toute société. Cette dimension de rôle lié au genre présente dans l'analyse des données de l'étude sur le travail des enfants explique les iniquités dans les tâches domestiques accomplies par les garçons et les filles, les raisons pour lesquelles ils sont engagés et les niveaux de revenu.

Depuis 1998, le SIMPOC encourage et inclut dans son mandat la collecte de données quantitatives précises et qualitatives fiables sur le travail des enfants qui prennent également en compte le genre. En soi, il s'agit d'une autre bonne pratique dans la généralisation de l'analyse de genre. Rassembler de telles données est dorénavant une norme institutionnelle et suggère que l'analyse de genre doit constituer une part importante des études nationales sur le travail des enfants.

Pertinence: une analyse de genre des tâches domestiques

L'analyse de l'*Etude sur le travail des enfants* révèle les différences dans le temps de travail domestique selon les sexes. Une large proportion des filles – 61 pour cent – effectue des tâches ménagères. Si l'on considère seulement les enfants scolarisés, cette proportion atteint 91 pour cent. Cela montre que, par rapport à leurs frères, les filles scolarisées ont plus de tâches ménagères à accomplir. Ces différences restent les mêmes dans les différentes régions rurales. Dans les zones urbaines, les garçons passent six heures par semaine aux tâches ménagères, alors que les filles y passent dix heures. En zone rurale, la moyenne est de huit heures pour les garçons et douze pour les filles; ce qui indique une plus grande fréquence du travail domestique chez les enfants des zones rurales, particulièrement chez les filles.

L'analyse montre que les filles qui ont des activités économiques sont souvent surchargées par les tâches domestiques. Les filles ont moins de temps pour les loisirs, surtout celles des zones rurales, où une large proportion mène une activité économique parallèlement aux tâches domestiques.

Les rôles sociaux des deux sexes sont appris très tôt à l'enfance. Comme dans nombre de sociétés, le travail domestique en Turquie est considéré comme un travail de femmes et ces dernières doivent en assumer la responsabilité quel que soit leur âge.

Même chez les enfants de 6 à 9 ans, les filles assument en majorité les tâches domestiques et la différence s'accroît avec l'âge. Par exemple, alors que la proportion de garçons de 14 ans effectuant des tâches domestiques est d'environ 18 pour cent, le taux pour les filles de cet âge est de 53 pour cent. Plus de la moitié des filles de 14 ans sont ainsi impliquées d'une manière ou d'une autre dans les tâches domestiques.

Le nombre de filles effectuant des tâches domestiques augmente selon le nombre de frères et sœurs. Par contre, le nombre de garçons effectuant des tâches domestiques, aussi bien en zones rurales qu'urbaines, décroît au fur et à mesure que le nombre de frères et sœurs augmente. Ainsi, en terme d'heures passées aux tâches domestiques, les familles nombreuses sont plus profitables aux garçons qu'aux filles.

Impact d'une analyse comparative de l'emploi du temps sur la planification

En mettant en évidence un facteur important – le travail domestique en Turquie –, l'analyse de l'*Etude sur le travail des enfants* contribue aux actions futures contre le travail des enfants.

Le travail domestique non rémunéré est souvent omis des analyses. Généralement, très peu de données systématiques sont disponibles sur l'utilisation des ressources humaines ménagères dans le travail domestique, la collecte et le transport d'eau et d'autres activités associées aux besoins domestiques de la famille et de la communauté. Lorsque les études ne permettent pas de déterminer le temps passé à des activités non lucratives essentielles, alors cela entraîne une insuffisance dans la documentation sur la disponibilité et le remplacement de la main-d'œuvre. L'augmentation du temps passé à de lourdes tâches, particulièrement pour les filles, constitue un frein à la scolarisation, et par ricochet au développement du capital humain national dans son ensemble. Tant que les décideurs économiques ignoreront l'importance du nombre d'enfants domestiques et que les contraintes de temps imposées par le travail domestique ne seront pas comptabilisées dans la planification nationale, beaucoup de politiques et de programmes pourtant bien intentionnés échoueront.

Lorsque les enfants passent déjà de longues heures à des tâches domestiques, il est important de prendre en compte les effets que les réformes économiques nationales auront sur leur temps, particulièrement quand les enfants sont recrutés pour accomplir des tâches auparavant réalisées par d'autres personnes. La réduction des dépenses sur la santé, par exemple, entraîne généralement une plus grande responsabilisation des filles qui doivent prendre en charge la santé de la famille. La diminution du budget alloué au développement des infrastructures rurales, d'autre part, peut avoir pour conséquence que les garçons passent plus de temps à faire des allers-retours entre le domicile et le marché. Afin d'éviter de renforcer les lacunes dans l'éducation, la santé, les problèmes liés à la fertilité élevée des filles et à la pauvreté, la planification doit prendre en compte des éléments tels que les contraintes d'allocation du temps des enfants et la diminution des opportunités d'instruction liée aux changements politiques et les pressions économiques, etc.⁹.

Une analyse des données de l'*Etude sur le travail des enfants* révèle que, lorsque les enfants devaient identifier les facteurs les amenant à exercer un travail rémunéré, les garçons et les filles ont exposé des priorités différentes. Relativement peu de filles ont exprimé leur désir d'acquérir un métier ou une expérience professionnelle. Plus de filles que de garçons ont émis le souhait de participer à l'entreprise familiale. En dehors de la volonté d'obtenir un emploi rémunéré, un grand nombre de raisons – reflétant les rôles socioculturels différents des garçons et des filles – ont été données pour expliquer le fait de ne pas aller à l'école. Par exemple, une grande proportion de filles ne peut pas aller à l'école parce que leurs familles ont besoin d'elles à la maison. Cette analyse a notamment eu pour impact d'amener les familles à réaliser que les opportunités d'instruction sont essentielles pour l'avenir de leurs filles.

Comparativement aux filles effectuant des tâches domestiques ou ne travaillant pas, une grande proportion de celles qui ont un emploi rémunéré expriment leur désir d'aller à l'école. Ce sont également ces dernières qui affichent le plus grand désir de trouver un meilleur emploi. L'analyse suggère ainsi que l'emploi ne réduit pas les désirs d'instruction

⁹ Elson, Evers et Gideon: *Gender aware country economic reports: Concepts and sources*. Working paper No. 1 (Genecon Unit, Graduate School of Social Sciences, University of Manchester, UK, 1997).

des filles. Au contraire, les filles, particulièrement dans les zones urbaines, considèrent souvent l'éducation comme un moyen de se sortir de leurs expériences précoces du travail rémunéré.

L'analyse révèle également que les filles rurales s'en tirent moins bien que n'importe quel groupe d'enfants. Elles sont les moins avantagées, par exemple, en terme de salaires réguliers et d'avantages non monétaires, même si elles ont une activité rémunérée.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Des professionnels statisticiens ont travaillé en étroite collaboration avec l'organisation nationale des statistiques. Des professionnels connaissant les questions relatives au genre dans le contexte national et capables d'analyser les données brutes ont été engagés. Le SIMPOC a fourni une assistance.
- Les coûts de l'étude dépendent de la taille de l'échantillon. Ils varient également selon que l'étude est une opération en elle-même ou si elle est rattachée à une étude auprès des ménages – ce qui est moins cher. Des fonds sont nécessaires pour les analyses dont les coûts sont fonction de la taille de l'échantillon.
- L'âge des enfants ayant fait l'objet d'études devrait être conforme aux recommandations globales en vigueur, c'est-à-dire de 5 à 17 ans, plutôt que de 6 à 14 ans.
- Les critères de sélection des intervieweurs étaient importants. Etaient prises en compte les qualifications formelles, l'expérience des zones rurales, la sensibilité aux facteurs socioculturels sous-jacents à la discrimination basée sur le sexe et la capacité de dialoguer avec les femmes et les hommes.
- Un manuel de l'intervieweur a été utilisé pour assurer l'uniformité dans les entretiens et la formation.
- Les superviseurs et les organisateurs ont fait des contrôles et des vérifications afin de réduire les erreurs dans la collecte et le traitement des données.
- Ceux qui ont analysé les informations et élaboré le rapport avaient une connaissance des questions de genre dans le travail des enfants. L'annexe 2 présente des types de connaissances requises liées au genre.

Pour plus d'informations:

- Aksit Bahattin, Nuray Karanci et Ayse Gunduz-Hosgor: *Turkey: Working street children in three metropolitan cities – A rapid assessment*. ILO-IPEC Rapid Assessment Report No. 7 (Geneva, ILO, 2001), 83 pages. ISBN: 92-2-112827-X.
- *Good practices in action against child labour: A synthesis report of seven country studies, 1997-98, by independent researchers: Brazil, Indonesia, Kenya, Philippines, Tanzania, Thailand, Turkey*, ILO-IPEC (Geneva, ILO, 2001), 102 pages. ISBN: 92-211-24851.
- *Child labour in Turkey 1999*. State Institute of Statistics, Prime Ministry, Republic of Turkey. ISBN: 975-19-2918-0.
- *Child labour in Turkey* (Ankara, International Labour Office, Turkiye Isveren Sendikaları Konfederasyonu, 1997), 40 pages. ISBN: 92-211-05059.
- Ozcan Yusuf Ziya: *Development of guidelines for policy-makers: Country report Turkey on sustainable action against child labour* (Geneva, IPEC, 1997), 309 pages.
- *Patterns of child labour in rural Turkey* (Ankara, International Labour Office and IPEC, 1994), 96 pages. ISBN: 92-210-94960.
- Dr Meltem Dayioğlu: *Analyses of the 1994 child labour force survey results* (Ankara, Department of Economics, Middle East Technical University).
- *Child labour in Turkey 1994*, State Institute of Statistics (SIS), Prime Ministry, Republic of Turkey, ISBN: 975-19-1635-6.

Pour plus de détails sur la méthodologie utilisée dans l'étude nationale turque sur la main-d'œuvre infantile, veuillez contacter le Département turc de l'Institut national des statistiques et des indices de prix, www.die.gov.tr. Chef de la Division des statistiques du travail (SIS): enver.tasti@die.gov.tr.

Unité de publications du SIS: yayin@die.gov.tr.

Contacts à l'OIT:

Gulay Aslantepe, ILO Area Office Director, Turkey; Hakki Özel, IPEC Geneva: ozel@ilo.org; Şule Çağlar, IPEC Geneva Desk Officer: caglar@ilo.org.

<http://www.ilo.org/public/english/standards/ippec/simpoc/turkey/index.htm>.

1.3. Recouper les questions liées au genre dans le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* destinées à combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: rôles sexo-spécifiques; perceptions des filles et des garçons; abus sexuel sur des garçons; lutte contre les racines de la pauvreté; pauvreté des femmes

L'analyse contenue dans le rapport¹⁰ d'interventions basées sur de bonnes pratiques met en évidence le fait que les rôles sexo-spécifiques perpétuent la pauvreté des femmes, qui conduit dans le pire des cas à l'exploitation sexuelle des filles à des fins commerciales. Les garçons peuvent également être exploités sexuellement, mais ces abus sont souvent moins visibles que chez les filles dans les quatre pays étudiés.

Description du problème et de la bonne pratique

L'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants est une grande violation des droits des victimes. En plus des facteurs liés à la demande au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie, les raisons de l'offre en matière d'exploitation sexuelle des enfants sont également liées à l'augmentation de la pauvreté, au manque d'accès à l'instruction et à la formation pour les enfants et au manque d'opportunités d'emplois viables.

La grande majorité des enfants pris au piège de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales sont des filles. Généralement, les rôles traditionnellement assignés aux deux sexes et les stéréotypes ne favorisent pas ces dernières. Elles n'ont souvent pas accès à l'instruction et à d'autres services qui pourraient augmenter leurs possibilités de trouver un emploi. En conséquence, peu d'opportunités professionnelles leur sont offertes.

Les données démontrent qu'un nombre croissant de garçons deviennent victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Les garçons restent relativement «invisibles» dans le commerce sexuel, en partie parce que leurs clients sont majoritairement homosexuels. Les tabous liés à l'homosexualité sont accentués en Afrique de l'Est, et l'ignorance du phénomène qui en résulte conduit une bonne frange de la population est-africaine à nier l'existence de l'exploitation sexuelle des garçons; ce qui aggrave la vulnérabilité de ceux qui se prostituent.

Le programme IPEC a développé un *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques*, fondé sur l'étude de terrain d'interventions destinées à combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie. Les études et l'analyse du rapport ont été conduites durant le premier semestre de l'année 2002. Les approches qui ont fonctionné dans chaque pays cible ont été décrites. Nous mettons ici en relief les éléments les plus importants liés au genre qui ont émergé du rapport. (Le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* complet doit

¹⁰ Le compte rendu de cette bonne pratique est basé sur: *Fighting commercial sexual exploitation of children: A study of good practice interventions in Kenya, Tanzania, Uganda and Zambia*. Synthesis Report by NIRAS for IPEC, June 2002.

cependant être lu pour comprendre les approches évoquées qui ont fonctionné dans ces pays.)

Étapes clés dans la préparation du rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques

- Un consultant international a étudié les données des rapports de quatre pays en s'attachant aux interventions visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Un rapport de synthèse a été préparé. Chaque étude nationale a été conduite selon un processus de consultation avec les parties prenantes nationales et a fait l'objet d'un examen minutieux de la littérature ainsi que des discussions individuelles et collectives avec l'équipe de l'IPEC, ceux qui ont mis en place les programmes, les enfants, les parents, d'autres membres des communautés affectées et, si possible, les auteurs des abus sexuels sur les enfants. Dans chacun des quatre pays, un grand nombre de parties prenantes ont participé aux ateliers de travail organisés afin de présenter, valider et débattre des résultats et des possibilités d'interventions futures.
- Les interventions basées sur des bonnes pratiques ont été extraites et documentées.
- Des recommandations pour de futures interventions ont été faites, en particulier concernant les possibilités d'augmenter et/ou de reproduire les bonnes pratiques existantes.

Pourquoi le rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques est une bonne pratique de genre

L'analyse de genre révèle des disparités sexo-spécifiques. L'analyse contenue dans le rapport d'interventions est une bonne pratique en matière de généralisation de la prise en compte du genre pour deux raisons:

- elle met en évidence les rôles sexo-spécifiques qui perpétuent la pauvreté des femmes et peut, au pire, conduire à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des fillettes désavantagées; et
- elle montre que les garçons peuvent aussi être exploités sexuellement mais, pour des raisons culturelles, de tels abus sont souvent moins visibles que chez les filles dans la région étudiée.

Ces deux conclusions contribuent à une analyse de genre de la situation:

- en révélant les racines de la pauvreté des hommes et des femmes; et
- en révélant précisément qui est exploité sexuellement à des fins commerciales, quand et où (pour plus de détails concernant une analyse de genre, voir annexe 1).

Cette bonne pratique se trouve dans la catégorie 1: «mener une analyse de genre de la situation». Les conclusions de cette catégorie peuvent contribuer à reformuler les approches générales de planification des activités qui combattent l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons et des filles, plutôt que de seulement ajouter des activités en marge des interventions. Ci-après, nous donnons des détails sur chacun de ces éléments liés au genre.

Pertinence de l'analyse de genre dans l'identification de liens entre filles, pauvreté et accès à l'éducation

La majorité des enfants victimes du commerce sexuel dans les quatre pays étudiés étaient des filles. Le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* identifie des approches spécifiques d'action directe, de prévention, de retrait, de réadaptation et de réinsertion dans la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales de ces filles. Le rapport préconise une approche basée sur la communauté – quoique avec des liens forts avec le gouvernement local – qui fonctionne bien dans la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants dans les pays étudiés. De plus, le rapport considère comme une bonne pratique de travailler avec les enfants et les personnes directement en charge d'eux pour adopter une approche individuelle; ce qui permet de s'assurer que la situation générale de l'enfant est prise en compte. Cette approche encourage une meilleure compréhension des perceptions socioculturelles de la valeur relative des filles et des fils et des différences concernant l'investissement des parents sur leurs enfants selon leur sexe.

En s'attaquant aux causes profondes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants, le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* a recommandé aux gouvernements, aux communautés et autres parties prenantes de s'occuper de la pauvreté dans toutes ses dimensions, y compris l'accès à un emploi et à un revenu stable, la sécurité alimentaire et les services de base, l'éducation et les soins de santé. Plus spécifiquement, un effort délibéré doit être entrepris pour changer les rôles sociaux et la perception des sexes qui perpétuent la pauvreté des femmes et désavantagent les filles.

Bien que ce soit une tâche difficile, lorsque la pauvreté des femmes est combattue, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants concernés est réduite. Dans ce sens, l'accès des filles à l'éducation ou à une formation professionnelle est critique, aussi bien comme stratégie préventive que pour leur réinsertion. Les exemples donnés dans ce rapport illustrent clairement que l'absence d'alternatives professionnelles ou de moyens de gagner leur vie conduit les filles à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

Le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* montre également qu'un soutien au renforcement des capacités à tous les niveaux – local, national et régional – constitue une stratégie efficace pour augmenter et reproduire le nombre d'interventions. Les questions de genre doivent bien sûr être prises en compte dans le renforcement des capacités des partenaires. Les activités entreprises par les partenaires pour sensibiliser les auteurs potentiels et générer de nouvelles attitudes se sont ainsi avérées de bonnes pratiques. Par exemple:

- Une approche menée par la Fédération zambienne des employeurs (ZFE) a fait un travail innovant de sensibilisation auprès des chefs et des cadres moyens des entreprises membres. La sensibilisation a été faite sous forme de présentations, de projections vidéo et de groupes de discussion sur les lieux de travail. Et, sur la base d'un consensus général à la ZFE, il a été décidé que les directeurs ont le devoir moral d'être des modèles et de se comporter de manière socialement responsable. Bien que le projet soit assez nouveau, les entretiens montrent que le message a été bien reçu sur les lieux de travail.
- De la même façon, un travail innovant a été conduit par la *Tanzanian Kiota Women's Health and Development Organization* (Organisation pour le développement et la santé des femmes tanzaniennes connue sous le sigle de KIWOHEDE). KIWOHEDE a travaillé avec des intermédiaires, tels que des propriétaires de bars, et a généré des effets positifs inattendus. KIWOHEDE s'est attelée à sensibiliser ces groupes, ainsi que des impliquées dans la prostitution plus âgées, qui ont à leur tour sensibilisé d'autres personnes de manière efficace. Encourager les propriétaires de bars à ne pas

utiliser les fillettes pour attirer les clients dans leurs établissements a ainsi été donné comme exemple positif.

Sensibilité à la question des garçons et de l'exploitation sexuelle

Ce rapport met en évidence l'exploitation sexuelle des garçons comme une des formes d'abus d'enfants les plus cachées et les moins documentées dans la région. Les pratiques homosexuelles étant très mal tolérées dans ces pays, et par conséquent invisibles, on considère souvent que l'exploitation sexuelle affecte principalement les filles. Ce rapport recommande de faire de l'évaluation de l'exploitation sexuelle des garçons dans ces quatre pays une priorité de recherche.

En somme, l'exploitation sexuelle des garçons est estimée en progression¹¹. Dans la plupart des pays, les garçons représentent seulement 10 à 20 pour cent des enfants impliqués dans des activités sexuelles commerciales dont la majorité se trouve dans des pays tels que le Pakistan et Sri Lanka. La première étape pour lutter contre le problème est de s'assurer que toutes les formes d'exploitation commerciale des garçons et des filles sont connues.

Une meilleure compréhension de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants exige de mettre l'accent aussi bien sur les hommes/garçons que sur les femmes/filles. Que ceux, focalisés sur les garçons ou les filles, qui sont engagés dans cette lutte ne se laissent pas influencer par leurs visions stéréotypées de la prostitution enfantine (en ne considérant pas par exemple la vulnérabilité des garçons qui sont marginalisés du ménage ou de la communauté). Les politiques ou programmes de développement qui ciblent uniquement les femmes ne peuvent pas apporter un développement équitable aux hommes et aux femmes. Afin de répondre à l'évolution des modèles d'exploitation sexuelle des filles et des garçons, il faut approfondir notre travail de compréhension des relations sociales, en évitant les stéréotypes sexuels. Examiner et comparer les vies des garçons et des filles contribuera certainement à ce travail.

Le rapport montre que, pour intégrer une analyse de genre dans les études ou les interventions qui traitent d'exploitation sexuelle des enfants, il faut au préalable une évaluation de la manière dont les questions de genre (entre autres facteurs) peuvent contribuer à rendre les garçons et les filles victimes d'exploitation. Par exemple, le mariage précoce forcé, qui est souvent à l'origine de la fuite des filles de leur foyer, est un facteur qui peut conduire les filles à se prostituer. La prostitution devient alors le seul moyen de gagner assez d'argent pour survivre. Les facteurs qui conduisent les garçons à être exploités sexuellement à des fins commerciales ne sont pas encore aussi bien connus que ceux qui affectent les filles, bien que des causes telles que la pauvreté, le fait d'être sans abri ou orphelin (par exemple à cause du SIDA) soient probablement communes aux deux sexes.

Impact de l'étude du Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques

Le *Rapport d'interventions basées sur de bonnes pratiques* venant d'être publié, il n'est pas possible de déterminer aujourd'hui son impact global.

¹¹ *Un avenir sans travail des enfants*. Rapport global suite à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Conférence internationale du Travail, 90^e session, 2002.

Dans le futur, l'impact pourra être mesuré, dans ces pays, en terme d'élaboration de nouvelles politiques concernant la mise en œuvre de la convention de l'OIT (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, ou d'autres interventions visant à éliminer cette forme de travail, en particulier de nouveaux moyens de combattre la pauvreté. Le fait que d'autres études sur l'exploitation sexuelle des garçons soient entreprises ou non indiquera si l'étude a réellement eu un impact de sensibilisation aux différences sexospécifiques qui conduisent les garçons et les filles à l'exploitation sexuelle dans la région est-africaine.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Les questions de genre ont été incluses, dans une certaine mesure, dans les rapports nationaux individuels qui ont été utilisés dans l'analyse.
- Il y avait des directives claires dans l'agence de développement sur la nécessité d'intégrer des perspectives de genre et une analyse de genre dans le développement de bonnes pratiques.
- Les analyses et les experts engagés pour synthétiser les rapports par pays ont été formés aux questions de genre.

Pour plus d'informations:

Fighting commercial sexual exploitation of children: Study of good practice interventions in Kenya, Tanzania, Uganda and Zambia. Synthesis Report by NIRAS (ILO/IPEC, June 2002).

Compilation of good practices in combating commercial sexual exploitation. ECPAT International. Refer to http://www.ecpat.net/eng/CSEC/good_practices/index.asp.

ILO/IPEC: *A rapid assessment: children in prostitution in Tanzania* (Dar es Salaam, ILO, 2001).

E. Kamala, E. Lusinde, J. Millinga, Mwaitula: *Tanzania: Children in prostitution: A rapid assessment*, No.12 (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112832-6.

ILO/IPEC: *Commercial sexual exploitation of children in East Africa: IPEC's response* (Dar es Salaam, ILO, 2001). Unpublished.

1.4. Une évaluation rapide de la situation des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque

Niveau 1: Pratique innovante – expérience pilote

Mots clés: informations ventilées; enfants impliqués dans la prostitution; Jamaïque

Cette bonne pratique est particulièrement intéressante pour la ventilation minutieuse des données existantes par sexe et par rôles des enfants impliqués dans la prostitution¹². Les causes, les facteurs favorables et les conséquences de l'une des pires formes de travail des enfants ont également été déterminés.

Description du problème et de la bonne pratique

Le développement d'actions visant à éliminer les pires formes de travail des enfants requiert souvent plus d'informations concernant la situation existante, notamment à savoir qui est exactement impliqué. Beaucoup de pays font face aux mêmes difficultés dans la production et l'utilisation de données ventilées par sexe concernant l'ampleur, les caractéristiques, les causes et les conséquences de la prostitution des enfants. Atteindre les enfants engagés dans ce type d'activités est particulièrement difficile. Les proxénètes ou autres acteurs impliqués par exemple nient souvent l'existence de ces enfants. Les chercheurs doivent ainsi souvent se faire passer pour des clients et payer pour le temps qu'ils passent à interviewer les enfants qui eux-mêmes mentent au sujet de leur âge. Souvent, trop peu de temps est consacré à la description des différents rôles des garçons, des filles, des hommes, des femmes; et les méthodes utilisées pour analyser ces rôles ne sont pas adaptées.

Les conditions sociales, les tabous et les lieux communs rendent souvent certains groupes impliqués dans le commerce sexuel moins visibles – par exemple les enfants et les garçons engagés dans la prostitution homosexuelle –, et par conséquent les informations fiables quantitatives et qualitatives relatives sont limitées. Par ailleurs, les données existantes, particulièrement pour l'analyse de genre (voir annexe 1), sont souvent sous-utilisées parce que ceux qui les produisent et ceux qui les utilisent communiquent très peu.

Dans le cadre de l'IPEC et de son Programme d'information statistique et de suivi sur le travail des enfants (SIMPOC), une étude a été diligentée pour une évaluation rapide¹³, entre juin et août 2000. Un instantané et une catégorisation de la prostitution enfantine en Jamaïque ont ainsi été obtenus.

Le but de l'étude était de:

- produire des données qualitatives et quantitatives sur les enfants impliqués dans la prostitution;
- décrire l'ampleur, les causes et les conséquences de la prostitution des enfants; et

¹² Cette bonne pratique est basée sur *Jamaica: Situation of children in prostitution*, une évaluation rapide de Leith L. Dunn, nov. 2001.

¹³ Une évaluation rapide est une méthode de recherche qui utilise plusieurs stratégies de collecte de données en même temps pour comprendre une situation spécifique dans un contexte social particulier.

-
- faire des recommandations pour l'élaboration de politiques et l'amélioration des méthodes d'investigation de la prostitution enfantine dans le futur.

En plus des endroits connus tels que les go-go clubs (clubs de joie), les salons de massage et les maisons de passe, l'étude révèle un nombre important de lieux à haut risque qui servent de refuge à la prostitution enfantine. Il s'agit notamment des parcs, des plages de baignade et de pêche, des digues, des stations de bus et de taxis, des grands centres touristiques, des entrées des écoles, des centres commerciaux et des fast-foods. L'étude identifie également les endroits géographiques clés où la prostitution enfantine est répandue.

Étapes clés du lancement de l'étude

L'étude a utilisé la méthode d'évaluation rapide de l'OIT/UNICEF¹⁴:

- Les conditions de vie, les rôles, les relations avec les pairs et la famille et le revenu des enfants impliqués dans la prostitution ont été relevés.
- La «triangulation»¹⁵ a été utilisée pour vérifier les informations.
- Des recommandations ont été développées concernant certaines décisions politiques nécessaires, notamment la ratification de la convention n° 182 et de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; des interventions telles que des programmes d'éducation publique ou des programmes spéciaux pour les enfants; des réformes légales; et un soutien institutionnel. L'étude a vivement recommandé l'établissement d'une structure nationale et d'un plan d'action pour traiter la question des enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque. Les recommandations légales pourront aider à assurer qu'aucun groupe ne tombe dans un vide législatif.

Pourquoi cette étude est une bonne pratique en terme d'intégration du genre

L'analyse de genre révèle des disparités liées au sexe. Cette étude est une bonne pratique principalement parce que les chercheurs ont clairement classé les filles et les garçons impliqués dans la prostitution en neuf catégories, selon le type d'activités dans lesquelles ils étaient engagés (voir l'encadré ci-dessous). La répartition selon le sexe dans certaines activités sexuelles a aussi été soulignée. Un tel processus de ventilation est essentiel pour planifier des interventions pour chaque catégorie d'enfants. Etant donné l'analyse de genre qui y est associée, cette bonne pratique est incluse dans la catégorie 1: Actions nécessaires pour intégrer le genre dans toutes les politiques, programmes et activités de l'IPEC. Une telle analyse a permis d'identifier les besoins et la vulnérabilité de chaque groupe, non seulement selon le sexe, mais également par type d'activité de ces groupes.

¹⁴ ILO/UNICEF: *Investigating child labour guidelines for rapid assessment: A field manual*, draft, janv. 2000.

¹⁵ La triangulation est un moyen de recouper les informations pour plus de précision. Elle consiste à rassembler des informations d'au moins trois points de vue ou sources différentes sur le même sujet, par exemple en écoutant l'opinion de différentes personnes, avec des points de vue différents sur un même sujet.

**Catégories d'enfants impliqués dans la prostitution en Jamaïque
d'après l'évaluation rapide des enfants dans le milieu de la prostitution**

1. Les enfants vivant et travaillant dans la rue – pour la plupart, des garçons dès 6 ans impliqués dans une activité sexuelle.
2. Les enfants dans la prostitution officielle – la majorité sont des filles de 10 ans et plus, mais quelques-uns sont des garçons ayant des relations homosexuelles.
3. Les enfants impliqués dans la prostitution saisonnière – des filles plus grandes, entre 15 et 18 ans.
4. Les danseuses des go-go clubs – des filles âgées de 12 à 18 ans, certaines exerçant à plein temps dans des clubs spécifiques, d'autres migrant dans divers endroits en Jamaïque.
5. Les employés des salons de massage – uniquement des filles, souvent avec une formation scolaire secondaire, dès 15 ans.
6. Les «sugar daddy girls» (filles qui se font entretenir financièrement par des hommes plus âgés) – des fillettes de moins de 12 ans qui sont poussées à avoir des relations sexuelles avec des hommes adultes (il existe également des garçons impliqués).
7. «Chapses» – des écoliers adolescents ayant des relations sexuelles avec des «dames» en échange d'un soutien économique.
8. Les enfants utilisés dans la pornographie – principalement des jeunes filles.
9. Les enfants utilisés dans des rites sexuels – cette catégorie concerne les filles (identifiées mais non confirmées) utilisées dans des pratiques sexuelles rituelles associées à des ateliers diaboliques, des rites sataniques et des séances de purification des hommes souffrant de maladies sexuellement transmissibles.

Impact du classement des enfants impliqués dans la prostitution

Les enfants impliqués dans la prostitution ne doivent pas être traités comme un groupe homogène. La planification d'interventions doit inclure la classification des enfants selon leur âge, leur sexe, leur groupe ethnique, leur statut socio-économique, leur niveau d'instruction, leur état sérologique VIH, et leur état de grossesse (si la fille est enceinte). Les garçons utilisés comme «chapses» (catégorie 7, ci-dessus), par exemple, nécessitent différents types d'interventions par rapport à ceux de la rue.

Même lorsque les chercheurs sont familiers avec les différentes catégories de filles et de garçons impliqués dans différentes formes de prostitution et d'activités liées au sexe, ils tendent parfois à les cibler comme un groupe homogène. Les responsabilités et les rôles sociaux respectifs des garçons et des filles influencent pourtant leur manière de se prostituer. Par conséquent, une bonne connaissance du contexte socio-économique est nécessaire pour planifier des mesures préventives et une assistance directe.

Différents canaux d'information sont nécessaires pour atteindre efficacement les différents groupes. Tous les enfants des neuf catégories répertoriées plus haut seront-ils assez courageux pour aller dans les centres de proximité? Si ce n'est pas le cas, à quels groupes les centres devraient-ils s'adresser? Les danseuses des go-go clubs, de la catégorie 4 dans l'encadré ci-dessus, sont dynamiques dans l'île et sont par conséquent difficiles à atteindre régulièrement. Toutes les catégories font-elles confiance aux institutions gouvernementales qui leur proposent leur assistance? Souvent, les enfants de la rue ne font pas confiance à toute personne ayant un lien avec les autorités gouvernementales. En terme d'assistance directe, les informations ventilées par sexe dans l'étude aideront à planifier la logistique et les programmes d'éducation publique.

Pertinence en terme d'identification de la vulnérabilité

Cette étude ventile les informations de manière très utile pour déterminer la vulnérabilité des enfants impliqués dans la prostitution. Une connaissance des rôles sexospécifiques chez ces enfants et de leurs relations avec les clients tels que les hommes adultes dits «sugar daddies» ou les touristes aide à déterminer quels groupes, dans n'importe quel contexte donné, sont les plus vulnérables. Cette étude montre, par exemple, que les filles des salons de massage sont souvent plus instruites que les enfants des autres groupes. Les filles engagées dans la prostitution saisonnière (catégorie 3) le sont parce qu'elles espèrent avoir un revenu supplémentaire. Les filles qui s'adonnent à la prostitution pour obtenir du poisson, au contraire, le font pour se nourrir ou approvisionner leur famille.

Il est important de rappeler qu'aussi bien les situations que les catégories relatives des enfants changent en fonction de la situation économique. Néanmoins, la probabilité que les enfants de la rue, quel que soit leur sexe, finissent par se prostituer est élevée. Il est également évident que tous les enfants sont vulnérables à l'exploitation sexuelle lorsqu'ils doivent se débrouiller seuls.

En reconnaissant le besoin de considérer les garçons qui se prostituent, le rapport d'étude révèle également neuf catégories de prostitution qui concernent les garçons. La vulnérabilité des enfants impliqués dans la prostitution n'est pas toujours liée au sexe – elle peut être due à l'âge, au statut social et économique, au niveau d'instruction, etc. Des filles d'une catégorie spécifique identifiée par l'étude peuvent avoir plus en commun avec les garçons de même catégorie qu'avec les groupes de filles impliquées dans la prostitution d'autres catégories.

Capacité de la pratique à identifier les besoins

Les enfants impliqués dans la prostitution, comme le démontrent certaines catégories, ont tous une histoire, un passé et des besoins différents. Les interventions devraient considérer ces passés, compétences, histoires et situations familiales individuels.

Certains enfants ont été victimes de situations extrêmement traumatisantes; quelques-uns ont besoin de soins médicaux. Certains travaillent seuls; d'autres avec des proxénètes. D'autres vivent toujours avec leur famille. Car ils doivent souvent subvenir aux besoins de certains membres de la famille qui sont dépendants d'eux. Certains enfants impliqués dans la prostitution subissent des violences sexuelles et doivent recevoir un traitement gynécologique ainsi qu'un soutien psychologique.

Le viol, en tant qu'atteinte physique, personnelle et sociale, a pour conséquence une perte de dignité et entraîne souvent une complication des grossesses non désirées. Aussi bien les garçons que les filles subissent des traumatismes et des violences lorsqu'ils se prostituent, et ils ont besoin de se remettre de tels événements. Les garçons, à cause de leur ethos machiste, peuvent avoir des difficultés à exprimer leurs sentiments concernant le viol.

La bonne pratique consistant à répartir les garçons et les filles en neuf catégories différentes permet de s'assurer que les besoins de chaque enfant sont identifiés. Les programmes sont ainsi basés sur des hypothèses plus appropriées et correspondent mieux à ces besoins. Les besoins changent aussi avec le temps. Par exemple, l'étude peut avoir déterminé que certaines filles ont besoin d'argent immédiatement et, par conséquent, prêtes à se prostituer. Cependant, elles ont besoin à long terme de compétences qui leur donnent de meilleures opportunités d'emploi.

Conditions nécessaires pour une étude qui différencie les enfants impliqués dans la prostitution

- Le gouvernement national doit favoriser la recherche envers une étude de cette nature.
- De telles études dépendent avant tout des ressources humaines. Une équipe de chercheurs spécialisés connaissant très bien les problèmes en question a été engagée pour cette étude et avait les compétences nécessaires pour analyser les résultats. Les chercheurs ont gardé l'esprit ouvert et sans parti pris, inspirant ainsi la confiance aux enfants impliqués dans la prostitution qui ont discuté plus sincèrement de leurs situations. Les chercheurs étaient conscients aussi bien des difficultés auxquelles ils faisaient face pour obtenir des informations sûres que des moyens nécessaires pour surmonter ces problèmes.
- L'équipe de recherche comprenait aussi bien des femmes que des hommes, elle a pu être efficace aussi bien avec les filles qu'avec les garçons.
- Certains enfants se retrouvant dans plusieurs catégories à la fois, il a fallu discuter pour décider de la manière de répartir les groupes d'enfants impliqués dans la prostitution.
- Des instances appropriées, dans ce cas l'IPEC, ont été nécessaires pour fournir une direction d'ensemble et une coordination.
- Une plate-forme a été créée pour partager les résultats de la recherche de l'étude.

Pour plus d'informations:

Dunn, Leith L.: *Jamaica: Situation of children in prostitution – A rapid assessment. ILO/IPEC Rapid Assessment. Report No. 8* (Geneva, ILO, 2001), 89 pages. ISBN 92-2-112828-8.

Contacts:

Leith L. Dunn, Coordinateur de recherche.

M^{me} Janet Brown, Directrice du *Caribbean Child Development Centre*, University of the West Indies, Mona Campus, Kingston 7, Jamaica, West Indies. Tél. (876) 927-1660-9; e-mail: helpdesk@uwimona.edu.jm; website: www.uwimona.edu.jm, library; www.library.uwimona.edu.jm:1104.

M^{me} Sian Williams, Consultante au *Caribbean Child Development Centre*.

M^{me} Claudette Richardson-Pious, Directrice de *Children First*, une ONG jamaïcaine qui soutient les enfants travailleurs et de la rue. Children First, Monk Street 9, Spanish Town, St. Catherine. Tél. (876) 984-0367; fax (876) 984-2839; email: kidz@cwjamaica.com; website: www.jamaica-kidz.com.

D^r Kamala Kempadoo, chercheur et auteur de plusieurs publications sur les travailleurs du sexe et le tourisme sexuel.

M. Daniel Gordon, Directeur du programme national de l'OIT en Jamaïque: mlss_nomipec@cwjamaica.com.

M. David Nii Addy, M^{me} Michelle Yankanish, M. Geir Myrstad, équipe de l'IPEC à Trinidad, Tobago et Genève.

L'équipe de l'IPEC à Genève: M^{me} Jennifer Fee et M^{me} Angela Martins-Oliveria: ipec@ilo.org.

**Catégorie 2: Actions sexo-spécifiques ou tenant compte
des différences socioculturelles entre les sexes**

- 2.1. La réinsertion par l'art des filles de la rue à Saint-Pétersbourg, Russie
- 2.2. Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie
- 2.3. Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie: une perspective de genre
- 2.4. Intégrer les questions de genre à travers l'éducation, les arts et les médias

2.1. La réinsertion par l'art des filles de la rue à Saint-Pétersbourg, Russie

Niveau 1: Pratique innovante – expérience pilote

Mots clés: programme de réinsertion; filles de la rue; besoins pratiques et stratégiques; soutien psychologique; implication de la famille

Le modèle de réinsertion de cette bonne pratique est très innovant. Il combine créativité (compétences artistiques) et éducation informelle avec un soutien psychologique pour les professionnelles de la rue et leurs familles. Il répond aussi bien aux besoins immédiats qu'à long terme des filles¹.

Description du problème et de la bonne pratique

Dans de nombreux pays, la famille est considérée comme l'élément clé dans la prévention contre le travail des enfants. Actuellement, peu de choses sont connues sur la relation entre les stratégies de survie de la famille et l'incidence du phénomène des enfants de la rue. La pauvreté au sein de la famille est une charge importante pour tous ses membres. Les femmes doivent pourtant souvent supporter la plus grande part de ce poids et sont obligées de travailler dans le secteur informel pour gagner de l'argent. Comme résultat, les enfants et principalement les filles s'y engagent également pour travailler généralement comme vendeurs de la rue.

Les enfants de la rue sont un des groupes les plus vulnérables des enfants travailleurs. Pour nombre d'entre eux, particulièrement les filles, la prostitution est considérée comme une manière de satisfaire leurs besoins immédiats d'argent ou de simplement améliorer leur style de vie. Selon la recherche de l'IPEC sur les enfants travaillant dans la rue à Saint-Pétersbourg, en Fédération de Russie², presque toutes les filles de la rue, poussées par la pauvreté, sont impliquées d'une manière ou d'une autre dans la prostitution. Cette même recherche de l'IPEC identifie les facteurs suivants parmi ceux conduisant les filles à se prostituer:

- Les rôles des femmes et des filles sont encore très sous-estimés dans cette société.
- La crise économique permanente dont sont victimes la plupart des familles des filles de la rue est un facteur aggravant.
- Les autorités de la ville n'ont pas de politique efficace sur la question des filles de rues.
- Ni la communauté, ni les décideurs politiques ne réalisent à quel point la question de la prostitution infantile est importante.
- Les politiques de réinsertion existantes sont inadéquates et ont besoin d'être adaptées à la situation réelle des enfants de la rue.

¹ Cette bonne pratique est basée sur: *ILO/IPEC Action Programme Comprehensive Model for Rehabilitation of Working Street Girls in St. Petersburg* (1 April 2001 - 30 June 2002), y compris l'autoévaluation finale.

² *IPEC in-depth analysis of the situation of working street children in St. Petersburg* (Analyse approfondie de la situation des enfants travaillant dans la rue à Saint-Pétersbourg) (oct. 2000).

Plutôt que de résoudre le problème de la pauvreté, la prostitution tend au contraire à perpétuer le cycle de la pauvreté et de l'exploitation de ces enfants. Des mesures sont nécessaires pour aider les enfants de la rue à sortir de ce cercle vicieux. Des programmes de réinsertion doivent offrir de véritables alternatives à la vie dans la rue; elles doivent être aussi bien attrayantes pour les enfants que durables sur le long terme pour permettre aux enfants de pouvoir survivre sans les revenus informels de la rue. Il y a alors de bonnes raisons pour mettre en place des programmes de réinsertion qui répondent aux besoins spécifiques des filles de la rue.

Ces besoins sont de deux sortes: les besoins pratiques issus des conditions immédiates réelles qui les poussent dans la rue – c'est-à-dire le besoin d'argent, la situation familiale; et les besoins sur le long terme ou stratégiques, qui sont liés au statut inférieur de ces filles dans la société³. Les besoins pratiques doivent être satisfaits sur une base quotidienne régulière et les programmes de réinsertion doivent faciliter la satisfaction de ces besoins. S'occuper des besoins stratégiques implique un processus graduel de changement des attitudes sociétales, y compris les attitudes des filles elles-mêmes. La question de la prostitution infantile impliquant aussi bien des aspects économiques que psychologiques, les interventions de réinsertion doivent aller au-delà d'une simple satisfaction des besoins pratiques fondamentaux. En effet, elles doivent également développer un programme de réinsertion plus complet qui satisfasse les besoins stratégiques des filles sur le long terme.

A travers un programme d'action, l'IPEC a développé un modèle de réinsertion pour les enfants de la rue et l'a appliqué avec 100 filles de la rue, âgées de 12 à 18 ans. Mis en œuvre à Saint-Pétersbourg, en Russie, par le Forum d'échange sur le travail des femmes de Saint-Pétersbourg (St Petersburg Women's Labour Exchange) entre le 1^{er} avril 2001 et le 30 juin 2002, ce programme d'action a présenté une solution à l'augmentation alarmante des enfants de la rue dans le nord-ouest de la Russie, particulièrement à Saint-Pétersbourg. Le groupe cible était des filles déscolarisées travaillant dans la rue, affectées par des crises familiales continuelles et confrontées à l'exclusion sociale et à l'isolation.

La composante créative du programme valorisait la réussite individuelle et une vision personnelle de l'avenir, en même temps qu'elle formait les filles à des compétences non traditionnelles. Par le passé, les filles étaient obligées d'apprendre la couture parce que l'on pensait qu'une fille qui avait été prostituée ne pourrait jamais rien faire d'autre que de coudre. Au lieu de cela, presque la moitié des filles ont terminé une formation en céramique, en peinture sur tissu et en peinture sur bois, qui leur a permis d'acquérir des compétences professionnelles et d'améliorer leur estime de soi. Chaque fille a bénéficié d'un soutien psychologique individuel pour encourager sa réinsertion, son développement personnel et sa socialisation. Soixante-dix-huit familles ont également eu un appui psychologique continu afin d'aider les filles et de créer un environnement plus favorable à la réinsertion de leurs filles ou sœurs.

Avant la mise en œuvre de ce programme d'action de l'IPEC, Saint-Pétersbourg n'avait pas de modèle de réinsertion aussi vaste, qui combine des interventions familiales (pour empêcher les filles de quitter la maison), une réhabilitation psychologique et des formations professionnelles non traditionnelles. Le programme d'action de l'IPEC n'a pas seulement œuvré à l'harmonisation des relations familiales, il a également sorti les filles de la rue et inspiré en elles des changements personnels.

³ La notion de distinction entre les besoins pratiques et stratégiques des filles est tirée de C. Moser: «Gender planning in the third world: Meeting practical and strategic gender needs», in *World Development*, vol. 17, n° 11, 1989.

Étapes clés dans le développement du programme d'action

- Six programmes de réinsertion globale pour un total de 100 filles dans les groupes d'âge de 12-14 ans et de 14-18 ans ont été développés dans le cadre du programme d'action.
- Cent filles ont appris des métiers et des compétences professionnelles dans un des domaines suivants: céramique, peinture sur tissu et peinture sur bois.
- Toutes les élèves ont suivi une thérapie psychologique individuelle et collective pour satisfaire les besoins les plus stratégiques des filles.
- Un soutien psychologique a été apporté aux familles en crise comme élément intégral des programmes.
- Le Centre d'aide à l'emploi et d'assistance sociale de Saint-Pétersbourg a été une organisation partenaire et a aidé à la mise en place du projet. Le centre a d'abord procédé à un diagnostic médical et psychologique afin d'établir les profils des filles. Il a également prodigué les traitements thérapeutiques et a apporté une prise en charge psychologique aux filles et aux membres de leurs familles. Les sociologues du centre ont étudié l'impact des activités créatives sur la personnalité et les types de comportements.
- La méthodologie d'étude comprenait également un questionnaire postformation et des entretiens libres conduits durant les consultations d'assistance psychosociale avec les parents. Sur 100 familles, 78 (320 personnes) ont participé au programme d'assistance psychologique.
- Quatre-vingt-une filles ont terminé le cours de réinsertion et ont reçu un diplôme. Les 30 meilleures ont reçu un diplôme «spécial». Une exposition finale des œuvres des filles a eu lieu au Shuvalov Palace, un des plus beaux palais de Saint-Pétersbourg, et plus de 1 000 personnes y ont assisté.
- Les médias ont couvert le programme à tous les niveaux. Plusieurs spots télévisés ont montré les filles, les enseignants et les psychologues à l'œuvre. Les problèmes des professionnelles de la rue à Saint-Pétersbourg ainsi que la mise en place du programme ont également été couverts par la radio et les journaux. Le programme a même attiré l'attention de trois médias étrangers.

Pourquoi le programme d'action est une bonne pratique en matière d'intégration du genre

Action sexo-spécifique. Le programme était une initiative sexo-spécifique visant à améliorer la situation des filles travaillant dans la rue, et se range donc dans la catégorie 2 des actions nécessaires pour intégrer les questions de genre à tous les niveaux.

Parce qu'il satisfait aussi bien les besoins pratiques que stratégiques des filles, le programme d'action avec son modèle de réinsertion des filles de la rue est considéré comme une bonne pratique en matière d'intégration du genre. Les besoins pratiques des filles ont été satisfaits par une formation professionnelle créative. Les besoins stratégiques des filles ont été également satisfaits grâce aux efforts pour améliorer leur estime de soi. De nombreuses filles ont en effet avoué à l'issue du programme se sentir plus confiantes et optimistes pour leur avenir. La sensibilisation à la condition de ces filles et à leurs problèmes particuliers a également été au centre du programme, et cet objectif éducatif a été atteint en partie grâce à la large couverture médiatique.

Efficacité

L'impact du programme a été évalué. Les résultats du questionnaire d'évaluation de l'étude impliquant les filles et leurs parents, et les observations des enseignants et des psychologues, montrent que le programme a eu un impact important sur les filles. Les parents ont par exemple rapporté qu'il y a moins de conflits à la maison, et que les filles s'intéressent davantage à leurs études et à leurs résultats scolaires. Les filles ont aussi été capables de mieux décrire leurs plans de carrière elles-mêmes, ce qui augmente ainsi leur autonomie⁴ pour l'avenir proche. Les psychologues ont également observé un meilleur état psychologique.

Reproductibilité

Le programme d'action a clairement atteint des résultats politiques positifs et propose un vrai potentiel de reproductibilité.

Le programme d'action et l'agence de la mise en œuvre du projet ont travaillé en collaboration avec les autorités de la ville et la police. Un certain nombre de réunions ont été tenues avec les autorités de la ville et le chef du Département de la coordination des conseils municipaux de Saint-Pétersbourg, ainsi qu'avec les responsables des programmes sociaux du Comité du travail et de la protection sociale. L'avenir du modèle de réinsertion a été mis sur le programme politique, et le Vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg a proposé d'autoriser l'équipe du programme à évaluer les services sociaux fonctionnant actuellement sous l'égide du Comité du travail et de la protection sociale. L'équipe du programme a également été invitée à faire des recommandations pour le programme des politiques sociales 2002-03. Elle a été félicitée par le chef du Département de la formation professionnelle et des ressources humaines et par le chef du Département d'orientation professionnelle du ministère russe du Travail.

Durabilité

Une assistance psychosociale approfondie, avec un accent mis sur les compétences communicationnelles, a rendu les filles plus aptes à discuter de leurs problèmes et à gérer les situations de crise. L'équipe du programme a également remarqué une meilleure tolérance envers les autres. Quatre-vingt-dix pour cent des filles étaient également prêtes à continuer leur formation professionnelle afin d'arriver à de meilleurs résultats. Les psychologues ont tout de même recommandé que l'assistance psychologique et professionnelle soit poursuivie pendant six ou huit mois, de façon à renforcer les compétences acquises sur le long terme. Des plans pour un modèle de reproduction «d'égal à égal» par lesquels les élèves diplômés faciliteraient la réintégration des professionnelles de la rue sont analysés. Le modèle pourrait également être adapté et appliqué aux garçons travaillant dans la rue.

⁴ Selon Schrijvers (1993), l'autonomie des femmes est un concept qui implique «une maîtrise accrue des femmes de leurs propres vies et corps, aboutissant ainsi sur un sentiment de dignité et d'autodétermination. ... Cela exprime le principe d'une attitude de force intérieure qui génère une transformation positive venant des ressources internes et qui lutte contre toute domination indésirable.» Schrijvers Joke: «Vers une autonomie croissante? Le travail des femmes paysannes dans les provinces du nord-centre de Sri Lanka», à Raju, Saraswati; Bagchi, Deipica (eds.): *Les femmes et le travail dans le sud asiatique: Tendances régionales et perspectives* (Londres, Routledge, 1993).

Pertinence

Les résultats ont été bien accueillis par les autorités de la ville et le public. Les autorités de la ville ont proposé que l'équipe et les organisateurs du programme d'action évaluent les services sociaux de la ville. Cela montre que le programme a déjà contribué à l'éradication du travail des enfants en préparant le terrain pour une amélioration de l'efficacité des services sociaux de Saint-Pétersbourg.

Rentabilité et mise en œuvre

L'IPEC a fourni de l'assistance, pendant que le Conseil des ministres nordique a acheté du matériel pour le programme et l'UNICEF a apporté des fonds pour l'équipement.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- L'absence de programme global de réinsertion pour les professionnelles de la rue à Saint-Pétersbourg prouvait qu'un tel service était nécessaire.
- Le modèle de réinsertion a été construit sur des fondations solides résultant de plusieurs années de recherche d'enseignants et de psychologues qui ont travaillé de façon complémentaire et collective pour atteindre ce résultat.
- Des éléments importants parallèles au programme, tels que la réhabilitation psychologique de la famille, le soutien psychologique continu, le développement créatif et la formation professionnelle, ont joué un grand rôle.
- Tous les enseignants étaient extrêmement qualifiés et croyaient en la beauté du travail créatif des filles de la rue, ce qui a favorisé l'inspiration de celles-ci.
- Tous les psychologues participants étaient des professionnels et les programmes thérapeutiques étaient personnalisés pour chaque fille.
- L'accent était mis sur la capacité des filles à s'écouter les unes les autres, à travailler en groupe, à analyser leur propre situation et à régler les conflits.

Pour plus d'informations:

Institution partenaire: Forum d'échange sur le travail des femmes de Saint-Pétersbourg. E-mail: vli@mail.rcom.ru.

M^{me} Luodmila Velichko, Directrice du Forum d'échange sur le travail des femmes de Saint-Pétersbourg. Griboyedova kan.107, 190000 Saint-Pétersbourg, Russie. Tél. +7 812 315 30 27.

OIT/IPEC: *Modèle global de réinsertion des professionnelles de la rue dans le rapport d'autoévaluation final de Saint-Pétersbourg*, 1^{er} avril 2001 - 30 juin 2002.

OIT/IPEC: *Esquisse du programme d'action de modèle global de réinsertion des professionnelles de la rue à Saint-Pétersbourg*.

OIT: *Lutte contre le travail des enfants*, en russe (Moscou, OIT, 2001). ISBN 5-94063-010-3.

In-depth analysis of the situation of working street children in St Petersburg 2000, en anglais (St Petersburg, 2002). ISBN 92-2-112738-9; n° ISBN en russe.

In-depth analysis of the situation of working street children in Moscow 2001, en anglais (St Petersburg, 2002). ISBN 92-2-112989-6; ISBN 02-2-412989-7 (en russe).

In-depth analysis of the situation of working street children in the Leningrad Region 2001, en anglais (St Petersburg, 2002) ISBN 92-2-112990-X; ISBN 92-2-412990-0 (en russe).

Nouvel outil pour lutter contre les pires formes de travail des enfants: Convention n° 182 de l'OIT, en russe (St Petersburg, 2002).

Personnel de l'IPEC connaissant bien la pratique:

Alexei Boukharov IPEC/Saint-Pétersbourg: ipec@undp.spb.ru; <http://www.ilo.ru/>.

Klaus Guenther, IPEC, Genève: guenther@ilo.org.

2.2. Approche intégrée ciblant les filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique – Est de la Turquie

Niveau 3: Bonne pratique reproduite

Mots clés: cibler les filles; actions sexo-spécifiques; attention portée également aux hommes, aux familles; programme de cours à distance; approche interagences; filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique; programme de génération de revenus; formation de compétences; organisation partenaire avec une expérience de base

Cette bonne pratique propose une série d'approches prenant en compte le genre face au problème des filles travaillant comme main-d'œuvre rurale et domestique. Toutes les approches ont bénéficié de l'implication de la communauté et ont intégré des mesures contre la pauvreté, une formation professionnelle, un soutien éducatif, une formation au planning familial et une sensibilisation de la population⁵.

Description du problème et de la bonne pratique

La généralisation de la prise en compte du genre ne signifie pas que les programmes ne doivent plus cibler un sexe. Cibler les filles, par exemple, peut parfois s'avérer être le point de départ le plus pratique pour surmonter les inégalités ou pour sensibiliser à la condition difficile des filles. Une approche ciblée peut être efficace sur le long terme si les organisations et les agences partenaires s'attaquent aux racines du problème en même temps.

Les actions ciblées sont particulièrement efficaces lorsque les groupes cibles les réclament eux-mêmes. Dans cette bonne pratique, par exemple, nous apprenons que les filles engagées dans des travaux domestiques ont un profond désir d'améliorer leur niveau scolaire⁶. Dans l'Est de la Turquie, cependant, deux facteurs de base empêchent les filles d'aller à l'école: les préjugés religieux selon lesquels les jeunes filles éduquées s'éloignent des valeurs spirituelles et morales, et leur scolarisation constitue un poids financier supplémentaire dans le budget familial. En effet, les parents ayant des ressources limitées tendent à investir plus dans l'éducation de leurs fils, et gardent souvent les filles à la maison. A la maison, les activités ménagères des filles consistent par exemple à prendre soin des animaux, à désherber, à ramasser le fourrage, à nettoyer et à s'occuper de la maison. Toute intervention visant à améliorer la fréquentation scolaire des filles doit limiter le poids de leur travail domestique et augmenter la motivation des familles concernant la scolarisation des filles.

Une analyse du travail domestique rural des enfants à Erzurum, une ville de l'Est de la Turquie⁷, révèle les problèmes suivants:

⁵ Cette bonne pratique est basée sur le programme d'action de formation professionnelle de l'IPEC pour les enfants travaillant comme main-d'œuvre domestique et rurale, Erzurum, Turquie, mars-novembre 1999.

⁶ Selon l'étude menée par l'ONG Development Foundation of Turkey (DFT) dans l'Est de la Turquie.

⁷ Menée par DFT.

-
- ceux qui sont liés à la famille (pauvreté, migration, manque de connaissance du planning familial, demande de main-d'œuvre enfantine et attitudes culturelles envers la scolarisation des filles);
 - ceux qui sont liés à l'éducation (disponibilité d'écoles, coût, qualité de l'éducation, assiduité, attitudes envers l'éducation); et
 - ceux qui sont liés à l'environnement (déforestation, approvisionnement en eau, infrastructure, disponibilité de terres arables).

Le programme d'action conduit dans quatre villages d'Erzurum en mars 1998 et novembre 1999⁸ a adopté une vision large du problème du travail rural et domestique des enfants. L'ONG Development Foundation of Turkey (DFT) a mis en place ce programme.

Etapes clés dans le lancement du programme d'action

Le programme d'action a ciblé un groupe de 100 enfants de l'école primaire (56 filles et 44 garçons) âgés de 9 à 12 ans, et un groupe de 60 filles de 12 à 15 ans qui ont suivi cinq années d'enseignement primaire et qui ont contribué aux activités agricoles de subsistance. Les étapes clés dans la mise en œuvre du projet comprenaient les éléments suivants:

- Au début du programme d'action, il était essentiel d'éliminer la peur et la méfiance des familles. La confiance a été établie peu à peu.
- Les interventions pour réduire le travail rural et domestique ont été entreprises sur plusieurs fronts. Les filles et les garçons scolarisés ont été formés à des compétences professionnelles telles que l'agriculture, les activités forestières, la culture de légumes, la culture en serres, l'élevage des animaux, la production laitière et l'analyse du sol. Les filles qui avaient déjà quitté l'école, après avoir suivi seulement cinq ans d'instruction primaire, ont également eu des opportunités de formation dans la culture de légumes.
- De nombreuses filles se sont inscrites au programme de cours à distance proposé par le ministère de l'Education.
- Les filles qui avaient déjà quitté l'école primaire et qui exerçaient une activité domestique ont été formées sur la manière d'étudier plus efficacement, sur la gestion du temps et sur la signification personnelle de l'apprentissage afin qu'elles puissent continuer leur instruction. Des étudiants volontaires d'une université locale ont mené cet élément du programme.
- Les enseignants locaux ont été impliqués dans la conception de la formation de compétences professionnelles et ont chaque semaine consacré du temps au programme.
- Vingt-cinq systèmes d'énergie solaire ont été répartis entre 50 foyers, ce qui a contribué à libérer les filles des tâches ménagères.
- Afin de réduire le besoin de faire travailler les enfants, un projet de système d'irrigation a créé des opportunités de revenus pour les parents des enfants travailleurs.

⁸ Les villages de Altınçanak, Pular, Kirazh et Gölbaşı dans le district de Uzundere.

-
- Une session de formation d'un jour a été organisée à l'intention de l'administration locale. Elle a porté sur la nécessité de fournir des opportunités d'instruction aux filles, sur le problème du travail domestique des enfants en zone rurale et un modèle éducatif alternatif pour ces filles.
 - Le programme d'action a été mis en place grâce aux efforts communs du PNUD, qui a développé les sources de revenus et la création d'emplois pour les parents des enfants ciblés; de l'UNICEF, qui a fourni un programme de soutien éducatif pour 60 filles travaillant comme domestiques; du FNUAP, qui a organisé la formation sur la santé génésique et le planning familial pour les enfants et les parents; et de l'IPEC, qui a organisé la formation professionnelle et les activités liées à la génération de revenus pour le groupe cible.

Pourquoi le programme d'action est une bonne pratique pour la généralisation de l'analyse de genre

Action sexo-spécifique prenant en compte le genre. Ce programme – classé ici dans la catégorie 2 des actions qui intègrent le genre dans toutes les activités – a adapté plusieurs types d'intervention prenant en compte le genre à la situation des filles dans les zones rurales. Bien que le programme ait mené principalement des actions sexo-spécifiques visant les filles rurales, il reconnaît que les femmes, les hommes, les garçons et les filles ne vivent pas isolés les uns des autres. Les identités des filles, leurs rôles dans le travail rural et domestique aussi bien que leurs comportements sont largement dépendants de ceux des autres membres de la famille. Des efforts ont été entrepris pour impliquer les garçons et pour intégrer les familles en tant que partenaires et alliées dans cette action sur les filles des zones rurales.

Innovante et créative

Le programme a utilisé une approche éducative unique. En 1997, la loi turque a modifié le nombre minimum d'années de scolarité obligatoire pour tous les enfants de 5 à 8 ans. Conscient de la difficulté de réinscrire les enfants à l'école à plein temps, le ministère de l'Éducation a donc offert aux filles l'opportunité de s'inscrire à un programme de cours à distance et d'apprendre des techniques efficaces d'apprentissage scolaire. La coopération avec le ministère de l'Éducation et les agences partenaires a évolué au point que des centres d'étude ont été établis dans les villages cibles. Les étudiantes peuvent ainsi se concentrer sur leurs études hors de l'environnement familial mais sans avoir à fréquenter l'école.

Efficacité

Un modèle existe maintenant pour réduire les heures de travail des filles consacrées aux tâches domestiques non rémunérées et pour leur permettre de poursuivre leur éducation formelle. Le renforcement des compétences comme outil de prévention du travail des enfants a été également mis en place, tout comme des centres d'apprentissage pour apporter un soutien scolaire. La composante du programme relative à la génération de revenus a eu un impact considérable. Vingt familles ont eu un revenu annuel total de 10 000 dollars E.-U. et, grâce à la production de légumes, 40 familles ont gagné 5 000 dollars E.-U. Quinze familles ont planté 3 000 arbres fruitiers avec un revenu annuel attendu de 5 000 dollars E.-U.

La formation dispensée par l'équipe en charge du projet et par les enseignants, inspecteurs et directeurs d'école a eu un impact très positif sur les enfants. Le ministère de l'Éducation et l'agence partenaire, la Development Foundation of Turkey, ont travaillé en

étroite collaboration. Un programme commun des agences des Nations Unies (PNUD, OIT/IPEC, UNICEF et FNUAP) a été mis en œuvre sans problème.

Une évaluation de l'impact social entreprise avec les bénéficiaires a montré que le statut des filles s'est amélioré dans leurs villages, ainsi que leur estime de soi, et que davantage de parents sont prêts à envoyer leurs filles à l'école.

Durabilité

La stratégie globale du programme a permis de faire participer les bénéficiaires à toutes les étapes, ce qui a contribué à la durabilité du programme.

Avant le démarrage du programme, des rencontres avec les filles domestiques dans chaque village ont permis d'identifier les volontaires et leurs attentes. Le fait de responsabiliser les filles durant le programme a assuré la continuité de leur intérêt. Par exemple, six jeunes filles – deux dans chacun des trois villages échantillons – ont été chargées d'organiser des rencontres et de distribuer des équipements. L'engagement total des parents, de l'administration locale (gouverneur de district, directeurs d'école et enseignants) était également important pour la durabilité du projet. Une pression intense et une sensibilisation auprès des autorités locales ont augmenté l'intérêt du gouvernement. Le bureau du gouverneur a soutenu le programme en mobilisant des ressources humaines et en autorisant l'accès à ses équipements.

Sensibilité/force éthique

Une analyse socio-économique faite avant le programme d'action a assuré la prise en compte des intérêts et points de vue des filles des zones rurales. Le programme était respectueux de la loi en ce qui concerne l'éducation formelle pour tous.

Reproductibilité

Le succès de ce programme a amené quatre gouverneurs de district à Erzurum à préparer des propositions de programmes à reproduire dans leurs propres districts. Le ministère de l'Éducation nationale a accepté le modèle, et la possibilité de sa reproduction est à l'étude. Le modèle éducatif du programme est en train d'être reproduit à Diyarbakır dans le cadre du programme d'action de l'IPEC dit «Centre pour enfants travaillant dans la rue». Ce modèle a également été présenté aux employeurs, qui comptent utiliser cette approche pour créer des opportunités d'éducation alternatives pour les enfants travaillant dans l'industrie.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Une analyse socio-économique avait déjà esquissé les raisons du travail domestique des enfants. Cela a permis d'assurer le développement d'interventions culturelles appropriées, et les situations des filles des zones rurales n'ont pas été envisagées isolées de leur famille.
- La volonté de diminuer la pauvreté afin d'éradiquer le travail des enfants dans les zones rurales faisait partie intégrante du programme.
- Une agence a mis en place le programme en considérant le problème du travail domestique des enfants dans les zones rurales de façon détaillée, plutôt que de rechercher simplement une solution unique.

- Les différentes agences des Nations Unies impliquées étaient disposées à coopérer, à coordonner les efforts et à capitaliser les forces respectives de chaque agence.
- L'agence qui a mis en œuvre le projet a pu impliquer la communauté dans la conception du programme en utilisant des approches participatives. L'agence en question a une vaste expérience et a su établir des relations de confiance avec les villageois. Afin de faciliter le suivi des activités du programme, quelques membres de l'équipe vivaient dans un des villages participants et visitaient les autres quotidiennement. Le dévouement, l'engagement et la motivation de l'équipe étaient d'une grande importance.
- Une coopération et une bonne communication avec le ministère de l'Éducation nationale et les agences partenaires ont été essentielles. Établir un vrai contact avec les administrations locales à chaque étape du programme a créé un environnement local encourageant.

Pour plus d'informations:

Bureau de l'OIT à Ankara: Ferit Recai Ertuğrul Caddesi, No. 4, 06650 Oran, Ankara, Turkey. Tél. +90 312 491 9890; fax +90 312 491 9945, 491 9946; e-mail: ankara@ilo.org. Nejat Kocabay, Directeur du programme national de l'IPEC: kocabay@ilo.org; tél. 491 9890, ext. 17.

Siège de l'OIT: Sule Caglar, Geneva Desk Officer: caglar@ilo.org.

Development Foundation of Turkey: Cetin Emeç Bulvari 8 cad, No. 14/8, Öveçler, Ankara. Tél. 90 312 483204; e-mail: ahmet_saltik@ktg.com.tr.

Development Foundation of Turkey: M. Erkan Ozcelik, Programme Officer.

Cetin Emec Bul., 7 Cad., No. 39 Dikmen 06460, Ankara, Turkey. Tél. 90-312-480-6787 ou 90-312-480-6105; fax 90-312-480-7921; e-mail: tkv_eo@ktg.com; website: <http://www.ktg.com.tr>.

UNICEF: Tunali Hilmi Cad. No. 88/114, 06700, Kavaklıdere/Ankara. Tél. (90-312) 427 8561; fax (90-312) 427 5740; e-mail: ankara@unicef.org. See also UNICEF's Newsletter, p. 7, at. <http://www.die.gov.tr/CIN/newsletter2.pdf>.

FNUAP: Birlik Mahallesi, Cadde No. 11 Çankaya, Ankara, Turkey, 06650.

PNUD: UN House, Birlik Mahallesi 2. Cadde No. 11, 06610 Çankaya, Ankara. Tél. (90) 312- 454 11 00; fax (90) 312- 496 14 63, (90) 312- 496 14 65; e-mail: registry.tr@undp.org.

2.3. Le VIH/SIDA et le travail des enfants en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie: une perspective de genre

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: VIH/SIDA; problèmes de la demande; attitudes masculines; sensibilisation des hommes; éducation

Le fait que des millions d'enfants soient affectés par le VIH/SIDA dans leurs familles augmente leur probabilité à travailler pour survivre. Ces enfants sont ainsi plus vulnérables au harcèlement sexuel et à la manipulation. Cette bonne pratique montre que le fait de sensibiliser les hommes à ces questions peut faciliter la prise de conscience et la réduction des relations de pouvoir sexuel entre les enfants et les adultes.

Description du problème et de la bonne pratique

L'épidémie du VIH/SIDA ajoute une dimension tragique aux pires formes de travail des enfants. Avec la mort de l'un ou de leurs deux parents, des millions d'enfants sont orphelins et plusieurs autres vont le devenir. Nombreux sont ceux qui vont trouver refuge chez des parents proches. D'autres, par contre, vont abandonner l'école et chercher un travail pour survivre.

L'épidémie du VIH/SIDA complique la tâche de réduction du travail des enfants de plusieurs manières:

- Elle implique un changement rapide des rôles familiaux et des stratégies de survie. Les enfants ou les vieilles femmes doivent par exemple assumer tout le travail agricole ou prendre totalement en charge le reste de la famille. Une tâche particulièrement difficile est réservée aux filles, qui doivent à la fois s'occuper de leurs parents malades et des tâches domestiques pour toute la famille.
- Elle accroît le nombre d'orphelins et d'enfants qui sont obligés de chercher un revenu plutôt que d'aller à l'école. Cette situation rend les enfants plus vulnérables à l'exploitation, particulièrement à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.
- Elle augmente le risque que les enfants vulnérables s'engagent dans le commerce sexuel pour survivre.

Selon un rapport de l'OIT⁹, l'exploitation sexuelle couvre deux grandes catégories:

- l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants – elle concerne les enfants impliqués dans des formes manifestes de prostitution; et
- les modèles culturels, les relations de pouvoir basées sur le sexe et d'autres iniquités socio-économiques qui tendent à forcer les enfants à accorder des faveurs sexuelles ou à s'engager dans le commerce du sexe pour survivre.

⁹ Bill Rau: *Combating child labour and HIV/AIDS in Sub-Saharan Africa: A review of policies, programmes, and projects in South Africa, Tanzania and Zambia to identify good practices.* HIV/AIDS and child labour Paper No.1, prepared for the International Labour Organization, International Programme on the Elimination of Child Labour, July 2002. La bonne pratique présentée ici est basée sur ce rapport.

Ainsi, à côté des filles forcées à la prostitution, les enfants présentant des risques d'abus et d'infection au VIH sont également ceux qui doivent se soumettre à l'exploitation sexuelle pour survivre. Il est important de se focaliser sur ce groupe plus large de filles (et de garçons) vulnérables qui sont forcées et manipulées dans des conditions d'exploitation sexuelle, aussi bien que sur les filles (et garçons) manifestement impliquées dans la prostitution.

En 2002, l'IPEC a publié une évaluation des politiques, programmes et projets sur le travail des enfants et le VIH/SIDA en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie. Ce rapport a identifié l'ensemble des mesures nationales, parmi lesquelles se trouvaient des éléments de bonnes pratiques dans la lutte contre le travail des enfants et le VIH/SIDA. Il a également mis en évidence les pratiques qui valaient la peine d'être étudiées plus attentivement, testées et éventuellement reproduites. Il est recommandé que tout ce rapport soit étudié en détail. Ci-après, nous ne traiterons que d'un seul de ces éléments de bonne pratique, particulièrement pertinent pour la généralisation de l'analyse de genre. Il porte sur les facteurs liés à la demande en ciblant et en sensibilisant les hommes.

Que ce soit directement ou indirectement, biologiquement ou socialement, les femmes, les hommes, les garçons et les filles peuvent tous être affectés par le VIH/SIDA. Les réponses à la pandémie ne doivent pas être basées sur l'hypothèse que les individus, une fois bien sensibilisés, éviteront l'infection en adoptant des pratiques sexuelles sûres. La sensibilisation fait partie de toute stratégie de prévention, mais elle n'est pas suffisante en elle-même. La propagation du VIH/SIDA doit être envisagée dans un contexte social, en particulier la nature patriarcale¹⁰ de la famille, de l'éducation, des médias, de la religion et de l'organisation économique et son influence sur le comportement sexuel. La fréquence de comportements sexuels coercitifs est une préoccupation importante, qui est malheureusement souvent liée aux problèmes du travail des enfants.

Etapes clés dans la réalisation de ce rapport

Ce rapport a été préparé sur la base d'une recherche minutieuse et d'entretiens avec des informateurs clés dans chaque pays aux mois d'avril et mai 2002. Les informateurs étaient des fonctionnaires des ministères et départements gouvernementaux, des chercheurs, des planificateurs et spécialistes de projet, des organisations et des réseaux de lobbying ainsi que le personnel des Nations Unies, dont les chefs d'équipe des évaluations rapides de l'IPEC sur le VIH/SIDA et le travail des enfants dans trois pays subsahariens: la Zambie, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. De nombreuses organisations ont été contactées durant la préparation du rapport. D'autres rapports, des évaluations, des politiques, des documents de recommandations et des articles de journaux ont été consultés. Certains documents de l'IPEC, particulièrement les évaluations faites sur le travail des enfants en Tanzanie, ont été des bases de données précieuses.

Pourquoi ce rapport est une bonne pratique en terme de généralisation de l'analyse de genre

Action sexo-spécifique et tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes. Le *Rapport sur le travail des enfants et le VIH/SIDA: une évaluation des politiques, programmes et projets en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie* est considéré ici comme une bonne pratique parce qu'il inventorie de nombreuses mesures nationales pertinentes pour la généralisation de l'analyse de genre et la lutte contre le travail des

¹⁰ «Patriarcat» fait référence à une société dominée par les hommes, dans laquelle les points de vue des femmes sont rarement pris en compte.

enfants. Dans cette bonne pratique, nous mettons l'accent seulement sur un seul élément (parmi tant d'autres) qui émerge du rapport – la dimension de la «demande» de l'exploitation sexuelle, qui n'a pas reçu beaucoup d'attention jusqu'ici.

La grande majorité des études et des interventions dans les pays étudiés traitent exclusivement de l'offre du travail et de l'exploitation sexuelle des enfants. Ce qui signifie qu'elles concernent soit la protection des enfants face à de potentielles situations d'exploitation sexuelle, soit le retrait des enfants impliqués dans de telles situations. La bonne pratique présentée ici est intéressante pour ceux qui souhaitent prendre en compte le rôle des attitudes et des comportements masculins dans leurs efforts pour intégrer les questions de genre dans leurs programmes. Cette bonne pratique est classée dans la catégorie 2: Actions sexo-spécifiques. Les relations inégales entre les hommes et les femmes influencent la prise de décisions en matière de sexualité. Ainsi, les identités et le comportement socioculturels des hommes doivent être pris en compte et les hommes doivent être ciblés – il s'agit d'une action sexo-spécifique.

Innovante: accent mis sur les attitudes et le comportement sexuels des hommes

Selon le rapport, trop peu d'attention est accordée à l'aspect de la demande, alors que les attitudes, le comportement masculins et les influences sociales qui créent une demande pour la prostitution enfantine sont largement responsables de l'exploitation et des abus sexuels des enfants. Le rapport montre comment les filles sont particulièrement sujettes aux contraintes, à la manipulation et au harcèlement sexuels de certains hommes dans la société. Le harcèlement peut se faire aussi bien sur les enfants scolarisés, domestiques, colporteurs qu'impliqués dans la prostitution. Les croyances sociales et culturelles justifient parfois ou du moins ne reconnaissent pas les abus sexuels des hommes sur les enfants. Dans la région étudiée, les programmes tiennent compte d'une certaine manière de la responsabilité sexuelle des hommes, mais souvent uniquement en ce qui concerne la prévention contre le VIH/SIDA avec des partenaires adultes plutôt qu'avec des enfants.

Les femmes/filles ne peuvent souvent pas choisir d'avoir des rapports sexuels sains qui pourraient limiter la propagation de l'infection au VIH/SIDA. Cependant, pour des raisons biologiques et autres, les femmes sont infectées et affectées différemment par rapport aux hommes, et les jeunes filles sont plus vulnérables à l'infection au VIH/SIDA que les autres groupes. Lorsqu'une fille est violée ou se prostitue, celle-ci ou ses parents sont souvent rendus responsables, du moins au début. Trop peu d'attention est accordée au rôle des hommes qui violent, cherchent des enfants impliqués dans la prostitution ou forcent des filles à avoir des relations sexuelles. Sensibiliser les hommes et tenter de changer les attitudes patriarcales peut être mis en application dans toutes les régions et pour de nombreux problèmes afin de généraliser la prise en compte du genre. S'ils veulent avoir des relations plus équitables avec les femmes, les hommes doivent changer d'attitude et de comportement envers elles.

Le rapport relève que, parmi toutes les organisations contactées, une seule a explicitement fait le lien entre la demande sexuelle masculine et la vulnérabilité sexuelle des enfants. En effet, Molo Songololo, une organisation basée en Afrique du Sud, a réalisé une étude qui souligne le rôle de la demande masculine comme facteur majeur dans l'exploitation sexuelle des enfants. L'étude montre ainsi l'exemple d'une organisation qui a mis en œuvre la bonne pratique consistant à étudier la demande masculine et la vulnérabilité des enfants. La Tanzanian Kiota Women's Health and Development Organization (KIWOHEDE), une ONG tanzanienne, utilise une approche de parties prenantes pour impliquer directement la population locale dans la prévention contre l'exploitation sexuelle des enfants. KIWOHEDE est un autre exemple d'organisation qui

met en application, dans une certaine mesure, la bonne pratique consistant à identifier le rôle central des hommes dans l'exploitation sexuelle des enfants et des filles.

Le rapport montre clairement que toute stratégie globale de lutte contre le VIH/SIDA nécessite des éléments visant à modifier les attitudes sexuelles des hommes et à mettre en question les normes sociales qui autorisent les comportements d'exploitation sexuelle. Il est ainsi recommandé de faire prendre conscience au public de la nécessité de changer de telles attitudes ou de renforcer l'application des lois interdisant les abus sexuels sur les filles et les garçons par les hommes et les femmes¹¹. Toute stratégie devrait intégrer la nécessité d'informer les enfants sur leurs droits à ne pas être abusés sexuellement et de faire respecter ces droits. Plusieurs organisations dans les trois pays mettent déjà l'accent sur les droits des enfants, notamment en apprenant à ceux-ci leur droit à ne pas être sexuellement harcelés ou abusés.

Pertinence de la sensibilisation des hommes

Les approches nationales sur le travail des enfants et le VIH/SIDA tendent à ne pas porter assez d'attention aux attitudes et aux comportements sexuels masculins. Le rapport, par contre, suggère de nombreuses opportunités potentielles pour sensibiliser les hommes au sujet des abus sexuels sur les enfants. De nombreuses organisations ont déjà commencé à travailler sur la prévention des formes abusives du travail des enfants, qui les exposent à l'infection au VIH. La *Zambian Business Coalition on AIDS* (Coalition des entreprises zambiennes contre le SIDA), par exemple, encourage le développement de matériel de sensibilisation valable pour tous ses employés concernant l'exploitation sexuelle des enfants par des adultes. Cela est également une bonne pratique.

En Zambie, les initiatives concernant les attitudes et les comportements masculins qui exposent les enfants, particulièrement les filles, aux risques d'exploitation sexuelle et d'infection au VIH ont pris la forme de campagnes de sensibilisation dans les médias. Les initiatives récentes en matière d'information et d'éducation ont mis l'accent sur la prévention de la transmission du VIH/SIDA à travers un comportement sexuel masculin responsable. Les abus sexuels sur des filles ou des garçons pourraient également être inclus dans ces programmes. En Afrique du Sud, les médias ont eu un impact important sur la prise de conscience et ont contribué à un changement des normes sociales liées à la vulnérabilité des enfants face au VIH/SIDA et aux abus sexuels. Les informations et les analyses concernant la violence sexuelle, particulièrement envers les filles et les femmes, sont régulièrement couvertes par les médias.

L'implication de l'IPEC dans le monde des entreprises et des syndicats en Afrique du Sud offre une opportunité de sensibiliser les hommes. Le soutien actuel de l'OIT à la *National African Federated Chamber of Commerce and Industry* peut être complété avec de nouveaux éléments de changements éducatifs et comportementaux. Cela pourrait avoir un impact potentiel sur les milliers d'entreprises, leurs clients et fournisseurs. Le soutien de

¹¹ Les abus sexuels sur les enfants se développent partout, en Afrique du Sud par exemple. En 2001, les autorités ont été informées de 225 000 cas de viol d'enfants, alors que les experts en soins infantiles ont estimé que les cas de viol non déclarés étaient au moins le double de ce chiffre. Au moins un quart des filles et des jeunes femmes (16-20 ans) vivant dans les villes ont eu des relations sexuelles contre leur gré. La violence dans les relations sexuelles est de plus en plus courante, y compris chez les enfants. Une étude récente a montré que 39 pour cent des filles ayant déjà eu des relations sexuelles y ont été forcées. Dans la même étude, 16 pour cent des filles affirment avoir cédé à la manipulation et à la coercition sexuelles pour des motifs matériels. Les filles connaissent très peu les moyens de résister à la contrainte et à la violence ou d'avoir des relations sexuelles protégées.

l'OIT à la prévention contre le VIH/SIDA dans les sociétés de transports offre une autre opportunité d'assurer l'intégration des questions liées au comportement sexuel des hommes envers les enfants impliqués dans la prostitution dans l'élaboration des politiques sur le personnel.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

Certaines questions de genre avaient été soulignées dans les rapports par pays.

Les organisations de développement avaient besoin de directives claires sur la manière d'intégrer des points de vue liés au genre et une analyse de genre dans toute étude, rapport, compte rendu ou analyse.

Les «consultants», «analystes» ou «experts» qui ont synthétisé les recommandations basées sur les rapports des pays ont été informés de la politique des organisations envers l'égalité des sexes. Ils avaient la possibilité de consulter les autorités gouvernementales, les ONG et d'autres parties prenantes actives dans la lutte contre le problème du VIH/SIDA et du travail des enfants.

Pour plus d'informations:

Bill Rau (research coordinated by Anita Amorim): *Combating child labour and HIV/AIDS in Sub-Saharan Africa: A review of policies, programmes, and projects in South Africa, Tanzania, and Zambia to identify good practices*. Paper No.1. ILO/IPEC, July 2002.

The trafficking of children for purposes of sexual exploitation: South Africa (Cape Town, Molo Songololo, 2000).

Chalo Environment and Sustainable Development Consultants: *Study on good practice interventions against commercial sex exploitation of children in Zambia*. Draft report (Zambia, ILO/IPEC, 2002).

ILO/IPEC: *HIV/AIDS and child labour in Zimbabwe: A rapid assessment*. Paper No. 2 (Harare/Geneva, ILO/IPEC, 2003).

Idem: *HIV/AIDS and child labour in Tanzania: A rapid assessment*. Paper No. 3 (Dar es Salaam/Geneva, ILO/IPEC, 2003).

Idem: *HIV/AIDS and child labour in South Africa: A rapid assessment*. Paper No. 4 (Durban/Geneva, ILO/IPEC, 2003).

Idem: *HIV/AIDS and child labour in Zambia: A rapid assessment*. Paper No. 5 (Lusaka/Geneva, ILO/IPEC, 2003).

Idem: *HIV/AIDS and child labour in Sub-Saharan Africa: A synthesis report*. Paper No. 6 (Geneva, ILO/IPEC, 2003).

ONUSIDA: *SIDA: les hommes font la différence*. <http://www.unaids.org/wac/2000/frn/campaignfr.html>.

Women, Gender and HIV/AIDS in East and Southeast Asia:
<http://www.unifem-eseasia.org/Resources/GenderAids/genderaidstop.htm>.

WHO: *Men's role in improving reproductive health*. <http://www.who.int/hrp/progress/47/04.html>.

Population Council: *Men's roles*. <http://www.popcouncil.org/ppdb/men.html>.

Campagne mondiale contre le SIDA: <http://www.unaids.org/wac/2002/index.html>.

2.4. Intégrer les questions de genre à travers l'éducation, les arts et les médias

Niveau 2: Pratique démontrée avec succès

Mots clés: égalité des sexes; éducation au développement; sensibilisation; changement comportemental; égalité des sexes dans les modules d'éducation; méthodes informelles de sensibilisation aux questions de genre

Les modules d'éducation SCREAM¹² pour les jeunes encouragent l'utilisation des arts créatifs pour couvrir une très grande série de questions relatives au travail des enfants. Les questions de genre ont été intégrées dans les modules SCREAM.

Description du problème et de la bonne pratique

L'abolition des pires formes de travail des enfants exige des changements fondamentaux dans la conception du travail des enfants au sein de la population. Cela signifie aussi changer les comportements sociaux favorisant un sexe au détriment de l'autre – par exemple favoriser l'accès d'un sexe (habituellement les garçons) à l'éducation, alors que l'autre sexe (les filles) a moins d'opportunités d'instruction et doit ainsi travailler. A cause de règles sociales spécifiques à chaque culture, les enfants d'un sexe doivent souvent accomplir la plus grande partie du travail domestique, ce qui laisse peu de temps pour leur développement personnel ou leur éducation.

Une étape importante dans le changement du comportement humain est la mobilisation, l'éducation et le renforcement des capacités, particulièrement chez les jeunes. Les jeunes sont des agents de changement social. Un changement positif à encourager est celui qui amène des jeunes à jouer un rôle plus important dans la société et qui les rend plus responsables. Les jeunes adolescents n'ont peut-être pas encore les idées préconçues de leurs parents au sujet des questions liées au genre. Ils peuvent ne pas avoir adopté certains préjugés sexistes concernant les types de comportement appropriés, notamment le travail rémunéré. Dans certaines cultures, les jeunes gens croient souvent que tout est possible pour tout le monde.

Les jeunes filles et garçons ont besoin de débouchés positifs, constructifs pour y investir les énormes réserves d'énergie, de tension émotionnelle et même de fougue de l'adolescence. Les jeunes ont souvent besoin de connaissances et de compétences pour apporter le changement dans la société. Inclure des messages d'égalité entre les sexes dans les initiatives relatives aux jeunes garçons et filles est ainsi pertinent sur le long terme.

L'initiative SCREAM de l'IPEC (la défense des droits de l'enfant par l'éducation, les arts et les médias) reconnaît les ressources potentielles que représentent les jeunes¹³. SCREAM vise principalement à donner aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour engendrer le changement social. Le point de départ de l'initiative est une série de modules d'éducation conçus à l'usage des éducateurs dont l'objectif est d'impliquer activement les jeunes dans la campagne globale pour l'abolition du travail des enfants. Dans les modules SCREAM, les arts visuels, littéraires et scéniques sont utilisés et les méthodes de sensibilisation et de renforcement de réseaux relationnels s'appliquent.

¹² Cette bonne pratique est basée sur l'initiative «SCREAM Halte au travail des enfants» (2002).

¹³ SCREAM a été officiellement lancé par le Directeur général du BIT, Juan Somavia, lors de la Première journée mondiale de lutte contre le travail des enfants, le 12 juin 2002.

L'objectif global est de renforcer les capacités des jeunes et de les préparer à assumer leur rôle en tant qu'agents mobilisateurs et de changement social. Cet objectif devrait contribuer au changement des attitudes dans les approches du travail des enfants.

Étapes clés dans le développement de SCREAM

Les recherches, la rédaction et le test de l'ensemble des ressources de SCREAM ont duré environ dix-neuf mois. La première publication comprend 14 modules, un guide de l'utilisateur et un CD de photographies. Des modules supplémentaires seront ajoutés dans l'avenir et les modules existants seront développés sur la base de l'expérience acquise.

Pourquoi SCREAM est une bonne pratique dans la généralisation de l'analyse de genre

Action sexo-spécifique et tenant compte des différences socioculturelles entre les sexes. L'initiative SCREAM intègre les questions d'égalité homme-femme dans ses modules d'éducation, elle peut ainsi être qualifiée de bonne pratique dans la lutte contre le travail des enfants.

L'éducation est la base de tout effort durable pour engendrer des changements sur le long terme dans les comportements et les attitudes. Intégrer les problèmes d'égalité des sexes dans une initiative éducative permet d'assurer la critique des attitudes socioculturelles sur l'égalité homme-femme ainsi que l'intégration des opinions et des recommandations subséquentes dans les politiques et les programmes. En même temps, le processus permet aux jeunes de renforcer leur compréhension globale de l'ensemble de problèmes liés au travail des enfants. SCREAM offre également à ces jeunes les instruments d'expression personnelle qui leur permettent d'aborder de telles questions.

L'initiative SCREAM sensibilise donc les jeunes à l'égalité entre les sexes. Ce processus vise à encourager les jeunes à assumer une responsabilité dans les questions de justice sociale. Outre prendre conscience des problèmes liés au travail des enfants et en faire prendre conscience à leurs pairs, les jeunes sont encouragés à acquérir les compétences et l'assurance qui leur permettront d'exprimer leurs opinions sur l'injustice sociale aux plus âgés, aux décideurs – parents, voisins, enseignants, autorités nationales et communautaires. SCREAM est également une bonne pratique pour la généralisation de l'analyse de genre parce qu'à travers cette initiative l'idée est d'aborder l'injustice sociale dans le travail des enfants en prenant en compte le genre.

Trouver des solutions adéquates aux problèmes du travail des enfants est ainsi fait grâce à des actions tenant compte du genre. Parce que ces solutions ciblent les garçons et les filles en même temps, en vue de combattre les inégalités de genre existantes et la discrimination dans les questions du travail des enfants, nous avons inclus SCREAM dans la catégorie 2 d'actions sexo-spécifiques.

Innovante/créative

En utilisant des techniques telles que les jeux de rôle, les collages, la recherche et l'information, les images, l'écriture créative, le débat et le théâtre, les modules SCREAM permettent aux jeunes de mieux comprendre l'égalité des genres dans le travail des enfants. Les jeunes peuvent comprendre difficilement des sujets aussi complexes que le genre lorsqu'ils sont présentés dans un contexte scolaire formel. En testant les modules, cependant, on a découvert que les attitudes dominantes sur les questions de genre pouvaient être identifiées à plusieurs niveaux et discutées avec succès. Le côté créatif et innovant des modules a été d'encourager une discussion ouverte sur les situations des garçons et des filles dans la société, les droits humains fondamentaux et la manière dont les

questions de genre peuvent affecter ces droits. Plus important encore, les modules ont abordé la question de ce qui peut être fait pour arriver à changer les attitudes et les comportements sociaux.

Les méthodes innovantes consistent entre autres à montrer des images ou des photographies d'enfants travailleurs aux jeunes et ensuite à les faire réfléchir sur l'identité et les conditions de vie et de travail d'un enfant donné. En groupe, ils commencent alors à dresser un profil du sujet sur la base d'un certain nombre de questions dont plusieurs sont liées à des problèmes de genre. On demande notamment aux participants d'imaginer les influences possibles du genre sur le type de travail exécuté et de dire si l'enfant peut être battu, privé ou sexuellement abusé ou exploité. Ces questions sont disséminées parmi d'autres et aident les jeunes à construire progressivement un profil plus étoffé de l'enfant travailleur. Pour éviter les stéréotypes, l'on préconise aux éducateurs de ne pas présenter des images de garçons effectuant un travail «masculin» et des filles ne faisant que des tâches domestiques. A cet effet, certaines images montrent des filles exécutant un travail physique rude et des garçons impliqués dans la prostitution. Quand cela est possible, des groupes mixtes sont très recommandés lors des sessions.

Efficacité

L'expérience montre qu'intégrer des questions de genre dans les modules aide à sensibiliser les participants aux inégalités et aux injustices liées aux différences socioculturelles entre les sexes. Cette sensibilisation au genre comme principe d'organisation de la société a lieu à un moment où les jeunes ne sont pas encore figés dans leurs conceptions des choses. Des activités telles que les jeux de rôle aident les jeunes qui ne sont pas concernés par le travail des enfants à se mettre dans la situation de l'enfant et à s'imaginer travaillant dur pendant de longues heures, loin de la famille, vulnérables, blessés, fatigués et affamés, sans fréquentation scolaire ni divertissements. En se basant sur les types de travaux que les garçons et les filles effectuent et les abus respectifs auxquels ils sont soumis, ces activités aident les jeunes à prendre conscience de la différence du travail des enfants selon le genre.

Les jeux de rôle ont eu un impact émotionnel profond sur les jeunes qui ont pris part aux expériences pilotes en Irlande, début 2001, et en Jordanie fin 2001. Dans une autre expérience au Népal, début 2002, les jeunes d'un centre de réinsertion d'enfants travailleurs ont été réunis avec des jeunes plus privilégiés de la même ville qui allaient à l'école. Ensemble, ils ont exécuté un jeu de rôle sur le travail des enfants. Les enfants en réinsertion ont eu un impact évident sur les autres, en illustrant à travers ce forum ce qu'être exploité et perdre son enfance signifiaient.

Pertinence et durabilité

Les initiatives de sensibilisation sur les questions d'inégalités sont souvent à court d'actions pratiques. Cependant, dans les modules SCREAM, les éducateurs sont encouragés à être délibérément provocateurs avec les jeunes¹⁴, en les impliquant émotionnellement dans les problèmes. Par exemple, un des modules comprend un exercice de «débat émotionnel», dans lequel des affirmations contestables liées aux questions de

¹⁴ Avant de travailler avec les jeunes, les éducateurs sont incités à mettre en doute leurs propres croyances.

genre deviennent l'objet du débat¹⁵. Délibérément provocatrices dans leur présentation, ces questions revêtent une signification bien plus grande et durable pour ceux qui ont participé au débat.

Les suggestions de récapitulation des activités de SCREAM portent souvent sur la manière dont les attitudes ont pu changer. Le changement s'est opéré lorsque plusieurs personnes exigent à la fois et en même temps une nouvelle action – quand les gens font appel aux leaders communautaires, aux hommes et femmes politiques, aux gouvernements nationaux et aux organisations régionales et internationales et exigent des mesures appropriées. Mais des changements efficaces concernant le travail des enfants et les attitudes envers les inégalités entre les sexes demandent du temps et de l'engagement. Les jeunes, idéalement, en appelleront aux planificateurs politiques pour qu'ils intègrent les questions d'injustice sociale dans le processus de décision politique en vue de changements durables.

L'approche SCREAM suggère que, pour que la société change – y compris concernant la demande de main-d'œuvre enfantine –, le système éducatif doit viser au-delà de simples objectifs scolaires. Les jeunes doivent être conscients de leur rôle de citoyens dans un monde où la justice sociale, y compris la justice liée aux différences socioculturelles entre les sexes, est souvent absente. Cela permettra d'assurer un changement durable dans les attitudes des jeunes, de même que de leurs visions du monde, et d'encourager leur rôle actif dans les questions de droits humains partout dans le monde. Une fois que les jeunes seront conscients du rôle actif potentiel qu'ils peuvent jouer et qu'ils commenceront à le faire dans la société – deux modules mettent l'accent sur la manière dont les jeunes peuvent utiliser les médias pour sensibiliser la communauté et réaliser des changements –, alors l'on aboutira à un respect durable et permanent des droits humains.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Une équipe forte et engagée d'éducateurs avait de l'expérience dans le travail avec les jeunes et les adolescents, et avait l'habitude d'utiliser des moyens aussi bien formels qu'informels, dans de nombreux contextes et cultures. L'équipe était alors capable de remodeler une initiative pour l'intégrer dans un processus qui encourage le changement de comportement par des activités pratiques.
- Les éducateurs avaient des connaissances sur les questions de genre dans le travail des enfants¹⁶ et pouvaient aborder ces questions avec tact et de manière appropriée. La préparation des modules a été aussi pratique que possible, couvrant les thèmes principaux prévus et intégrant des questions de genre.
- Une variété d'établissements éducatifs tels que des écoles, des institutions éducatives gérées par des ONG et des centres de réinsertion ont testé les modules et ont donné leur opinion.
- Les éditeurs se sont assurés que les modules n'utilisaient pas de stéréotypes sexuels et restaient impartiaux dans leur représentation visuelle des filles et des garçons. Ils ont également vérifié l'utilisation d'un langage non sexiste.

¹⁵ Les affirmations typiquement utilisées dans cet exercice sont par exemple «le rôle de l'homme est de pourvoir aux besoins de la famille», «les filles et les garçons devraient être séparés à l'école», et «les stéréotypes sexistes conduisent à la discrimination».

¹⁶ Voir annexe 2 pour quelques domaines de connaissances sur le genre et le travail des enfants.

Pour plus d'informations:

SCREAM Halte au travail des enfants: la défense des droits des enfants par l'éducation, les arts et les médias (Genève, IPEC/OIT, 2002).

Contacts:

Maria-Gabriella Lay, Chargée de la communication, ILO/IPEC 4, Route des Morillons, CH-1211 Genève 22; tél. 41-22 7997731; fax 41-22-7998771; e-mail: lay@ilo.org.

Nick Grisewood, éducateur et concepteur des modules de *SCREAM Halte au travail des enfants*, grisewood@ilo.org.

Bureau de l'égalité entre hommes et femmes, OIT, Genève, <http://www.ilo.org/dyn/gender/gender@ilo.org>.

Catégorie 3: Changement institutionnel

- 3.1. Préparer l'agence de développement aux problématiques liées à l'égalité des sexes: critique de genre
- 3.2. Un guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants
- 3.3. L'intégration du genre dans l'élaboration et la préparation de documents de projet à l'IPEC
- 3.4. Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants
- 3.5. Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques

3.1. Préparer l'agence de développement aux problématiques liées à l'égalité des sexes: évaluation de genre

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: genre et organisations; évaluation de genre; examen de genre; examiner les structures internes; genre et personnel

L'*Évaluation de genre de l'IPEC*¹ est une tentative d'évaluation transparente, réalisée grâce à la documentation de ce qui a été fait jusqu'à ce jour. Elle permet de mieux comprendre les défis auxquels les membres du personnel font face concernant la généralisation de la prise en compte du genre à sein de leur propre organisation.

Description du problème et de la bonne pratique

Avant de promouvoir des résultats tenant compte du genre auprès de leurs bénéficiaires, les organisations de développement doivent s'assurer qu'elles sont elles-mêmes sensibles aux questions de genre. En d'autres termes, les organisations de financement et de mise en œuvre doivent avant tout déterminer dans quelle mesure les questions de genre sont abordées en leur sein, et si ces questions sont intégrées dans leurs projets et programmes. Une évaluation des attitudes et pratiques peut révéler les forces d'une organisation et permettre également d'identifier des procédures qu'il faut changer pour s'assurer que la bureaucratie elle-même ne nuit pas aux efforts d'intégration du genre dans les programmes. Le mandat, la culture, la structure, les opérations et les ressources humaines d'une organisation doivent être examinés pour révéler où les changements sont nécessaires afin de promouvoir plus efficacement l'égalité des sexes.

Une évaluation de genre a été entreprise entre 2000 et 2001 pour déterminer le degré de l'intégration du genre dans les activités clés du Programme focal sur le travail des enfants (IPEC/OIT). Cette évaluation de l'IPEC s'est intéressée aux structures existantes, aux méthodes de travail et aux programmes. Il a identifié les mesures prises pour intégrer les questions relatives à l'égalité des sexes dans le travail opérationnel et politique et a évalué les progrès réalisés pour intégrer le genre dans les projets en cours, dans la collecte et la diffusion des données. Grâce à des entretiens et un questionnaire, une évaluation des points de vue et des préoccupations du personnel au siège de l'IPEC et sur le terrain concernant le genre a été menée.

Cela a abouti à un rapport précis et extrêmement utile, qui a permis de passer d'une analyse conceptuelle sur ce que l'intégration du genre signifie dans les activités liées au travail des enfants à une série de changements opérationnels plus ciblés. Ces changements sont nécessaires pour réussir l'intégration du genre dans les activités de l'IPEC. Ce rapport a permis, entre autres, d'identifier des points de départ pour systématiquement intégrer l'analyse de genre au sein de l'IPEC.

¹ Cette bonne pratique est basée sur la critique de genre 2001 et sur le *Report to IPEC on mainstreaming gender into the InFocus programme on child labour*, by R.T. Jensen, IPEC, July 2001.

Étapes clés dans la réalisation de l'évaluation de genre

En 2000 et 2001, deux consultants ont réalisé l'*Évaluation de genre de l'IPEC*. L'un s'est concentré sur les opérations de l'IPEC, et l'autre sur l'aspect politique de l'IPEC. Ce dernier a notamment fait un examen minutieux du Programme de gestion statistique et de suivi sur le travail des enfants (SIMPOC). Les préparations ont consisté à mettre en place un modèle d'examen attentif des documents de l'IPEC, destiné à évaluer l'intégration des questions de genre. Des entretiens avec le personnel ont été entrepris et un questionnaire a été élaboré, distribué et complété par le personnel de l'IPEC au siège et sur le terrain. Sur la base des entretiens avec le personnel et l'examen des documents, des recommandations ont été faites sur la manière d'améliorer la pertinence du genre dans le travail de l'IPEC.

Pourquoi l'Évaluation de genre est une bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre

Initier un changement institutionnel. L'*Évaluation de genre de l'IPEC* est une bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre parce qu'elle fait un examen critique de l'IPEC, en tant qu'«établissement», en terme de cadres de travail, de structures, de procédures et de méthodes. Elle donne aussi un aperçu de ce qui a contribué ou non à la promotion de l'égalité des sexes.

Cette *Évaluation* fournit un moyen systématique d'améliorer les procédures au sein de l'IPEC, de sorte que les résultats futurs mettront mieux en œuvre la politique de l'OIT en matière de genre. Dans l'ensemble, cette *Évaluation* a initié un processus de changement institutionnel concernant la généralisation de la prise en compte du genre au sein de l'IPEC et correspond ainsi à la catégorie 3 des actions nécessaires pour intégrer le genre dans toutes les activités.

Pertinence: le «produit» clé de l'Évaluation de genre de l'IPEC

Le «produit» de cette *Évaluation* est un rapport pertinent, cohérent et lisible sur la généralisation de l'analyse de genre dans le programme de l'IPEC. Les réalisations clés de ce rapport comprennent:

- un examen du degré d'intégration des approches tenant compte du genre dans les activités passées et présentes de l'IPEC; et
- une stratégie concrète avec des directives pratiques, destinée à renforcer le genre dans le travail de l'IPEC.

Le rapport suggère un ensemble de principes de base généraux concernant l'intégration des questions de genre dans toutes les activités de l'IPEC. Ceux-ci représentent 10 principes clés de l'intégration et de la généralisation de l'analyse de genre.

Dix principes clés de l'intégration et de la généralisation du genre au sein de l'IPEC

1. Il faut veiller à utiliser un langage non sexiste.
2. Les données doivent être ventilées par sexe.
3. Les intérêts des garçons et des filles doivent être représentés.
4. Toutes les activités doivent inclure clairement l'objectif de promouvoir l'égalité entre les sexes.
5. Le personnel doit être conscient du fait que les garçons et les filles vivent des conditions et ont des besoins différents – tout se passe dans un contexte de genre.
6. Les activités devraient commencer par évaluer les différences entre les garçons et les filles en fonction de leurs situations, contraintes, opportunités et rôles respectifs – c'est-à-dire introduire un élément genre dans toute analyse de situation.
7. Ces différences fondamentales se traduisent dans l'importance, les modèles, les causes et les conséquences du travail des enfants, et ces différences doivent être prises en considération dans la conception de toute activité visant à lutter contre le problème.
8. Les activités doivent tenter d'anticiper toutes les conséquences positives ou négatives, qu'elles pourraient avoir sur les rôles, les relations et les responsabilités sexo-spécifiques.
9. Toutes les activités de mise en œuvre ou de planification consultative devraient être conçues pour inclure une représentation équilibrée des sexes.
10. Tout le personnel et les partenaires devraient être sensibilisés à tous les principes précédents, en précisant que ces questions devraient être intégrées dans leur travail comme mandat explicite et qu'ils devraient avoir accès à des ressources d'information et de formation si nécessaire.

Reproductibilité: un cadre pour de futures évaluations de genre

Les consultants ont développé un modèle ou cadre de travail pour l'analyse d'une série de documents de l'IPEC. Ce cadre peut également servir de référence pour évaluer le travail de l'IPEC dans le futur. (Le personnel de l'IPEC pourra ensuite utiliser cet instrument pour évaluer son propre travail, ce qui permettra ainsi d'assurer l'intégration durable des évaluations de genre dans toutes les activités de l'IPEC.) Dans le rapport de l'*Evaluation de genre de l'IPEC*, des exemples ont été donnés sur la manière d'effectuer, grâce à une «lentille genre», une analyse de genre détaillée des documents de l'IPEC tels que *Revisión de la gestión del Programa del Paqs y Plan Estratégico 2000-2004, 2-8 marzo 2000* (Révision de la gestion du programme Paqs et plan stratégique) ou en faisant la liste des questions liées au genre concernant l'*IPEC South-east and East-Asia briefing note – 1 March 2000* (Document d'information de l'IPEC sur l'Asie du Sud-Est et de l'Est) ou encore comment analyser le *Programme to prevent and progressively eliminate child labour in small-scale traditional gold mining in South America* (Programme de prévention et d'abolition progressive du travail des enfants dans les mines d'or traditionnelles en Amérique latine).

Sensibilité/force éthique

La capacité des programmes tels que l'IPEC à intégrer le genre efficacement dépend des capacités du personnel concerné. Cela vaut aussi bien pour les méthodes formelles qu'informelles du programme pour atteindre des objectifs tenant compte du genre. Les apports du personnel de l'IPEC, y compris les différents points focaux de genre, ont été d'une importance capitale pour mettre en relief les nombreux problèmes internes liés à la généralisation de l'analyse de genre et, de façon plus critique, pour identifier ce qui pourrait être accompli pratiquement et professionnellement dans le cadre du mandat de l'organisation.

Durabilité: éviter la dilution des questions de genre

Ceux qui ont fait l'évaluation de l'IPEC ont souligné que les engagements verbaux et écrits concernant l'égalité des sexes dans le travail des enfants ont tendance à perdre de leur importance et même à disparaître avec le temps. Les attitudes du personnel ou les procédures existantes au sein du programme de l'IPEC peuvent en être responsables.

Le rapport de l'*Evaluation de genre de l'IPEC* fournit un ensemble de directives, applicables à des cas donnés, pour structurer une analyse de situation dans une perspective de genre. Dans d'autres cas, l'évaluation fournit une aide semblable dans l'analyse de la mise en œuvre des projets. Cependant, d'autres sections de l'évaluation devaient simplement stimuler la réflexion en général sur la manière de développer une approche de genre plus durable dans les programmes de l'IPEC.

Efficacité: suite à l'Evaluation de genre de l'IPEC

Les résultats de l'évaluation ont été présentés à un atelier de travail auquel ont pris part les responsables de l'IPEC, les spécialistes de genre de l'IPEC, ainsi que les points focaux et d'autres spécialistes du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes. Lors de cet atelier, les questions soulevées dans le rapport de l'évaluation de genre ont été débattues. Suite à cela, le Plan générique de l'IPEC pour l'intégration de la notion de genre a été formulé (octobre 2001). Ce plan est actuellement mis en œuvre et géré. En fait, la collecte des bonnes pratiques contenues dans ce document est un autre résultat de l'*Evaluation de genre*, dont l'une des recommandations est qu'un tel rapport soit préparé.

Cette évaluation a également été d'un apport utile dans l'analyse globale de genre au sein de l'OIT, entre octobre 2001 et avril 2002, conduite dans certains départements sélectionnés de l'organisation. Même si l'évaluation de genre a utilisé une méthodologie différente pour ses ateliers participatifs, l'analyse documentaire a suivi des critères similaires dans l'évaluation de la prise en compte du genre. Bien d'autres unités de travail et de spécialistes de genre ont trouvé la revue de l'IPEC utile dans l'évaluation de leur progrès en matière de généralisation de la prise en compte du genre.

Conditions nécessaires à cette pratique

- La direction a été impliquée, en fournissant son soutien à l'entreprise d'une telle évaluation.
- La direction a été préparée à accepter que certains aspects du travail de l'organisation nécessitent un changement.
- Il y a eu une réelle volonté de suivi avec une stratégie et un plan d'action pour la généralisation de l'analyse selon le genre.
- Un programme pour la critique globale a été développé, le processus entier prenant plusieurs semaines.
- Une approche participative a été adoptée pendant tout le processus de l'évaluation, ce qui était nécessaire pour s'assurer, au fil du temps, que les informations obtenues étaient pertinentes.
- La participation des collègues du terrain a été cruciale.

Pour plus d'informations:

Robert T. Jensen et Margherita Zambrano: *Mainstreaming gender into the International Programme on Child Labour (IPEC). A report to IPEC at the International Labour Organization* (en anglais seulement); <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/publ/gender/jensen.pdf>.

N. Haspel, Marinka Romeijn et Susanne Schroth: *Promoting gender equality in action against child labour: A practical guide* (Bangkok, ILO/IPEC, 2000) (uniquement en anglais); <http://mirror/public/english/standards/ipecc/publ/gender/gender.pdf>.

Contacts à l'IPEC:

Anita Amorim, Chargée de recherche, point focal «genre» de l'IPEC: amorim@ilo.org.

Angela Martins-Oliveira, Chargée des statistiques, point focal »genre« du SIMPOC: ipecc@ilo.org.

Pour plus d'informations sur les activités de l'OIT dans la promotion de l'égalité hommes-femmes et la généralisation de l'analyse de genre, veuillez consulter le site du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes de l'OIT: <http://www.ilo.org/public/french/bureau/gender/newsite2002/about/index.htm>.

Pour plus d'informations concernant l'analyse de genre de l'OIT, voir: <http://www.ilo.org/public/french/bureau/gender/newsite2002/about/audit.htm>.

3.2. Un guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: renforcement des capacités; compréhension des concepts liés au genre; clarté de la terminologie sur le genre; listes de contrôle de genre; actions requises pour généraliser l'analyse selon le genre; conseils pratiques

Cette bonne pratique porte sur la première conception d'un guide pratique sur l'égalité des sexes dans le travail des enfants². Ce *Guide* a contribué à l'application pratique de l'égalité des sexes dans le travail quotidien et s'est révélé très utile dans le renforcement des capacités de ceux qui sont impliqués dans la lutte contre le travail des enfants.

Description du problème et de la bonne pratique

Systématiser la prise en compte du genre de façon effective dans une organisation demande un engagement important de la part de tout le personnel. Il est nécessaire qu'un consensus se dégage sur le fait que le genre est une variable importante qui peut être essentielle au succès de toutes les activités et programmes concernant le travail des enfants. Le genre doit être reconnu comme un facteur d'organisation central autour duquel la production est organisée et les besoins comblés. Le personnel doit comprendre que tout se déroule dans un contexte de genre, étant donné les conditions de travail et les besoins différenciés des femmes et des hommes, des garçons et des filles. L'égalité des sexes dépend en grande partie de l'attitude du personnel impliqué, de ses compétences spécifiques et de sa position ou de sa capacité à influencer le changement dans la hiérarchie de l'organisation.

L'idéal serait d'avoir une approche logique de l'analyse de genre à travers toute l'organisation. La première étape pour assurer une telle approche globale est que chaque membre du personnel ait une connaissance minimum de la signification du terme «genre» et de son implication dans le travail de tous les jours.

La mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de la perspective de genre conduit souvent les équipes à exiger des guides pratiques et des manuels sur les méthodes à adopter. Bien que de tels guides puissent apporter une meilleure cohérence et compréhension des questions de genre, les manuels pratiques ne sont pas des plans d'action mais seulement une première étape utile pour ceux qui veulent s'instruire. Contrairement à l'efficacité des instructions d'assemblage de meubles, les instruments pratiques d'intégration d'une perspective de genre ne garantissent pas en eux-mêmes un résultat positif. L'aboutissement de telles méthodes pratiques dépend en grande partie de l'équipe impliquée et du contexte dans lequel les instruments sont utilisés.

A la fin des années quatre-vingt-dix, le programme de l'IPEC a reconnu que la généralisation de la prise en compte du genre n'était souvent pas comprise, aussi bien conceptuellement que pratiquement, par ceux qui travaillaient sur les questions liées au travail des enfants. D'où la décision de préparer du matériel d'instruction simple, concis et direct. En 2000, un *Guide sur l'égalité des sexes dans le travail des enfants* (Guide GECL)

² Cette bonne pratique est basée sur: *Gender equality in child labour guide* de N. Haspels, M. Romeijn et S. Schroth (Bangkok et Genève, ILO/IPEC, 2000; version actualisée à paraître en 2003).

a été développé par l'OIT, Bangkok. Ce guide fait suite aux nombreuses demandes des organisations partenaires de l'OIT et des réseaux de lutte contre le travail des enfants d'autres régions d'un guide pratique pour les orienter dans la promotion de l'égalité des genres³.

Ce guide est spécifique à un contexte; il cible le personnel de l'IPEC et ses partenaires et est développé pour promouvoir l'importance de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants. Le *Guide GECL* a été conçu pour garantir plus de cohérence dans la terminologie et les définitions liées au genre et pour faciliter une approche plus systématique dans la manière d'aborder les inégalités socioculturelles entre les sexes dans la lutte contre le travail des enfants. Le guide comprend également du matériel d'information. Bien qu'il inclue des définitions de concepts liés au genre, il souligne surtout le besoin de dépasser la prise de conscience des problèmes de genre (chez ceux qui travaillent sur les questions du travail des enfants) pour élaborer des instruments et des méthodes spécifiques d'analyse de genre qui pourraient être utilisés sur le terrain.

Étapes clés dans le développement du Guide GECL

En 2000, une équipe qualifiée dans l'analyse de genre et faisant des recherches sur le travail des enfants a développé ce guide depuis le bureau régional de l'IPEC pour l'Asie et le Pacifique. Une version mise à jour a été publiée fin 2002. Des documents de l'OIT liés à la problématique du genre ainsi que d'autres publications pertinentes concernant le genre et le travail des enfants ont été examinés pour évaluer leur pertinence concernant le travail des enfants. Le *Guide GECL* a ensuite été conçu en conformité avec le programme et les instruments de gestion existants de l'IPEC. Les listes de contrôle suivent le format des documents de programmes d'action de l'IPEC, par exemple, et complètent les directives existantes sur l'élaboration des programmes d'action.

Pourquoi le Guide GECL est considéré comme une bonne pratique pour la généralisation de l'analyse de genre

Initiation d'un changement institutionnel. Le développement du *Guide GECL* fournit au personnel de l'IPEC un cadre et un vocabulaire qui facilitent les discussions et les actions dans les initiatives concernant le genre et le travail des enfants. Le guide a été utilisé dans le renforcement des capacités du personnel de l'IPEC et a contribué à un processus de changement concernant les questions d'égalité des sexes au sein de l'organisation. Les auteurs du guide ont souligné qu'une action est nécessaire sur cinq fronts afin d'intégrer les questions de genre dans toutes les activités, programmes et projets (voir plus haut). Le guide lui-même peut être classé dans la troisième catégorie d'actions – produire un guide sur les questions de genre dans un contexte institutionnel spécifique, de façon à initier un processus de changement institutionnel – et constitue une bonne pratique.

³ Ce guide a été produit par le spécialiste responsable des questions de genre de l'Équipe multidisciplinaire de conseils de l'Asie de l'Est (EASMAT/OIT) et le personnel régional de l'IPEC.

Innovante: des actions sont nécessaires sur cinq fronts pour généraliser la prise en compte du genre

Après avoir défini la généralisation de la prise en compte du genre, le *Guide GECL* expose clairement une série d'actions à entreprendre. Cinq fronts sont identifiés pour lesquels une action est nécessaire⁴:

- Mener **une analyse de genre** qui permette d'identifier les inégalités entre les hommes et les femmes (et les filles et les garçons) qui doivent être traitées.
- Mettre en place des **actions sexo-spécifiques** permettant de corriger les inégalités et la discrimination entre les sexes, avec pour cible les filles ou les femmes exclusivement, les hommes ou les garçons exclusivement ou alors les garçons, les filles, les femmes et les hommes ensemble.
- Initier un processus de **changement institutionnel** dans les procédures – incorporer les problèmes de genre dans la planification, la programmation, la réalisation, le contrôle et l'évaluation de tous les programmes et activités et dans tous les processus institutionnels.
- **Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer**⁵ en augmentant leur participation dans les programmes, les organisations et les prises de décisions afin d'assurer que leurs intérêts et points de vue sont mieux pris en compte dans le travail de développement.
- Etablir des **budgets** et mener des **audits** qui tiennent compte des différences socioculturelles entre les sexes.

Pertinence: conseils pratiques pour le personnel de l'IPEC

Le *Guide GECL* contient deux modules. Chaque module commence avec une brève explication des questions et des stratégies principales, fournit ensuite des instruments et conclut avec une bibliographie.

- Le module 1 fournit les définitions et les instruments de base pour la promotion de l'égalité des sexes dans les politiques et les programmes sur le travail des enfants, en donnant un aperçu des différences fondamentales selon le sexe dans le travail des enfants. Ce module a pour objet de montrer les principales stratégies pour traiter des inégalités dans la lutte contre le travail des enfants.
- Le module 2 fournit un instrument pratique d'intégration des questions de genre dans la création de programmes d'action sur le travail des enfants. Des conseils sont donnés sur la manière de conduire une analyse de genre.

⁴ Les bonnes pratiques décrites dans ce rapport sont classées selon quatre de ces cinq catégories d'actions. Les informations sur la cinquième n'étaient pas disponibles. La version 2000 du guide a mis l'accent sur quatre catégories; la version révisée du guide, qui sera publiée début 2003, inclura la cinquième.

⁵ «Et aux autres populations marginalisées» a été ajouté par l'auteur du rapport.

Efficacité

Le *Guide GECL* a été conçu à l'origine pour l'Asie. Cependant, à travers sa version électronique disponible sur les sites Web de l'IPEC, ce guide s'est avéré utile pour les organisations partenaires de l'IPEC et les réseaux impliqués dans la lutte contre le travail des enfants dans d'autres régions. Le personnel de l'IPEC l'a utilisé dans la formulation de projets et les équipes d'évaluation l'utilisent dans la préparation des directives. Le guide a permis d'informer les personnes actives dans le domaine du travail des enfants qui n'étaient pas familières avec les questions liées à l'égalité des sexes ou qui voulaient actualiser leurs connaissances sur le sujet. Il a également été utilisé dans l'élaboration de documents sur les programmes d'action tenant compte du genre, et dans le développement de termes de référence pour les services de recherche et de consultation technique, de même que pour les évaluations d'actions. Ont également sollicité ce guide les décideurs politiques chargés de la promotion des droits de l'enfant, de la femme et des travailleurs.

Le *Guide GECL* est aujourd'hui développé pour inclure les nouvelles expériences de l'OIT et de ses organisations partenaires sur la manière d'intégrer effectivement une dimension genre dans les programmes de lutte contre le travail des enfants. La version actualisée du guide en anglais sera disponible début 2003 et sera ensuite traduite en français, en espagnol et en arabe. En outre, dans le cadre d'une expérience pilote actuellement en cours, le guide est évalué et adopté dans la région du Mékong. Des versions spécifiques par pays seront également disponibles au Cambodge, en Chine, en République démocratique populaire lao, en Thaïlande et au Viet Nam.

Durabilité

Le développement d'un tel guide a aidé à changer les attitudes sur les questions de l'égalité des sexes dans le travail des enfants. Il a amélioré de manière significative la capacité des partenaires et du personnel de l'OIT à aborder les questions de genre d'une façon qui modifie leurs attitudes envers de telles questions.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- La demande de l'IPEC et de ses partenaires pour un tel guide.
- Du personnel et des partenaires qui ont une expertise technique sur les questions de genre et du travail des enfants.
- Des documents antécédents disponibles pour servir de références.

Pour plus d'informations:

ILO EASMAT: *ILO Brief: Promotion of gender equality through gender mainstreaming* (July 2001-02).

Nelien Haspels, Marinka Romeijn, Susanne Schroth: *Promoting gender equality in action against child labour in Asia: A practical guide* (ILO Bangkok and IPEC Geneva).

ILO: *Guidelines for the integration of gender issues into the design, monitoring and evaluation of ILO programmes and projects* (1995).

Contacts:

Nelien Haspels: haspels@ilo.org.

Od Busakorn: Busakorn@ilo.org.

3.3. L'intégration du genre dans l'élaboration et la préparation de documents de projet à l'IPEC

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: conception de projet; conception de projet tenant compte du genre; données ventilées par sexe; le genre dans les procédures courantes

Cette bonne pratique illustre comment, au niveau institutionnel, des directives spécifiques sur les procédures courantes telles que l'élaboration et la préparation de projets peuvent complètement intégrer des questions liées au genre⁶.

Description du problème et de la bonne pratique

Un projet tenant compte du genre contient un ensemble cohérent d'activités, toutes nécessaires pour atteindre les résultats spécifiques dans un laps de temps et un budget donnés et prend en compte les rôles et les responsabilités différenciés des femmes et des hommes, des garçons et des filles.

Le «genre», en tant que concept, est souvent explicitement appliqué uniquement aux projets considérés comme liés aux questions des femmes travailleuses, des femmes victimes et des petites filles. Ce sont par exemple des projets concernant des domaines tels que l'industrie textile en Asie, où les filles sont plus nombreuses, ou encore la traite de femmes ou la prostitution de filles. En effet, une mauvaise perception générale, à première vue, qualifie certains projets de «non sexistes». Un projet actif au niveau gouvernemental pour augmenter la capacité des fonctionnaires à recueillir et traiter des données statistiques afin de déterminer les salaires, par exemple, peut tout d'abord être perçu comme indépendant du genre. En réalité, peu de projets le sont. Une évaluation du marché du travail identifiera des inégalités hommes-femmes dans les gains, les salaires, les heures de travail, la structure professionnelle, etc. Les femmes et les filles ont par exemple plus tendance que leurs collègues masculins à effectuer des activités agricoles à faible productivité, et des préjugés liés au genre peuvent également avoir négligé la contribution économique des femmes dans les études. La contribution des femmes au travail est alors exclue des données statistiques. L'amélioration des capacités administratives devrait ainsi inclure les problèmes de collecte et de traitement de données. Ces dernières doivent prendre en compte le genre pour que toutes les formes de travail soient considérées afin d'obtenir des informations plus réalistes pour la détermination des salaires.

Afin de garantir la pertinence et la durabilité définitive des projets, les bénéficiaires – les femmes et les hommes, les garçons et les filles – devraient être considérés, lors de la conception et de la mise en œuvre du projet, comme des individus avec des rôles, des besoins et des intérêts différents. Utiliser une «lentille genre» lors de l'étape de la conception du projet révèle généralement les problèmes de genre inhérents à la plupart des projets.

La négligence des questions de genre vient souvent de la confusion concernant les concepts liés au genre et même du terme «genre» lui-même⁷. Il faut constamment rappeler

⁶ Cette bonne pratique est basée sur le DED Guidelines 2, *Design and preparation of project documents*, préparé par la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC, 2002.

au personnel des projets les questions de genre, améliorer sa capacité à les reconnaître et développer l'habitude de chercher et d'identifier ces questions. Une bonne pratique peut être une stratégie d'intégration du genre qui assure que les questions de genre sont comprises dans de nombreuses procédures courantes au sein de l'organisation, y compris dans la conception et la préparation d'actions de développement. S'assurer que l'équipe a la capacité de s'occuper de tels problèmes est également une bonne pratique.

En janvier 2002, la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC a préparé des *Directives pour la conception et la préparation des documents de projet* (en anglais) avec une référence spécifique permanente aux questions de genre⁸. La préparation de ces directives marque une avancée significative dans la généralisation de l'intégration du genre dans le travail de l'IPEC.

Étapes clés dans le développement des Directives pour la conception et la préparation des documents de projet

Un engagement fort du personnel de l'IPEC concernant le besoin d'inclure les problèmes et les questions de genre dans les *Directives pour la conception et la préparation de documents de projet* était crucial. La politique de l'IPEC sur la généralisation de la prise en compte du genre existait déjà; mais la question clé était de savoir comment rendre opérationnelle la stratégie d'intégration du genre. Des discussions conséquentes sur la meilleure manière d'intégrer les questions liées au genre dans les directives techniques ont été suivies par une analyse de la littérature liée au genre sur le travail des enfants et une décision d'intégrer le genre dans les nouvelles directives⁹.

Pour les rendre bien visibles, les problèmes et questions de genre sont actuellement inclus dans un encadré séparé à la fin de chaque élément des *Directives*. Cependant, dans l'avenir, lorsque le personnel aura plus de connaissance sur ces questions, elles seront probablement intégrées dans le texte principal.

Pourquoi les Directives constituent une bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre

Initier un changement institutionnel. Les *Directives* sont une bonne pratique parce qu'elles ont permis au genre de devenir partie intégrante des procédures pratiques internes de l'IPEC. Les problèmes et les questions de genre sont maintenant intégrés dans les *Directives* modèles pour les documents de projet et un support d'utilisation est disponible. Intégrer les questions de genre dans la conception de projets deviendra dorénavant habituel.

L'intégration du genre dans les *Directives* permettra au personnel d'avoir toujours à l'esprit la nécessité de prendre en compte les questions de genre dans la conception des

⁷ Le genre se réfère aux différences et aux relations sociales entre les hommes/garçons et les femmes/filles. Celles-ci sont acquises et varient considérablement d'une société, d'une culture et d'une époque à l'autre.

⁸ Le manuel de formation *Design, monitoring, and evaluation of technical cooperation programme and projects* a été utile pour développer ces directives (PROG/EVAL-ILO, 1995).

⁹ Par exemple, le *Practical guide: Promoting gender equality in action against child labour in Asia* (ILO Bangkok) et le *ILO PROG/EVAL 1995 guidelines on the integration of gender issues*.

projets. Le genre n'est plus seulement un aspect additif dans la planification de projet et n'est plus dépendant de l'intérêt et de l'engagement de certains membres du personnel. Il concerne dorénavant tous les membres du personnel impliqués dans la formulation de documents de projet.

Les *Directives* n'ayant été préparées que récemment, leur succès pratique reste à être évalué. C'est ainsi le processus institutionnel de développement des *Directives*, plutôt que leurs effets, qui permet de les classer comme bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre. Dans ce rapport, elles ont été classées dans la catégorie 3: Changement institutionnel au sein de l'IPEC, parce que le genre a été intégré dans un processus conduisant à des changements dans les manières de faire, précédemment en vigueur.

Pertinence

Beaucoup d'évaluations de projet ont révélé que le fait de ne pas aborder les questions de genre de manière adéquate dans les projets fait souvent courir le risque de nuire par inadvertance à la situation des femmes et des filles. En plus des effets négatifs involontaires sur les participants du projet, de tels manques à intégrer les questions de genre mettent souvent en danger l'efficacité du projet. Les *Directives* sont ainsi extrêmement pertinentes dans la contribution directe à la lutte contre le travail des enfants avec des implications sur la généralisation de la prise en compte du genre au sein de l'IPEC.

Efficacité

Les *Directives* peuvent également conduire à des projets qui contribuent effectivement à l'égalité entre les femmes et les hommes ou les garçons et les filles. Cependant, étant donné que les *Directives* n'ont été préparées que récemment, leur efficacité et leur impact n'ont pas été établis par une évaluation interne.

Durabilité

Le personnel des organisations de développement soulève souvent la préoccupation à savoir que, malgré l'exigence de certaines procédures de prendre en compte les questions de genre, il n'y a souvent pas de réel suivi pour assurer que ces questions sont réellement considérées. Par ailleurs, aucune sanction institutionnelle n'est infligée lorsque ces questions ne sont pas considérées. Il n'est pas possible de déterminer aujourd'hui la durabilité de l'utilisation des *Directives*. Le processus de contrôle de la qualité en cours au sein de la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC – qui comprend une évaluation et une approbation interne des documents de projet avant qu'ils ne soient financés – mesurera cependant l'ampleur de l'intégration du genre dans les propositions de projets. Ce processus d'évaluation permettra de recommander la révision des *Directives*, si nécessaire, afin d'assurer leur utilisation durable par le personnel.

Ce processus de contrôle de la qualité aidera à déterminer jusqu'à quel niveau – sans tenir compte du personnel qui actuellement manque de compétences ou des ressources pour prendre en compte les questions de genre – la prise en compte du genre pourra être rendue obligatoire lors de la planification de projets. Le fait d'intégrer les questions de genre de façon graduelle, en renforçant en même temps les capacités sur les questions de genre dans des domaines tels que la planification de projet, est généralement considéré comme une bonne pratique.

Efficienc

Les *Directives* ont été conçues par le personnel de l'IPEC en utilisant l'expertise de ceux qui avaient des compétences dans la planification et la conception de projets et ceux qui avaient une expertise dans la généralisation de la prise en compte du genre, assurant ainsi une utilisation efficace des ressources humaines au sein de l'IPEC.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- L'institution de développement était sensibilisée aux besoins d'intégrer le genre dans tous les domaines d'action et l'équipe a été amenée à voir la logique de cette méthode. Le soutien de la direction était également important.
- L'institution de développement a fait un exposé sur sa politique de genre en donnant une définition opérationnelle simple de la généralisation de l'analyse selon le genre.
- L'expertise du personnel spécialisé dans l'analyse de genre et des points focaux «genre» dans les domaines techniques a été exploitée pour le développement de directives.
- Le personnel était disponible pour apporter un appui dans l'utilisation des directives.

Pour plus d'informations:

IPEC/OIT gestion et évaluation: voir <http://www.ilo.org/public/french/standards/ipecc/publ/monitoring/index.htm>.

- DED guidelines 2: *Design and preparation of project documents*.
- DED guidelines on *Strategic programme impact framework (SPIF)*. May 2002.

ILO/IPEC: *Design, management and evaluation of action programmes on child labour*. Training package (1994).

ILO: *Evaluation (PROG/EVAL) guidelines for the integration of gender issues into the design, monitoring and evaluation of ILO programmes and projects* (1995).

PROG/EVAL/ILO: *Guidelines for the preparation of summary project outlines for multi-bilateral financing. Summary Project Outline (SPROUT)*, 1997, 2nd revision.

Contacts:

Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC, Genève, Suisse. Peter Wichmand: wichmand@ilo.org.

Anita Amorim, Chargée de projet et point focal «genre», IPEC: amorim@ilo.org.

3.4. Chaque garçon et chaque fille compte: évaluations globales du travail des enfants

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: évaluations globales des statistiques sexo- spécifiques du travail des enfants; enfants en activités économiques; travail domestique non rémunéré; tâches domestiques; études auprès des ménages; différentiels selon le sexe

Les évaluations¹⁰ globales du travail des enfants décrites dans cette bonne pratique sont ventilées selon le sexe. Ces évaluations ont participé à une meilleure prise de conscience et une meilleure compréhension du travail des enfants; elles ont également renforcé les efforts pour éradiquer le travail des filles et des garçons.

Description du problème et de la bonne pratique

Alors que le mouvement mondial contre le travail des enfants se développe, le besoin de données plus précises sur le travail des enfants est devenu évident. Les études nationales auprès des ménages ne sont en général pas conçues spécialement pour jauger le travail des enfants et doivent être complétées par des études supplémentaires¹¹.

Le terme «enfants en activités économiques» est une définition statistique qui englobe la plupart des activités productives des enfants. Les activités économiques comprennent le travail non rémunéré, temporaire et illégal ainsi que le travail du secteur informel. L'activité économique couvre toute la production commerciale (travail rémunéré) et certains types de productions non destinées à la vente (travail non rémunéré), y compris la production de biens pour usage personnel. Par conséquent, qu'elle soit payée ou non, l'activité ou l'occupation peut être effectuée dans le secteur formel ou informel.

L'activité économique est la seule norme internationalement acceptée pour mesurer le travail et l'emploi. En l'absence de tout instrument de mesure spécifique du travail des enfants, l'activité économique a souvent été utilisée par défaut pour mesurer le «travail des enfants». Ainsi, tout le travail effectué par les enfants n'est pas équivalent au «travail des enfants». Une distinction est faite entre les formes acceptables du travail des enfants (qui peuvent être considérées comme positives) et le «travail des enfants» qui doit être aboli. Le concept du travail des enfants utilisé pour les évaluations globales est basé sur la convention n° 138 de l'OIT qui définit les normes internationales pour établir l'âge minimum d'accès à l'emploi ou au travail.

Le travail non rémunéré effectué par des enfants dans un commerce tenu par leurs parents proches est considéré comme une activité économique. Des enfants qui travaillent comme domestiques dans une autre famille que la leur sont également considérés comme économiquement actifs. Par contre, des enfants effectuant des tâches domestiques dans leur propre foyer ne sont pas considérés comme économiquement actifs. Etant donné que la structure du foyer et les modèles de parenté peuvent varier considérablement d'une culture à l'autre, le fait qu'un enfant ait ou non une activité économique ou non au sein du foyer doit être considéré au niveau du pays, de l'ethnie ou de la culture.

¹⁰ Cette bonne pratique est basée sur les New Global Estimates on Child Labour (Every Child Counts), ILO/IPEC, avril 2002.

¹¹ Les études nationales sur le travail des enfants de l'IPEC/OIT répondent justement à ce besoin.

Un des problèmes majeurs dans les relations homme-femme est que c'est toujours aux femmes et aux filles qu'incombe la plus grande responsabilité du travail ménager non rémunéré, tel que la cuisine, le nettoyage et la prise en charge des membres dépendants, jeunes et vieux, de la famille. Ce type de travail n'est pas financièrement rémunéré et lorsqu'il est défini comme étant non économique il n'est pas pris en compte dans la production, telle que définie par le Système de comptabilité nationale. Il n'est ainsi pas enregistré dans les statistiques du travail et devient donc invisible. Lorsque l'on compte le nombre total d'heures dépensées dans les activités économiques et dans les activités de prise en charge de la famille et du foyer, on s'aperçoit que les femmes et les filles travaillent considérablement plus que les hommes et les garçons. En conséquence, les garçons et les hommes ont plus accès aux loisirs.

Des millions de personnes, particulièrement des femmes et des enfants, travaillent sans rémunération dans des champs ou dans des entreprises familiales, souvent dans le secteur informel. Ce type de travail est officiellement reconnu comme une activité économique, mais les sous-estimations sont habituelles car les femmes et les enfants eux-mêmes, et les informateurs qui les interviewent, ne considèrent pas ces activités comme un vrai travail.

En 2002, l'IPEC a publié les *Nouvelles évaluations globales du travail des enfants*¹². Ces *Evaluations* ont requis des données brutes concernant le sexe des enfants, qui est l'une des variables clés de l'analyse. D'autres variables clés ont été considérées comme le groupe d'âge, l'industrie, le métier (selon les normes de classification les plus détaillées) et les heures de travail.

Les données du SIMPOC, l'unité des statistiques de l'IPEC, et d'autres sources, ainsi que de nouveaux instruments analytiques, ont rendu possibles les évaluations globales du travail des enfants. Pour la première fois, l'importance numérique des enfants impliqués dans un travail dangereux et dans d'autres formes de travail d'enfants a été estimée et ventilée par sexe.

Etapes clés, y compris la ventilation de données par sexe, dans les Nouvelles évaluations globales du travail des enfants

Les *Evaluations globales du travail des enfants* dans les activités économiques sont basées sur 29 études nationales auprès des ménages, conduites pour la plupart dans les années quatre-ving-dix¹³. Les deux variables clés pour produire des données et des informations étaient le sexe et l'âge. Le document de travail du Bureau de statistique de

¹² New Global Estimates on Child Labour (Every Child Counts). ILO/IPEC, avril 2002.

¹³ Sur les 29 études nationales auprès des ménages, 10 ont été conçues et conduites par le SIMPOC pour évaluer le travail des enfants. Les 19 autres, principalement conduites par le programme d'étude sur le niveau de vie des ménages de la Banque mondiale, sont un ensemble d'études auprès des ménages et des communautés avec des modules concernant différentes préoccupations sociales, y compris l'emploi des enfants et des adolescents. Les pays ont été sélectionnés sur la base de stratification par région géographique et selon la taille du pays en terme de nombre d'enfants dans la catégorie d'âge 5-17 ans. Au sein de chaque région, trois catégories (grand, moyen, petit) de pays ont été considérées par rapport à leurs populations enfantines et des pays représentatifs ayant plus de probabilité d'être sélectionnés parmi les grands pays ont été sélectionnés. Les 29 pays ensemble couvraient légèrement moins de la moitié de la population mondiale dont l'âge est compris entre 5 et 17 ans. Et bien que cet ensemble de pays ne soit pas totalement pris au hasard, il apporte un échantillon stratifié de pays représentant la population enfantine mondiale, avec une probabilité proportionnelle à la taille.

l'OIT intitulé *Incorporating gender issues in labour statistics*¹⁴ (Intégration des questions de genre dans les statistiques sur le travail) s'est avéré utile pour l'ensemble du processus. Les *Evaluations* ont approuvé la convention n° 182 de l'OIT, article 7, qui suggère que les pays «doivent prendre en compte la situation particulière des filles». Selon la recommandation n° 190 suivante:

5. (1) Des informations détaillées et des données statistiques sur la nature et l'étendue du travail des enfants devraient être compilées et tenues à jour en vue d'établir les priorités de l'action nationale visant à abolir le travail des enfants et, en particulier, à interdire et éliminer ses pires formes, et ce de toute urgence.

(2) Dans la mesure du possible, ces informations et données statistiques devraient comprendre des données ventilées par sexe, groupe d'âge, profession, branche d'activité économique, situation dans la profession, fréquentation scolaire et localisation géographique.

Conformément à la définition internationale de l'emploi, une heure de travail durant la semaine de référence suffit pour considérer un garçon ou une fille comme ayant une activité économique durant cette semaine. Les individus ayant un emploi mais qui sont temporairement absents du travail pour des raisons de maladie ou de vacances sont également inclus dans la classification.

Pourquoi les Nouvelles évaluations globales du travail des enfants constituent une bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre

Initier un changement institutionnel. Les efforts pour développer les évaluations utilisant des données sexo-spécifiques permettent de qualifier les *Evaluations* de bonne pratique dans l'intégration du genre au niveau institutionnel de l'IPEC. La bonne pratique est incluse dans la catégorie 3 des actions de l'IPEC, nécessaires pour intégrer le genre dans toutes les activités de l'IPEC.

Le changement institutionnel est en cours également parce que le SIMPOC encourage fortement, dans toutes les études auprès des ménages, la collecte d'informations concernant le travail domestique non rémunéré dans les ménages. Le SIMPOC, avec d'autres institutions commanditaires d'études, s'assure aujourd'hui que de telles informations sont rassemblées. Le travail du SIMPOC/IPEC dans ce domaine contribue au débat général sur la manière d'aborder la question du travail domestique et de la prise en charge des enfants par les plus âgés, qui sont des activités invisibles et non rémunérées.

Pertinence: une base pour une action supplémentaire

Les *Evaluations* sont extrêmement utiles pour planifier des interventions contre le travail des enfants. Aujourd'hui, les tâches domestiques, exécutées principalement par les filles, sont considérées comme des activités non économiques et restent exclues du «champ de la production» défini par le Système de comptabilité nationale des Nations Unies pour mesurer le PIB. Malheureusement, les données concernant l'étendue du travail non économique des enfants manquent et celles existantes sont souvent fragmentées et trop incertaines pour faire une estimation globale. Néanmoins, la collecte d'informations sur les tâches ménagères est actuellement recommandée pour être intégrée dans les études du SIMPOC, et d'autres programmes d'études commencent également à inclure ces informations. En fait, la collecte de données sur les tâches ménagères dans les études sur le

¹⁴ A. Mata-Greenwood: *Incorporating gender issues into labour statistics* (ILO Bureau of Statistics, 1999).

travail des enfants a été recommandée dans le rapport global de la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 6-15 octobre 1998 (Rapport IV ICLS/16/1998/IV).

Il est ainsi particulièrement important que l'IPEC reconnaisse pleinement que les enfants, particulièrement les filles, consacrent beaucoup de temps à ces activités qui mettent un frein à leur fréquentation scolaire. Les planificateurs commencent à réaliser que de nombreuses filles souffrent du triple fardeau du travail ménager, scolaire et économique et que cela a des conséquences sur le développement économique et social. Les *Evaluations* peuvent être utilisées avec d'autres données et études d'emploi du temps par les planificateurs nationaux pour définir des programmes dans des contextes géographiques particuliers. Elles peuvent servir de point de départ, par exemple, et être ensuite complétées par des instruments d'analyse de genre (par exemple des instruments qui montrent comment les rôles sexo-spécifiques influencent la division du travail dans les foyers et comment le travail est évalué différemment suivant l'exécutant). Les instruments «d'analyse des revenus»¹⁵ au niveau du foyer et de la communauté se sont avérés utiles pour les planificateurs souhaitant en savoir plus sur le temps passé au travail domestique.

L'analyse des données ventilées par sexe doit aller au-delà de la simple différence de pourcentage entre les sexes. Les résultats différenciés par sexe sont le point de départ des *Evaluations*. L'étape suivante, au niveau national, est de documenter les informations concernant les situations variées et différenciées des garçons et des filles, leurs activités rémunérées ou non, et les conséquences de leurs rôles traditionnels dans des situations sociales et économiques différentes (voir annexe 1). Les données sexo-spécifiques, par exemple, sont souvent complétées par des informations telles que:

- les causes, les conséquences, les modèles et l'étendue de la migration liée au travail;
- la mesure et l'évaluation du travail des filles à la maison; et
- le pourcentage d'activité différencié de la main-d'œuvre en fonction du travail saisonnier, à temps partiel ou à plein temps.

De telles informations sont essentielles si les plans d'action nationaux de lutte contre le travail des enfants doivent répondre aux conditions nationales réelles du travail des enfants.

Impact: les grandes différences selon le sexe documentées et révélées

Les *Evaluations* ont fourni une base pour des recommandations et des recherches plus approfondies. Elles sont utiles pour sensibiliser le public intéressé et essentielles aux professionnels travaillant dans le domaine des études sur le travail des enfants. Elles ont déjà fourni un apport important dans la rédaction du *Rapport global sur le travail des enfants, 2002*, et dans la recherche de l'IPEC sur les coûts et les bénéfices économiques de l'éradication du travail des enfants. Les résultats ont été largement publiés. Un résultat global important était que, bien que dans plusieurs catégories d'analyses exposées ci-

¹⁵ L'analyse des revenus porte sur la façon dont les individus, les ménages et les groupes de ménages gagnent leur vie et sur leur accès aux ressources de capacités. Elle indique le type d'activités entreprises par les individus pour satisfaire leurs besoins de base et produire un revenu. Les différences selon le genre et le niveau socio-économique concernant le travail et les prises de décisions sont montrées.

dessous les filles semblent travailler moins que les garçons, la différence est moins grande qu'on le croyait. Un résumé des différences par sexe est exposé dans l'encadré suivant.

Résumé des différences selon le sexe dans les *Evaluations globales sur le travail des enfants*

Enfants en activités économiques: Les *Evaluations* montrent que, dans les groupes d'âge 5-9 ans et 10-14 ans, les filles et les garçons ont la même probabilité d'avoir une activité économique. C'est uniquement lorsque les enfants grandissent que les garçons ont légèrement plus de chance d'avoir une activité économique que les filles. Parmi ceux qui sont âgés de 15 à 17 ans, les taux d'activité économique sont de 44,1 pour cent chez les garçons et 40,7 pour cent chez les filles. Bien que les évaluations ne révèlent pas de différences importantes selon le sexe dans la fréquence globale du travail des enfants, comme déjà mentionné, elles peuvent être utilisées avec des études spécifiques sur l'emploi du temps au niveau national qui, elles, peuvent révéler des différences majeures basées sur le sexe dans le travail.

Le travail des enfants: Le «travail des enfants» est un concept plus étroit que celui des enfants en activités économiques¹⁶. Alors que les *Evaluations globales du travail des enfants* montrent qu'il n'y a pratiquement pas de différence selon le sexe concernant l'importance numérique des enfants en activités économiques, les choses sont différentes lorsqu'on examine le concept plus étroit des «enfants travailleurs». En moyenne, plus de garçons que de filles sont victimes du travail des enfants, aussi bien de façon relative qu'absolue. Cette tendance s'accroît avec l'âge. Chez les enfants âgés de 5 à 14 ans, la répartition selon le sexe est relativement la même. A un âge plus avancé, la balance penche du côté des garçons, particulièrement dans le groupe d'âge 15-17 ans (57 pour cent des garçons contre 43 pour cent de filles), alors que le travail des enfants est à cet âge automatiquement considéré comme un travail dangereux. Les raisons socio-économiques et culturelles de ces différences peuvent être étudiées au niveau national.

Enfants en activités dangereuses: Les garçons l'emportent numériquement sur les filles dans tous les groupes d'âge pour le travail dangereux. Par exemple, aussi bien chez les 5-14 ans que les 15-17 ans, en moyenne 10 millions de garçons en plus sont exposés au travail dangereux. Chez tous les enfants, plus de la moitié (52 pour cent) des garçons actifs travaillaient dans des situations dangereuses, comparativement aux 44,6 pour cent des filles. Les *Evaluations globales du travail des enfants* confirment la prédominance des garçons dans le travail dangereux (bien que certains soutiennent qu'il y a une sous-estimation du nombre de filles dans le travail dangereux), et le besoin de programmes d'action spécifiques, peut-être focalisés sur les activités et industries dangereuses dans lesquelles la prédominance des garçons, est probable, en terme de main-d'œuvre.

Enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants: On a découvert que les enfants étaient victimes de traite dans toutes les régions du monde. Environ 1,2 million d'enfants sont touchés, aussi bien les garçons que les filles. Le sexe et l'âge semblent intimement liés au dessein de la traite. Alors que les garçons sont victimes de travail forcé dans des exploitations agricoles commerciales, se trouvent impliqués dans des délits et le commerce de drogue, les filles sont principalement victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou pour servir de domestiques. On estime à 5,7 millions le nombre d'enfants victimes de travail forcé et d'esclavage, principalement dans la région d'Asie et Pacifique. Environ 300 000 enfants, surtout des garçons, sont utilisés dans les conflits armés partout dans le monde. Près de 1,8 million d'enfants sont affectés par l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et environ 600 000 enfants sont impliqués dans des activités illicites telles que les délits et le trafic de drogue. Étant donné la nature cachée et illégale de ces activités, il est très difficile de mesurer les pires formes de travail des enfants. Par conséquent, obtenir des données sexo-spécifiques est également difficile. Néanmoins, le besoin urgent de telles données demeure.

Sensibilité/force éthique

Cette bonne pratique répond aux critères du travail statistique professionnel et est en accord avec les normes de travail de l'OIT, qui favorisent les données ventilées par sexe concernant toutes les formes de travail.

¹⁶ Ages compris entre 5 et 11 ans: tous les enfants en activités économiques; âges compris entre 12 et 14 ans: tous les enfants en activités économiques, moins ceux en faible activité; âges compris entre 15 et 17 ans: tous les enfants en activités dangereuses et autres pires formes de travail des enfants.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Un mandat permettant de produire de telles statistiques globales sur le travail des enfants.
- Des statisticiens et des chercheurs qualifiés.
- Un accès aux sources comprenant:
 - les études nationales sur le travail des enfants de l’IPEC;
 - les études sur le niveau de vie des ménages de la Banque mondiale (World Bank’s Living Standards Measurement Surveys LSMS) et d’autres études de grande échelle sur le travail auprès des ménages; et
 - des estimations du nombre d’enfants économiquement actifs.

Pour plus d’informations:

ILO/IPEC: *Every child counts: New global estimates on child labour* (Geneva, April 2002) (en anglais).
<http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/others/globalest.pdf>.

Contacts:

Coordinateur des recherches et des projets, Frank Hagemann, IPEC/OIT: hagemann@ilo.org.

Amy Ritualo, IPEC/OIT, Genève, Suisse: ritualo@ilo.org.

3.5. Intégrer les questions de genre dans les évaluations thématiques

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: enfants domestiques; traite et exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales; évaluations thématiques; approches communautaires et participatives; accent mis sur les facteurs liés à la demande; repenser les rôles sexo-spécifiques

Cette bonne pratique illustre comment le fait d'inclure le genre, en terme de référence, dans les évaluations thématiques¹⁷ est un mécanisme important dans l'apprentissage des questions de genre sur ces thèmes. Les problèmes soulevés par cette bonne pratique ont montré quels résultats et recommandations émergent lorsque le genre est inclus dans l'évaluation.

Description du problème et de la bonne pratique

Des efforts pour aborder la discrimination sexuelle dans le travail des enfants ont été entrepris dans de nombreux pays, notamment des interventions ciblées sur les enfants domestiques et les enfants victimes du trafic et sexuellement exploités.

La traite et l'exploitation sexuelle. «Traite» est le terme utilisé pour décrire l'enrôlement d'enfants d'un endroit à un autre, et l'exploitation qui s'ensuit dans ce nouveau lieu. A travers le monde, un nombre considérable d'enfants sont quotidiennement victimes d'abus et d'exploitation sexuels à des fins commerciales ou non. La traite des enfants et des femmes répond à une demande, et la demande croissante pour la prostitution infantile est alimentée par des facteurs tels que l'affaiblissement des normes morales; la tendance croissante à réduire les filles, les femmes, les garçons et les hommes à des objets sexuels; le manque de respect des droits humains et de l'enfant; le dysfonctionnement des familles; le consumérisme; la mondialisation. Les deux derniers éléments sont particulièrement mis en avant par les médias. Tous ces facteurs, qui se renforcent mutuellement, sont encore exacerbés par les disparités économiques croissantes entre les régions, ainsi que par les déplacements humains à grande échelle pour des raisons de conflits ou de catastrophes naturelles. Les filles et les jeunes femmes pauvres sont les principales victimes de la traite, bien que les petits garçons et les adolescents soient également ciblés par des marchés sexuels spécifiques. Bien que la situation varie d'un pays à l'autre, la demande est principalement interne, et les hommes et les adolescents sont les principaux coupables de la perpétuation de l'exploitation sexuelle des victimes de la traite.

Le travail domestique des enfants. Des millions d'enfants partout dans le monde sont sujets au travail domestique – une autre des pires formes de travail des enfants dans de nombreuses circonstances. Le travail domestique des enfants est typiquement un travail caché, qui se déroule dans l'intimité des foyers. Il peut violer les droits des enfants, les livrer à des abus physiques, sexuels et émotionnels, et souvent prive les enfants d'opportunités scolaires. Bien que la proportion des filles et des garçons varie d'un endroit à l'autre, la plupart des enfants domestiques sont des filles. La cause principale en est la

¹⁷ Le compte rendu de cette bonne pratique est basé sur deux évaluations thématiques indépendantes commanditées par l'IPEC: i) *Action against trafficking and sexual exploitation of children: Going where the children are*, une évaluation des programmes de l'IPEC en Colombie, au Costa Rica, au Nicaragua, aux Philippines et en Thaïlande, juin 2001; ii) S. Crawford et B. Poulson: *Thematic evaluation on child domestic workers: Kenya, Tanzania, Philippines and Pakistan* (juin 2001).

pauvreté. D'autres facteurs interviennent, tels que les attitudes culturelles envers le travail des enfants, le statut des filles et les habitudes culturelles qui encouragent l'envoi d'enfants à des parents éloignés. Les enfants sont constamment au travail et privés de sommeil. Parfois ils sont mal nourris et doivent exécuter des travaux dangereux pour lesquels ils ne sont pas préparés. Dans de nombreuses cultures, les faveurs sexuelles sont considérées comme faisant simplement partie du travail. Les filles qui quittent leur emploi de domestique courent souvent le risque de finir dans la prostitution ou d'autres formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

La question de l'égalité est liée à la protection des droits de l'enfant, notamment les droits à l'éducation, aux soins de santé, à la protection juridique et à la sécurité sociale. La Convention intergouvernementale exécutoire sur les droits de l'enfant est fondée sur la reconnaissance du fait que l'inégalité peut commencer très tôt dans la vie des individus et que le genre est une dimension importante de cette inégalité. La convention n° 182 de l'OIT demande aux gouvernements d'identifier et de prendre en compte les enfants plus exposés et la situation particulière des filles¹⁸.

Des approches différentes sont souvent nécessaires pour les filles et les garçons. Les relations sociales et les rôles socioculturels qui déterminent les activités respectives des garçons et des filles sont complexes et renforcés par les valeurs, les normes et les stéréotypes propres à chaque société. Mais ces rôles peuvent et doivent changer. L'identification et la documentation des différents modèles d'interventions ciblant les plus désavantagés peuvent ainsi être d'une aide précieuse. Ces modèles sont très instructifs et permettent d'identifier certains aspects reproductibles à d'autres situations.

A la fin des années quatre-vingt-dix, la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC a commencé des «évaluations thématiques»¹⁹ dans différents secteurs. Deux de ces évaluations sont décrites dans cette bonne pratique: l'une concerne le travail domestique des enfants et l'autre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Ces rapports contiennent une mine d'or d'informations concernant les diverses expériences nationales et méritent une étude détaillée. Des secteurs tels que le travail domestique et des domaines tels que la traite et l'exploitation sexuelle des enfants – où nombre de filles sont actives, mais difficiles à atteindre parce qu'elles sont cachées – doivent être ciblés dans toute approche globale sur l'égalité des sexes dans le travail des enfants.

Dans cette bonne pratique, nous soulignons les thèmes qui émergent des évaluations suite à la «lentille genre» appliquée par les évaluateurs.

Etapes clés dans l'élaboration des évaluations thématiques

- Entre juillet et septembre 2000, une évaluation thématique a été menée dans toutes les interventions de l'IPEC liées aux enfants domestiques au Kenya, au Pakistan, aux Philippines et en Tanzanie. Les évaluations visaient à:

¹⁸ La convention n° 182 exige également des gouvernements qu'ils prennent des dispositions pour transformer leurs engagements en lois et en pratiques, et qu'ils fournissent une assistance directe pour sortir les enfants des situations difficiles de travail et leur permettre une réinsertion et une intégration sociale.

¹⁹ Une évaluation thématique examine les interventions qui, à un moment donné, dans différentes régions, abordent le même thème.

-
- fournir une synthèse du travail de l’IPEC dans la lutte contre le travail des enfants, y compris l’identification de stratégies et de modèles d’interventions possibles;
 - documenter les réussites, les leçons apprises et les connaissances générées dans le domaine des enfants domestiques dans les quatre pays; et
 - suggérer des orientations possibles pour le travail futur sur la base d’expérience réelle du terrain.
- Entre septembre 2000 et janvier 2001, une évaluation thématique s’est penchée sur la traite et l’exploitation sexuelle des enfants en Asie (Philippines et Thaïlande) et en Amérique latine (Colombie, Costa Rica et Nicaragua). Un rapport résume les expériences dans ces cinq pays:
- éléments du programme méritant d’être adaptés et reproduits;
 - éléments du programme avec un potentiel de développement ou de transmission;
 - approches du programme qui se sont révélées inefficaces; et
 - domaines qui doivent être pris en compte dans une programmation future.

Les évaluateurs indépendants, déjà familiers avec les concepts liés au genre et les domaines respectifs des sujets de chaque évaluation thématique, ont pu adopter un point de vue «genre» pour évaluer les projets de l’IPEC dans des domaines aussi complexes que ceux des enfants domestiques et de la traite et l’exploitation sexuelle des enfants.

Pourquoi les évaluations thématiques sont des bonnes pratiques pour l’intégration du genre

Initier un changement institutionnel. Ces initiatives sont qualifiées de bonnes pratiques parce qu’elles ont mené des évaluations thématiques dans différents secteurs, domaines ou sujets en incluant le genre comme facteur affectant les résultats de l’intervention et parce qu’elles ont basé leurs recommandations sur des questions liées au genre. Les évaluateurs ont été choisis en fonction de leur capacité professionnelle à adopter un point de vue lié au genre pour évaluer les rôles socioculturels dans l’organisation du travail domestique des enfants et de la traite des enfants, ainsi que leurs conséquences lors de la mise en œuvre des interventions.

La prise en compte du genre est maintenant explicitement incluse dans les termes de référence de toutes les évaluations thématiques organisées par l’IPEC. Cela contribue à une culture d’organisation qui aborde les inégalités basées sur le sexe de façon routinière dans le travail de développement. Il sera ensuite plus facile d’intégrer systématiquement les questions de genre dans la planification des futurs programmes. Pour ces raisons, les évaluations thématiques ont été classées dans la catégorie 3 des actions nécessaires pour intégrer le genre dans toutes les activités de l’IPEC – contribuant ainsi au processus de changement institutionnel, dans ce cas au sein même de l’IPEC.

Une raison liée qui permet de considérer ces évaluations thématiques comme bonne pratique est la suivante: les rapports qui y sont associés documentent des questions importantes et pertinentes liées au genre dans la lutte contre le travail domestique des enfants, la traite et l’exploitation sexuelle des enfants. Ces questions montrent le lien entre le genre et le domaine évalué, et offrent des opportunités de reproduction dans d’autres analyses similaires.

-
- Le *Rapport d'évaluation thématique sur le travail des enfants* a révélé que l'inégalité des sexes est un facteur prédominant aussi bien concernant l'engagement des enfants comme domestiques que les traitements infligés ensuite par les employeurs.
 - Dans le *Rapport d'évaluation thématique sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants*, d'autre part, deux recommandations liées au genre émergent: la nécessité de mettre l'accent sur les facteurs liés à la demande concernant la traite et l'exploitation sexuelle des enfants; et le besoin de repenser les rôles sexo-spécifiques et les groupes traditionnellement ciblés par les programmes élaborés pour combattre la prostitution infantine.

Ces questions liées au genre, ainsi que d'autres relevées par les évaluateurs grâce à leur capacité analytique concernant le genre, sont exposées en détail plus loin.

Pertinence des approches participatives dans la lutte contre le travail des enfants

L'évaluation thématique sur les enfants domestiques montre comment différentes organisations en partenariat avec l'IPEC répondent au problème des enfants domestiques en utilisant la prévention, la protection, le retrait ou des approches intégrées.

Les approches participatives sont aujourd'hui considérées comme un élément vital d'une bonne pratique de développement et de la généralisation de l'analyse de genre. Les bonnes pratiques sont celles qui impliquent les communautés dès le début de l'intervention. Les projets locaux qui soutiennent l'action collective des femmes et des filles constituent des exemples d'activités qui renforcent le pouvoir de participation. Le *Rapport d'évaluation thématique sur les enfants domestiques* des Philippines et celui de Tanzanie contiennent des exemples d'implication de la communauté. Travailler au niveau communautaire en utilisant des approches participatives prend du temps et exige du personnel qualifié, mais de telles approches ont eu un meilleur impact. Aux Philippines, l'approche intégrée adaptée par le Visayan Forum, qui travaille à tous les niveaux depuis les communautés locales jusqu'au gouvernement national, semble être une réussite et pourrait être reproduite ailleurs. Le programme du Visayan Forum veut faire reconnaître le travail domestique des enfants comme une forme de travail dans lequel ces travailleurs doivent avoir leurs droits, y compris le droit de s'organiser.

Efficacité d'une approche mettant l'accent sur les facteurs liés à la demande

Les deux rapports d'évaluation ont donné une leçon importante: une planification réussie doit également prendre en compte la demande de main-d'œuvre infantine. Bien qu'il soit essentiel de travailler directement avec les filles et les femmes vulnérables, il est également nécessaire de reconnaître que l'on n'aborde pas ainsi la racine du problème – qui est la demande d'enfants impliqués dans la prostitution ou d'enfants domestiques bon marché. Mettre l'accent sur les questions liées à la demande en remettant en cause les attitudes masculines envers la traite et l'exploitation sexuelle des enfants ou cibler les employeurs femmes et hommes des enfants domestiques a illustré dans le passé que de nouvelles attitudes pouvaient émerger. L'attention à la demande est une bonne pratique dans la généralisation de la prise en compte du genre parce qu'elle traite des attitudes qui perpétuent des situations inégales pour les femmes et les filles.

Le *Rapport d'évaluation thématique sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants* montre que travailler du côté de la demande est un domaine où l'IPEC et ses partenaires bénéficient d'un avantage comparatif. Des activités sont recommandées avec les hommes sur les lieux de travail, dans les syndicats, les associations professionnelles, les

groupes/clubs dominés par les hommes et d'autres lieux où les travailleurs se rencontrent, notamment les maisons de passe. En Thaïlande, par exemple, un groupe de propriétaires de maisons de passe a promis d'aider à tenir les mineurs hors de la prostitution.

Innovante/créative: repenser les rôles sexo-spécifiques et les groupes cibles pour les interventions

L'utilisation d'une perspective de genre dans les évaluations thématiques révèle également la nécessité de remettre en cause les rôles généralement attribués aux femmes, aux hommes, aux garçons et aux filles. Le *Rapport d'évaluation thématique sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants* a illustré que, bien que la majorité de ceux qui abusent et exploitent sexuellement les enfants sont sans nul doute des hommes, il est clair que les femmes jouent également le rôle de recruteurs, intermédiaires, fournisseurs, chefs de famille pauvre et, dans une moindre mesure, clients.

Les évaluateurs ont découvert que les interventions les plus efficaces sont celles qui différencient les besoins et les rôles des filles et des garçons comme groupes cibles et qui considèrent aussi bien les hommes que les femmes comme responsables d'abus et d'exploitation. Ces évaluateurs recommandent d'éviter toute simplification grossière des rôles socioculturels, telle que considérer tous les hommes comme des auteurs potentiels d'abus sexuels et toutes les femmes comme des victimes. Selon le rapport, la planification de programmes échoue également souvent lorsque les garçons sont considérés aussi bien comme victimes potentielles que futurs auteurs d'abus; ce qui condamne ces derniers à ne pas souvent être ciblés du tout. Le rôle des femmes dans la facilitation de la traite des enfants, comme celui des hommes, doit également être pris en compte.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Dans les régions cibles, un certain nombre d'interventions différentes de l'IPEC et de ses partenaires étaient en cours dans les domaines concernés.
- Des directives claires existaient dans l'organisation de développement sur la nécessité d'inclure les questions liées au genre dans les évaluations. Les évaluateurs étaient informés sur la stratégie de l'organisation en matière d'intégration du genre.
- Les évaluateurs étaient capables d'adopter une perspective de genre et étaient conscients des questions liées au genre.
- L'organisation et les évaluateurs étaient convaincus qu'adapter une approche prenant en compte le genre dans les évaluations était aussi bien pertinent qu'efficace. Ce qui est important pour le contenu des évaluations, c'est qu'ils ont mis l'accent sur l'égalité des sexes comme objectif plutôt que de simplement se concentrer sur les femmes et les filles comme groupes cibles.
- Les évaluateurs ont utilisé de nombreuses techniques et méthodologies pour assurer une approche participative dans leur recherche.
- Les évaluateurs étaient indépendants et pouvaient librement exprimer leurs résultats et leurs recommandations, quelle que soit leur nature.

Pour plus d'informations:

ILO/IPEC Thematic Evaluation on child domestic workers [Evaluations thématiques de l'IPEC sur le travail domestique des enfants]. Version finale (non publiée) par une équipe indépendante d'évaluation. Disponible en 2002.

Thematic evaluation of ILO/IPEC programmes in trafficking and sexual exploitation of children: Thailand, the Philippines, Colombia, Costa Rica, and Nicaragua [Evaluation thématique par une équipe indépendante d'évaluation] (Geneva, ILO/IPEC, 2001).
<http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/publ/monitoring/traffickingreport.pdf>.

Panudda Boonpala et Jude Kane: *Trafficking of children: The problem and responses world-wide* [La traite des enfants: problèmes et solutions dans le monde]. Contient une bibliographie par régions (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112837-7.

IPEC/OIT: *Le mal insupportable au cœur des hommes: Le trafic des enfants et les mesures d'éradication* (2002).

Asian Development Bank: *Combating trafficking of women and children in South Asia*. Summary regional synthesis paper [Lutte contre la traite des femmes et des enfants en Asie du Sud] (2002).

Contacts concernant les évaluations de l'IPEC:

Peter Wichmand: ipecc_evaluation@ilo.org.

Equipe technique des groupes vulnérables, Panudda Boonpala: ipecc@ilo.org.

Des informations supplémentaires sur les évaluations de l'IPEC sont disponibles sur:
<http://www.ilo.org/public/french/standards/ipecc/publ/monitoring/index.htm>.

**Catégorie 4: Permettre aux filles et aux femmes
(et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer**

- 4.1. Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie
- 4.2. Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football
- 4.3. Prévenir la traite des femmes et des enfants dans la région du Mékong: une approche participative
- 4.4. Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite en Chine
- 4.5. La parole aux enfants à la consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal
- 4.6. Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala

4.1. Comment les filles impliquées dans la prostitution décrivent leur situation en Tanzanie

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: évaluation rapide; enfants impliqués dans la prostitution; relations de genre; mieux permettre aux filles de s'exprimer

En donnant aux filles impliquées dans la prostitution une opportunité de parler de leur situation et de leurs relations avec les autres, les méthodes de recherche utilisées dans l'évaluation rapide des enfants impliqués dans la prostitution en Tanzanie¹ donnent une image plus claire des facteurs principaux de la prostitution infantine.

Description du problème et de la bonne pratique

Comme dans nombre de pays, la prostitution infantine est un sujet tabou en Tanzanie, ce qui rend difficile la collecte d'informations valables sur l'ampleur du phénomène. On considère néanmoins que la plupart de ces enfants sont des filles, la prostitution étant la solution ultime pour elles qui n'ont pas d'autres options de survie. Cependant, il est important de ne pas seulement se focaliser sur les filles lorsqu'on s'attaque au problème des filles impliquées dans la prostitution, car elles ne vivent pas indépendamment des relations sociales qui les ont conduites à cette situation. Une recherche prenant en compte la perspective de genre doit également examiner le contexte socio-économique des relations hommes-femmes et femmes-femmes qui amènent les filles à se prostituer.

L'évaluation rapide est une méthode de recherche flexible qui utilise plusieurs approches de collecte de données à la fois, combinant souvent des informations quantitatives et qualitatives. Les évaluations rapides peuvent révéler l'existence de populations cachées d'enfants travailleurs, tels que ceux engagés dans la prostitution. Conduite avec précaution par des chercheurs sensibles, cette approche peut permettre aux filles impliquées dans la prostitution de s'exprimer et de permettre ainsi la prise en compte de leurs visions, de leurs situations – y compris des relations avec la famille, les clients, les proxénètes et les autres enfants impliqués dans la prostitution – dans toutes les interventions futures contre les pires formes de travail des enfants.

La première étude importante sur les enfants impliqués dans la prostitution en Tanzanie a été menée en 2000, grâce à l'IPEC, par la *Tanzanian Kiota Women's Health and Development Organization (KIWOHEDE)* [Organisation tanzanienne du développement et de la santé des femmes]. La recherche a permis de voir l'ampleur et la nature de cette forme de travail grâce aux informations obtenues directement auprès des filles impliquées dans la prostitution. Cette étude a été conduite dans quatre régions de la Tanzanie², où des entretiens ont été menés avec 246 filles et six garçons impliqués dans la prostitution, 80 filles non impliquées dans la prostitution et 43 membres de la communauté.

¹ Cette bonne pratique est basée sur une évaluation rapide de l'IPEC menée en 2000, en Tanzanie, par Kamala, Lusinde, Millinga, Mwaitula, Gonza, Juma et Khamis.

² Dar es-Salaam, Mwanza, Singida et Ruvumas.

Etapes clés dans la réalisation de l'évaluation rapide

Au début de l'année 2000, l'OIT et l'UNICEF ont développé un manuel d'évaluation rapide pour la recherche sur le travail des enfants. En Tanzanie, ce manuel et sa méthodologie ont été appliqués pour:

- déterminer les causes de la prostitution en Tanzanie;
- déterminer les conditions de vie qui amènent les enfants à se prostituer;
- examiner les caractéristiques sociales des enfants impliqués dans la prostitution et les conséquences auxquelles ils sont exposés;
- proposer des mesures d'intervention pour éradiquer la prostitution infantile; et
- tester et évaluer la méthodologie de l'évaluation rapide de l'OIT/UNICEF.

Avant l'étude, un atelier de formation à l'évaluation rapide a été organisé. Les différents outils du manuel d'évaluation rapide de l'OIT et de l'UNICEF ont fait l'objet de discussions et les chercheurs ont proposé des méthodes de recherche appropriées, dont:

- les discussions avec les enfants impliqués dans la prostitution;
- les entretiens (non structurés et informels, entretiens avec des informateurs clés et entretiens de groupes); KIWOHEDE a préparé un guide d'entretiens pour les filles impliquées dans la prostitution et une liste de contrôle pour les entretiens communautaires;
- les méthodes d'évaluation participatives telles que marcher avec les filles dans leurs zones de travail en menant une conversation informelle, en demandant aux filles d'indiquer leurs lieux de travail;
- l'observation directe des enfants impliqués dans la prostitution; et
- la triangulation comme moyen de recouper les informations pour plus de précision (réunir les informations d'au moins trois perspectives et sources sur le même problème, peut-être en écoutant différentes personnes avec différents points de vue sur le même sujet).

Dans les quatre régions cibles, les leaders des communautés locales et des informateurs clés ont participé au choix des lieux de rencontre et d'entretien avec les filles. Pour avoir accès aux enfants, des chercheurs masculins se sont fait passer pour des clients. Une fois accepté comme «client» par une fille, il était difficile de se tourner vers une autre pour obtenir d'autres informations. Des compensations financières pour perte de clientèle étaient souvent demandées par les filles, et les chercheurs devaient leur acheter des boissons et des snacks. Les chercheurs ont travaillé de longues heures, souvent jusqu'à l'aube car les filles impliquées dans la prostitution sont plus faciles à trouver la nuit. Sur la base des informations données par les enfants, les chercheurs devaient parfois se diriger rapidement vers de nouveaux lieux. Les filles utilisant souvent leur dialecte, la barrière de la langue devait également être surmontée. De bonnes qualités d'écoute étaient essentielles. Les chercheurs ont dû souvent se mettre en danger dans des zones réputées dangereuses.

Pourquoi l'évaluation rapide est une bonne pratique pour l'analyse de genre

Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer. L'évaluation rapide est considérée comme une bonne pratique parce que ses méthodes de recherche ont permis aux filles impliquées dans la prostitution de s'exprimer et d'expliquer ainsi les relations d'exploitation dont elles sont victimes en tant que femmes. Le processus d'évaluation rapide est classé comme une action de l'IPEC de catégorie 4 car il permet d'intégrer les questions liées au genre dans toutes les activités: il permet aux filles, aux femmes et aux autres populations marginalisées de s'exprimer et augmente ainsi leur participation, en assurant ainsi la prise en compte de leurs points de vue.

C'était la première fois qu'une telle approche était utilisée pour traiter ce problème en Tanzanie – en réalité, c'était même une des premières fois que l'évaluation rapide de l'OIT/UNICEF était utilisée³. L'étude avait deux grands objectifs:

- fournir des informations concernant la situation des enfants impliqués dans la prostitution en vue de l'élaboration des futurs programmes pour combattre cette pire forme de travail; et
- assurer que les futurs programmes reflètent également les besoins, les intérêts et les visions d'une vie meilleure pour les filles.

Pertinence: permettre aux filles impliquées dans la prostitution de s'exprimer

Pour que les chercheurs comprennent la nature des pires formes de travail des enfants, il est essentiel que les filles impliquées dans la prostitution participent, en décrivant leur situation. Dans ce cas, les méthodes de recherche ont été spécialement adaptées à la situation des filles impliquées dans la prostitution, ce qui a facilité la collecte de sources primaires.

Une analyse qualitative telle que traduire, interpréter et classer les informations a été combinée à une analyse quantitative, telle qu'additionner et calculer des totaux, des moyennes et des pourcentages. Cela a abouti à une meilleure qualité des informations et a permis une représentation plus complète des filles impliquées dans la prostitution en Tanzanie. Les informations qualitatives apportées par les filles aident à expliquer le «pourquoi» des données quantitatives. Les chercheurs ont noté comment les filles ont été recrutées, par exemple, et comment elles voyaient leurs relations avec les logeurs, les clients et les proxénètes. Certains domaines nécessitant plus d'informations, par exemple la pornographie enfantine, ont été identifiés.

³ Le SIMPOC a aujourd'hui mené 38 évaluations rapides sur les pires formes de travail des enfants dans 19 pays. Ces études ont porté sur les thèmes des enfants esclaves; des enfants domestiques; des enfants dans les conflits armés; de la traite des enfants; du trafic de drogue; du travail dangereux dans l'agriculture commerciale, la pêche, le ramassage des déchets, les mines et l'environnement urbain; l'exploitation sexuelle; les enfants de la rue. Pour plus d'informations, aller sur: www.ilo.org/public/french/standards/ipec/simpoc/ra/index.htm.

Sensibilité/force éthique: une priorité aux relations de genre

Il était important que le problème des filles impliquées dans la prostitution ne soit pas étudié indépendamment des facteurs liés à la demande des clients. Des questions concernant les «clients» ont été posées aux filles. Suite aux entretiens avec les filles et autres impliqués, aussi bien qu'aux observations directes, les chercheurs ont catégorisé les clients et leurs occupations. Les clients qui exploitent des enfants diffèrent de par leur âge, leur statut et leur nationalité. Les clients, pour la plupart riches, sont propriétaires de bars, d'hôtels ou de magasins; issus des classes moyennes; hommes d'affaires importants; immigrants étrangers; conducteurs de taxi et de camion; officiers de police; jeunes et fonctionnaires du gouvernement.

La recherche a élucidé plus que les relations d'exploitation des filles avec la clientèle masculine. Elle a également jeté un nouveau regard sur les relations avec les proxénètes, hommes et femmes, et d'autres intermédiaires qui facilitent l'entrée des filles dans la prostitution.

Des relations inégales de pouvoir se reflètent dans la proportion des revenus que les filles reçoivent réellement de leurs proxénètes et dans la manière dont elles les dépensent. Parfois, par exemple, le salaire couvre à peine leur loyer.

La pauvreté est le principal facteur qui pousse les filles à se prostituer. Le rapport d'évaluation rapide met également en évidence les relations qui, au début, amènent les filles à s'engager dans ce travail. La grande mobilité des enfants à travers la Tanzanie (en tant que domestiques, ils vont très jeunes chez des parents éloignés et sont souvent victimes d'abus par leurs employeurs) contribue encore plus à la prostitution des filles. Bien qu'il y ait un système organisé qui recrute les filles, elles se prostituent souvent à travers leurs relations avec d'autres enfants, des sœurs plus âgées, des parents et des amis. Pour différentes raisons, les enfants recrutent eux-mêmes leurs frères et sœurs, amis ou enfants vivant avec eux dans la même maison ou dans le voisinage. Dans certaines régions, les normes culturelles encouragent l'enseignement aux filles des méthodes de performance sexuelle pour satisfaire les hommes. Une négligence générale dans la famille concernant le problème de la prostitution facilite également l'entrée des filles dans la prostitution.

Un autre exemple de relations inégales hommes-femmes relevé par les filles est leurs relations avec la police. Pratiquement toutes celles qui ont été interviewées ont rapporté avoir été sérieusement abusées, violées ou battues par la police. Dans une telle situation, la mise en application de lois interdisant la prostitution infantile sera difficile.

Efficacité/impact de la recherche

A partir des résultats de l'évaluation rapide de Tanzanie, des guides pratiques ont été préparés pour des interventions contre l'exploitation sexuelle des enfants. Ces directives ont fourni des conseils aux organisations travaillant avec les enfants impliqués dans la prostitution sur la manière d'augmenter ou de modifier les interventions existantes. Les directives visent à assurer également la prise en compte des enfants impliqués dans la prostitution avant toute intervention.

Reproductibilité

Comme mentionné, l'étude a fait usage du manuel d'évaluation rapide de l'OIT/UNICEF et, en utilisant à nouveau cette méthodologie, une étude comparative de suivi peut être faite à tout moment. Depuis la recherche en Tanzanie, la méthodologie décrite dans le manuel a été reproduite et utilisée dans plusieurs pays dans le monde entier.

Parmi les conditions nécessaires pour reproduire cette bonne pratique, il faut des chercheurs formés à la manière de mener une enquête aussi délicate.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Une méthode d'évaluation rapide facile à mettre en œuvre était disponible, fournissant une sélection d'outils qui pouvaient être adaptés à l'endroit.
- Un manuel de formation pour les intervieweurs a été préparé.
- Des questionnaires bien adaptés et équilibrés sur le genre ont été préparés.
- Une autorisation officielle du gouvernement a été requise pour commencer l'étude.

Pour plus d'informations:

Kiota Women's Health and Development Organization (KIWOHEDE), Buguruni Hse No. 217, PO Box 1269, Dar es Salaam Tel: +255-22-286 1111.

Dr Rwegoshora, consultant chef

Autres chercheurs: Kamala, E.; Lusinde, E.; Millinga, J.; Mwaitula, J.

KIWOHEDE (*Kiota Women's Health and Development*) Tanzania

M^{me} Justa Mwaituka, Présidente. PO Box 1269, Dar es Salaam, Tanzania. Tel. 255-22-218-1855

E-mail: katri@africaonline.co.tz.

ILO/IPEC, ILO Area Office for East Africa, Sea View Rd., PO Box 9212, Dar es Salaam, Tanzania.

Tel. 255-22-2126821/6824/6826. Fax 255-22-2126627/52.97, 213.41.41

M. Mallya, Directeur du programme national: mallya@ilodar.or.tz.

M^{me} Singh, Chargée de programme: singhs@ilodar.or.tz/.

Andrea Rossi, bureau régional de l'OIT à Dar es-Salaam: rossi@ilodar.or.tz.

Plus de détails sur l'étude sont disponibles sur le Web:

OIT: *Etudes sur le travail des enfants: Directives pour une évaluation rapide – Manuel pratique* (janv. 2000). Disponible à: <http://www.ilo.org/public/french/standards/ipec/simpoc/guides/rapass.pdf>.

E. Kamala, E. Lusinde, J. Millinga, Mwaitula, Gonza, Juma et Khamis: *Children in prostitution in Tanzania: A rapid assessment* [Les enfants dans la prostitution en Tanzanie: une évaluation rapide] (Geneva, ILO/IPEC, January 2002). Disponible en anglais à: <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipec/simpoc/tanzania/ra/prost.pdf>.

E. Kamala, E. Lusinde, J. Millinga, Mwaitula: *Tanzania: Children in prostitution – A rapid assessment* (Geneva, ILO/IPEC, November 2001). ISBN 92-2-112832-6.

ILO/IPEC: *Synthesis report on good practice in fighting CSEC in Eastern Africa: Experience from Uganda, Kenya, Tanzania, and Zambia* [Rapport de synthèse dans la lutte contre la traite des enfants en Afrique de l'Est]. Première version (version finale à paraître).

ILO/IPEC: *Good practice in fighting CSEC: Experience from Tanzania* (forthcoming).

Idem: *The impact of HIV/AIDS on child labour in Tanzania, IDS, KIWOHEDE* (Geneva, Dar es Salaam, forthcoming in 2002).

Autres sources:

J. Ennew et al.: *Children in need of special protection measures: A Tanzanian study* [Nécessité de mesures spéciales de protection des enfants: une étude tanzanienne] (Dar es Salaam, UNICEF, 1999).

KIWOHEDE: *Attacking girl child sexual exploitation in Tanzania: The work of KIWOHEDE in Iringa, Mbeya, and Ruvuma regions of Tanzania* [Lutte contre l'exploitation sexuelle des filles en Tanzanie] (Dar es Salaam, KIWOHEDE/ILO-IPEC, 2001).

Exemples de bonnes pratiques en Tanzanie:

Tanzania Media Women's Association (TAMWA): Sensibilisation aux droits de l'enfant et de la femme à travers les journaux et des programmes de radios.

Contact: M^{me} Leila Sheik, Directrice, PO Box 8981, Dar es Salaam, Tanzania. Tel. +255-22-211 5278.

People in the fight against AIDS in Tanzania (WAMATA) mène un programme de services à plusieurs facettes pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA et pour les ménages et enfants affectés. Contact: Deutsch-Tansanische Freundschaftsgesellschaft (DETAF) E.V., Riesweg 22, D-26316 Varel, Deutschland, Tel./fax 04451-969489; e-mail: info@detaf.de; website: www.detaf.de.

Tanzania Netherlands Project to Support HIV/AIDS Control in Mwanza (TANESA): Prévention et interventions contre le VIH/SIDA dans le district de Mwanza.

Contact: PO Box 434, Mwanza. Tel. +255.68.41440; fax +255.68.500236;

e-mail: tanesa@tan2.healthnet.org.

4.2. Les femmes actives dans la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations de football

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: campagne de lutte contre le travail des enfants; implication des femmes; football

Cette bonne pratique illustre le fait que repenser la participation des femmes peut engendrer de nombreuses opportunités. Dans cet exemple, miser sur le talent de mobilisation des ressources des femmes contre le travail des enfants a été très efficace⁴.

Description du problème et de la bonne pratique

Donner aux femmes l'opportunité de s'exprimer davantage au niveau local en augmentant leur participation aux actions de lutte contre le travail des enfants permettra de certifier que les femmes sont également des instigatrices actives de changement social. Elles jouent un rôle important dans la sensibilisation contre le travail des enfants; mais, étant donné que les femmes ont des expériences de vie différentes des hommes, elles peuvent faire plus si on leur donne l'opportunité d'exprimer leurs idées. Cela pourrait ainsi révéler des approches imprévues et nouvelles pour des programmes ou des campagnes contre le travail des enfants.

Les femmes peuvent elles-mêmes avoir subi certaines des contraintes qui poussent actuellement les jeunes filles à s'engager dans un travail dangereux. Par conséquent, elles peuvent communiquer de manière plus intelligible sur le travail des filles. De la même manière, les hommes peuvent être mieux placés pour exprimer clairement les raisons pour lesquelles certains garçons finissent par se retrouver dans le travail des enfants.

De plus, aussi bien les hommes que les femmes emploient des enfants comme domestiques. Toute la société civile devrait donc être encouragée à s'impliquer dans les débats et les campagnes contre le travail des enfants. La généralisation de la prise en compte du genre requiert la pleine participation des femmes dans toutes les sphères de la société. Toute organisation voulant intégrer le genre devrait aborder les questions liées à la prise en compte de l'opinion des femmes dans différents secteurs. Beaucoup de programmes font face au défi d'identifier les femmes comme des agents de changement qui peuvent contribuer en tant qu'expertes et participantes.

Le football, des fans aux joueurs en passant par les entraîneurs, est traditionnellement un domaine masculin. Pourtant, ces dernières années ont été témoin d'un revirement important – plus que jamais, les femmes assistent et jouent au football, et des familles entières assistent maintenant aux matches. L'intérêt pour le football féminin lui-même a augmenté.

Le football est un excellent rassembleur de foule, et l'enthousiasme général pour le jeu offre une nouvelle opportunité de transmettre le message de la campagne de l'IPEC «Carton rouge au travail des enfants» à des millions d'Africains. Le carton rouge qui est brandi par les arbitres à chaque violation grave des règles sur le terrain de football est l'un

⁴ Cette bonne pratique est basée sur la campagne de l'IPEC «Carton rouge au travail des enfants», lancée le 18 janvier 2002 à Bamako, Mali.

des symboles les plus reconnus dans le monde. La campagne «Carton rouge au travail des enfants» emprunte le symbolisme du carton rouge pour faire passer l'idée de l'inadmissibilité sociale du travail des enfants. La campagne a été lancée le 18 janvier 2002 à Bamako, pendant la Coupe d'Afrique des Nations, en présence du Président malien et avec le soutien de la Confédération africaine de football (CAF) et du Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (COCAN) 2002. Les partenaires étaient la CAF, le COCAN, la Fédération internationale de football association (FIFA), certains organes des Nations Unies et les médias. Les personnalités officielles, les arbitres, les footballeurs, les entraîneurs et des musiciens ont également contribué à la campagne.

Au Mali, une ONG connue sous le nom de CAFO (Coordination des associations et ONG féminines du Mali), qui a près de 5 000 membres, a permis de mobiliser le soutien à la campagne «Carton rouge au travail des enfants» à travers tout le Mali. Bien que la campagne ne soit pas à l'origine spécifiquement liée au genre⁵, un fort intérêt pour la question a émergé suite à l'implication de la CAFO.

Etapes clés dans le lancement de cette bonne pratique

La campagne d'information a consisté en trois éléments: un vrai «carton rouge», une chanson intitulée «Carton rouge» et une vidéo en trois formats différents (30 secondes, 2 minutes et 3 minutes). Un nombre d'activités liées à ces éléments ont été menées avec la CAFO durant la campagne «Carton rouge au travail des enfants» lors de la Coupe d'Afrique des Nations. La CAFO a organisé une marche de femmes à travers les rues de Bamako durant la compétition pour sensibiliser le public et les médias aux pires formes de travail des enfants. Les leaders importants des organisations et des institutions maliennes se sont également joints à la marche. Un manifeste contre le travail des enfants a été remis au ministre du Travail en présence d'autres autorités publiques.

Autres activités et événements:

- Un match de football féminin a été organisé à Bamako, durant lequel un groupe théâtral féminin pour le développement a joué des sketches liés au travail des enfants.
- La chanson «Carton rouge» a été chantée en français, en anglais et en lingala par Pierrette Adams, une chanteuse africaine, accompagnée par les musiciens ivoiriens de «Boncana Maiga».
- Plus de 50 responsables de la CAFO ont participé à un débat sur le rôle des femmes et des associations féminines dans la lutte contre le travail des enfants.
- Une fête culturelle – la «nuit du balafon» – a été organisée pour sensibiliser le public au problème du travail des enfants.
- Les filles domestiques ont attiré l'attention sur les conditions de travail difficiles qu'elles subissent.
- Des tee-shirts, des bannières, des panneaux d'exposition, des posters, des prospectus, des badges et des sifflets ont été largement distribués par la CAFO.

⁵ Le genre se réfère aux différences et aux relations sociales entre les hommes/garçons et les femmes/filles. Celles-ci sont acquises et varient considérablement d'une société, d'une culture et d'une époque à l'autre.

-
- La CAFO a fait danser et chanter d'autres groupes de femmes et d'enfants durant la Coupe d'Afrique des Nations.
 - Un humoriste africain bien connu a fait une improvisation sur le thème du «Carton rouge au travail des enfants».
 - Des messages de lutte contre le travail des enfants de joueurs et de célébrités ont été affichés à l'écran.

Pourquoi la campagne «Carton rouge au travail des enfants» est une bonne pratique pour la généralisation de la prise en compte du genre

Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer. Ce qui est particulier dans cette bonne pratique est que, sous le couvert de l'ONG CAFO, elle a impliqué les femmes – bien que les femmes soient communément perçues comme étant faiblement représentées dans un sport tel que le football. Ce fut une méthode pour intégrer les expériences des femmes et des filles dans une campagne utilisant le football, sport le plus populaire au monde, pour mettre en relief les questions liées au travail des enfants. La pratique montre que, même dans un domaine apparemment dominé par les hommes, il y a encore possibilité d'intégrer les femmes, d'utiliser leurs expériences et leurs compétences. En substance, une plus grande voix a été donnée aux femmes grâce à l'importance de leur participation à la campagne. Ainsi, la campagne «Carton rouge au travail des enfants» est incluse dans la catégorie 4 des approches de l'IPEC visant à intégrer les questions de genre dans toutes les activités – en permettant aux filles et aux femmes de s'exprimer.

Efficacité: la mobilisation des femmes autour de la campagne

Les membres de la CAFO ont fait un travail fantastique de mobilisation dans cette campagne.

La mobilisation est le processus de rassembler des personnes afin qu'elles discutent de problèmes communs et de solutions possibles. Elle conduit souvent à faire pression sur des réseaux et sur la population pour faire reconnaître certains problèmes. Grâce à la mobilisation, ces personnes deviennent plus fortes pour s'attaquer à une situation par elles-mêmes. Par exemple, des groupes peuvent se rencontrer pour discuter de leurs expériences, reconnaître des éléments de discrimination et d'oppression et développer des stratégies collectives pour faire face aux problèmes.

Une promotion efficace du changement social doit impliquer les femmes et les hommes. La participation des femmes nécessite pourtant un engagement plus actif des hommes et des institutions dominées par les hommes. A travers l'engagement de la CAFO dans cette campagne, les hommes et les institutions dominées par des hommes ont pu voir comment des centaines de femmes et de jeunes pouvaient animer des matches de football avec le slogan «Carton rouge au travail des enfants». En substance, un espace a été ouvert où les femmes ont pu s'organiser autour d'un problème commun. Cela a permis de créer une audience pour entendre les femmes, de même que plusieurs hommes, dans un domaine où les femmes sont souvent moins visibles.

Changement durable dans les attitudes envers les femmes

Suite à la campagne Carton rouge au cours de laquelle elles ont eu la pleine responsabilité de certains aspects d'une initiative aussi importante contre le travail des enfants, les participantes ont partagé le sentiment que leur confiance et estime de soi se sont améliorées. Les attitudes des hommes envers les femmes ont également changé. La contribution des femmes à la campagne aussi bien que leur capacité d'organisation et leur force de persuasion ont été reconnues par les hommes et largement louées.

Reproductibilité

Les leçons apprises concernant l'engagement des femmes – par exemple leur excellente capacité à mobiliser et à organiser – ont renforcé la conviction, chez ceux qui s'attellent à éradiquer les pires formes de travail des enfants, qu'il est important de s'associer avec les ONG féminines dans les campagnes futures. Etant donné le succès de la campagne «Carton rouge au travail des enfants» au Mali, des projets de reproduction de cette action, impliquant des groupes de femmes, sont en cours pour les principaux événements de football régionaux et internationaux à venir – entre autres le Championnat sud-américain des moins de 20 ans, en Uruguay (janvier 2003), la Copa America au Pérou (2004) et la Coupe du monde des femmes en Chine (septembre 2003).

Conditions nécessaires

- Une organisation de femmes fiable (CAFO) était déjà active au Mali.
- Les organisateurs de la campagne étaient confiants et capables de déléguer les activités principales de la campagne à la CAFO. Ils ont laissé le soin à la CAFO de s'occuper de l'organisation des événements comme elle le voulait.
- Réalisant l'importance potentielle de leur rôle dans la mobilisation de la population pour initier un changement social, les institutions publiques ont coopéré pour l'organisation de la campagne.
- Le soutien total des médias a été un élément important.
- Le soutien de personnalités et d'artistes célèbres et appréciés a fait de la campagne un événement populaire.

Pour plus d'informations:

Vidéo: Carton rouge au travail des enfants. Note d'information (IPEC, 14 mars 2002).

Brochure Carton rouge: *Manifeste de la CAFO: «Carton rouge au travail des enfants»*. Rapport de la campagne (final); communiqué de presse: «L'OIT brandit un carton rouge».

Contacts:

M^{me} Ouédraogo, Directrice IPEC/POL: ouedraogo@ilo.org.

M. Espinosa (IPEC/POL): espinosa@ilo.org; et M^{me} Montaldo (IPEC/POL, Chargée de la campagne): montaldo@ilo.org.

CAFO: M^{me} TRAORE Oumou TOURÉ, Secrétaire exécutive de la CAFO, Tél./fax: (223) 20-06-51, BP. 2774, Bamako; e-mail: woiyo@hotmail.com/woiyoo @ yahoo.fr; Sogoniko, Rue 114, Porte 590, Bamako.

4.3. Prévenir la traite des femmes et des enfants dans la région du Mékong: une approche participative

Niveau 3: Bonne pratique reproduite

Mots clés: approches participatives; égalité des sexes; rôle des parties prenantes; compétences et formation d'entrepreneurs; sensibilisation au statut de la femme; planification basée sur la communauté

Cette bonne pratique illustre comment l'insistance sur le développement participatif – donner à ceux qui n'ont souvent pas la possibilité de s'exprimer dans la planification de leur propre avenir une opportunité de donner leur point de vue – est vitale pour l'intégration des questions de genre et constitue une pratique de développement efficace⁶.

Description du problème et de la bonne pratique

La question du genre est très importante, aussi bien du côté de l'offre que de la demande, dans la traite des êtres humains à des fins commerciales. Dans beaucoup de sociétés asiatiques, par exemple, on attend des filles qu'elles sacrifient leur éducation et prennent de plus grandes responsabilités envers leurs parents et d'autres membres de la famille, alors que de telles concessions ne sont pas demandées aux garçons. Il est également généralement admis que les filles se marient et partent un jour du domicile, rapportant ainsi peu ou pas d'argent à leurs parents. Les filles sont ainsi souvent considérées comme un investissement relativement «peu rentable», et les envoyer travailler peut sembler comme la meilleure option. Les filles sont parfois considérées comme non indispensables ou comme un fardeau pour les foyers les plus pauvres. La législation et l'application des lois, en plus des règles informelles imposées par de nombreux contextes culturels, sont à l'origine de telles expressions d'inégalités entre hommes et femmes.

Tous les enfants victimes du trafic souffrent d'isolation familiale et communautaire, de peur et de traumatismes psychologiques conséquents à leur statut illégal, aux préjudices physiques et émotionnels, au manque d'éducation et à la perte de leur enfance. Par conséquent, les enfants victimes du trafic font généralement face à un avenir désastreux. Les filles victimes du trafic, cependant, souffrent encore plus étant donné les risques de grossesse, de maternité précoce et de maladies sexuellement transmissibles qui peuvent affecter leur capacité à avoir des enfants plus tard. De plus, les filles victimes du trafic ont souvent honte de leur activité sexuelle précoce (forcée ou non). Ces filles sont souvent rejetées quand elles reviennent dans leur famille ou dans leurs communautés avec un enfant ou avec des complications liées à leur capacité de conception. Sans acceptation familiale ou sociale, dans beaucoup de sociétés, leurs chances de mariage sont minimales et elles peuvent retomber par désespoir aux mains de trafiquants ou dans des situations d'exploitation (Boonpala et Kane, 2001)⁷.

⁶ Cette bonne pratique est tirée du projet sous-régional de l'IPEC de lutte contre la traite des enfants et des femmes de Mékong, phase 1, 1997-2002.

⁷ Ces deux paragraphes d'introduction sont adaptés de: Panudda Boonpala et June Kane, *Trafficking of children: The problem and responses world-wide* (2001). A preliminary version of a forthcoming report on the trafficking of children for distribution at the 2nd World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children, Yokohama, 17-19 déc. 2001.

Le Projet de l'IPEC sur la traite des enfants et des femmes (projet TICW) a commencé en 1997, et débute sa seconde phase en 2003⁸. Le projet couvre le Cambodge, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande, le Viet Nam et la province chinoise de Yunnan. Le projet vise à réduire la traite des enfants et des femmes dans la sous-région du grand Mékong. Cet objectif sera atteint grâce au renforcement des capacités, à une prise de conscience, à des conseils et à de l'assistance directe. Le projet est financé par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID), et est mené en collaboration avec le Programme de promotion des approches sexo-spécifiques de l'OIT (GENPROM) et le bureau régional de l'OIT à Bangkok (BAO) et l'Equipe multidisciplinaire de conseils de l'Asie de l'Est (EASMAT).

Le projet TICW a commencé avec la «phase de construction d'une plate-forme», qui a permis d'entreprendre une recherche active sur la situation de la traite des femmes et des enfants, y compris l'analyse des leçons apprises dans d'autres projets sur la traite. Des consultations régionales, avec une grande variété de parties prenantes, ont été organisées. Sur la base des analyses entreprises dans la phase préparatoire, des programmes d'action et des activités, y compris de l'assistance directe, ont été préparés. Des centaines de familles avec des enfants susceptibles d'être victimes du trafic ont bénéficié du projet TICW, à travers des programmes ciblés de génération de revenus, l'éducation et la formation de compétences, la microfinance et la sensibilisation. Certaines familles ont gagné suffisamment de revenus pour épargner et scolariser leurs enfants au lieu de les envoyer travailler.

Etapes clés de l'intégration du genre dans le projet TICW

- Des comités d'organisation nationaux sur la traite des femmes et des enfants ont été établis dans les pays participants.
- Des districts et des villages ont été choisis pour les interventions grâce à des données au niveau provincial. La collecte de données au niveau local s'est faite notamment avec des groupes de discussions qui abordent aussi bien les problèmes que les solutions, avec des enfants, des femmes et d'autres groupes. Des efforts spéciaux ont été fournis pour faire participer les femmes à ces groupes.
- Le projet TICW a profité de l'expérience du personnel du programme GENPROM de l'OIT, qui a la capacité de promouvoir l'égalité des sexes dans la création d'emplois.
- Le projet a également capitalisé, lorsque cela était possible, sur les services et les sources de données existantes, afin de documenter plutôt que de reproduire en double exemplaire les ressources disponibles.
- Des fonds ont été fournis pour l'assistance directe et les projets communautaires. Des projets de développement communautaires ont été développés dans les zones géographiques sélectionnées grâce à un processus participatif utilisant la technique objective de planification de projets, en prenant en compte le genre. Des comités de villages ont été mis sur pied grâce à une approche participative. Dans de nombreuses situations, il a été recommandé qu'au moins la moitié des membres de la communauté désignés dans chaque village soit des femmes (c'est-à-dire un quota pour assurer une représentation équilibrée). Beaucoup de projets communautaires portent en partie sur le développement de stratégies alternatives de moyens d'existence, la formation de compétences, la génération de revenus et l'éducation de base. Dans certaines régions,

⁸ Une évaluation de ce projet a été menée fin 2001.

des manuels de formation professionnelle commerciale et d'activités de génération de revenus pertinentes pour les femmes (et les hommes) ont été réalisés.

- En juillet 2002, une intervention pilote⁹ de soutien a été conçue pour permettre aux organisations partenaires de l'OIT de traiter les inégalités sexuelles plus systématiquement et pour sensibiliser la population à travers le renforcement des capacités et des réseaux relationnels. Des équipes de formation au genre et au travail des enfants ont été établies au niveau national. L'intervention pilote a développé et mis en place une évaluation des besoins de formation et des réseaux pour l'analyse de genre qui évalue les bonnes pratiques, les fossés, le matériel de formation existant, etc. La prochaine phase soutiendra des ateliers de formation de formateurs.

Pourquoi le projet TICW est une bonne pratique dans la généralisation de l'analyse de genre

Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer

Composante genre intégrée. Le projet TICW est considéré comme une bonne pratique car – d'après la phase de construction d'une plate-forme mentionnée plus haut – toutes les activités des programmes d'action comprennent une composante genre intégrée. La composante genre intégrée est largement due à la collaboration avec le programme GENPROM de l'OIT, qui agit pour des emplois meilleurs et plus nombreux pour les femmes et pour l'égalité des sexes¹⁰. En cherchant à combattre les inégalités existantes entre les sexes qui conduisent à la traite des femmes et des filles, le projet cible les femmes et les filles en leur proposant des formations professionnelles et de compétence au niveau du village. Le projet TICW a ainsi permis la création de nouveaux emplois, de moyens de subsistance alternatifs et une instruction juridique pour beaucoup de filles et de jeunes femmes susceptibles d'être victimes de la traite.

Accent mis sur le développement participatif. Le projet TICW est également inclus dans les bonnes pratiques d'intégration du genre car il insiste sur le développement participatif, qui est un élément vital des approches d'intégration du genre et de la pratique globale de développement. Nous avons ainsi classé le projet dans la catégorie d'action 4¹¹. Éviter les approches contrôlées par la hiérarchie dans les interventions de projet TICW est capital, et les parties prenantes au niveau local jouent un rôle important dans l'identification d'options réalistes de développement. Grâce à une approche de planification basée sur la communauté pour des projets d'assistance directe au niveau du village, le projet TICW donne aux filles et aux femmes une plus grande chance d'être impliquées. Leur participation dans la conception des activités est délibérément améliorée par des consultations directes. (Les approches participatives révèlent souvent des différences significatives selon les sexes. Au Cambodge, par exemple, les hommes

⁹ Dans le cadre du partenariat DFID/OIT.

¹⁰ L'égalité des sexes signifie que les droits, les responsabilités et les opportunités des hommes et des femmes/des filles et des garçons sont les mêmes.

¹¹ Le projet TICW met également l'accent sur des actions sexo-spécifiques pour les femmes et les filles, en initiant en même temps un processus de changement institutionnel dans les attitudes envers la traite des femmes et des filles au niveau national. Ici, cependant, nous mettons principalement l'accent sur l'approche participative du projet TICW et nous le classons donc dans la catégorie des bonnes pratiques permettant plus aux femmes et aux filles de s'exprimer en augmentant leur participation pour assurer que leurs points de vue sont pris en compte.

consultés dans deux villages accordaient la priorité à l'acquisition de vaches et à l'accès à l'irrigation, alors que les femmes des mêmes villages pensaient d'abord à la sécurité alimentaire, à l'acquisition de vaches, aux cultures alternatives de subsistance, à l'éducation pour les enfants et à plus d'informations sur la législation et les droits humains.)

Composante de sensibilisation. Le projet TICW est également une bonne pratique dans l'intégration du genre parce qu'il a une composante de sensibilisation au statut des femmes et des filles. Le projet collabore avec les autorités nationales et provinciales dans le changement des attitudes envers le statut des filles et des femmes vulnérables à la traite. Dans la province chinoise de Yunnan, par exemple, à la suite d'une formation dans la préfecture de Simao, la participation des femmes au congrès communal a augmenté de 20 à 30 pour cent, et les traditions qui veulent que les femmes et les hommes soient séparés lors des repas chez certains groupes ethniques minoritaires ont été modifiées par consensus, et dorénavant les deux sexes mangent ensemble.

Innovante: accent mis sur la participation des parties prenantes

La consultation d'une grande variété de parties prenantes est un élément phare du projet TICW – une approche innovante dans certains pays de la région. Outre les parties prenantes locales et les familles dans lesquelles se trouvaient des enfants et des femmes vulnérables à la traite, les participants venaient également des gouvernements national, provincial et de district, d'autres agences des Nations Unies¹², de l'équipe de l'IPEC elle-même et d'autres départements de l'OIT [GENPROM, BAO/EASMAT, Start and Improve Your Business (Fonds de création et de croissance d'entreprises), the Small Enterprise Development Programme (Programme de développement des PME), et l'Unité des finances sociales], des organisations de travailleurs et d'employeurs. Les avantages de cette approche très large des parties prenantes sont notamment:

- une compréhension améliorée de la complexité de la traite et des problèmes de genre qui y sont liés;
- un meilleur choix des régions d'origine de la traite;
- un sentiment «d'appropriation» concernant le problème de la traite chez plusieurs parties prenantes; et
- une plus grande participation des parties prenantes dans le processus.

Reproductibilité

Le projet TICW est un modèle qui montre comment les initiatives nationales, en utilisant des compétences nationales, peuvent être planifiées et développées dans le cadre d'une entreprise sous-régionale plus vaste. Un grand nombre de recherches, de bonnes pratiques, d'analyses de leçons apprises et d'informations partagées signifient que le projet peut rapidement évoluer et changer de direction pour suivre les changements des conditions et des rôles sexo-spécifiques. Le gouvernement chinois a déjà reproduit le modèle du projet TICW de Yunnan dans d'autres provinces. Ce modèle a également

¹² Les agences des Nations Unies comprenaient la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), le Projet interagence des Nations Unies contre le trafic des enfants (UN-IAP) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

inspiré des actions de lutte contre le travail des enfants en Afrique centrale et de l'Ouest, en Europe de l'Est et en Amérique latine, et il a été reproduit dans certains pays.

Durabilité et efficacité du projet TICW

Un des résultats du projet TICW a été un plus grand activisme et un plus grand engagement pour aborder la question de la traite des femmes et des enfants, notamment la participation volontaire dans les activités du projet et la mobilisation d'une grande alliance de partenaires. Le développement de réseaux a renforcé les capacités nationales à lutter contre la traite des femmes et des enfants. En République démocratique populaire lao et dans la province de Yunnan, en Chine, par exemple, il n'existait pas d'organisations nationales travaillant sur la traite avant le projet TICW. Toutes les interventions du projet ont des éléments de suivi pour assurer que les ressources sont utilisées de manière à maximiser leur impact. Par exemple, lorsque des initiatives similaires existent dans la même région, des liens sont établis pour éviter que les efforts soient faits en double. Les ressources financières et techniques sont alors réunies avec celles d'autres agences telles que l'UN-IAP et l'ESCAP.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- La mise en place du modèle exige un engagement politique. Les démarches pour réduire la traite nécessitent un attachement à l'amélioration du statut des femmes et des filles. Un cadre de travail clair pour le projet TICW était en place, avec des comités d'organisation incluant des fonctionnaires de haut niveau provenant de la primature et des ministères tels que celui du Plan.
- Les autorités provinciales ont fait preuve de bonne volonté en soutenant et en déléguant le pouvoir aux niveaux inférieurs, ce qui a été vital pour des approches participatives efficaces.
- Du temps a été consacré à la participation locale, ce qui est une reconnaissance que souvent des efforts plus importants sont nécessaires pour encourager la participation des femmes.
- Une équipe de projet permanente très motivée était nécessaire. La formation d'une telle équipe visait à soutenir des efforts sur le long terme plutôt que des événements sans lendemain. Le renforcement des capacités dans l'analyse de genre était important pour tout le personnel. Travailler avec des partenaires qui avaient de l'expérience dans la mise en œuvre opérationnelle de l'égalité des sexes était également important.
- La coordination était essentielle. Les agences internationales étaient disposées à travailler ensemble plutôt qu'en compétition les unes contre les autres.
- Le renforcement des capacités a été fait par une utilisation efficace des médias dans le soutien à la mobilisation pour des changements dans les politiques et attitudes.
- Les activités génératrices de revenus se sont révélées viables, étant donné qu'elles étaient basées sur une véritable analyse marketing et qu'elles répondaient à de vraies demandes économiques.

Pour plus d'informations sur le projet TICW:

ECPAT international good practices in combating the commercial sexual exploitation of children (Les bonnes pratiques internationales de l'ECPAT dans la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants). http://www.ecpat.net/eng/CSEC/good_practices/trafficking_mekong.asp.

Combating trafficking of women and children in South Asia: Mainstreaming anti-trafficking initiatives in the ADB's poverty reduction operations (Lutte contre la traite des femmes et des enfants en Asie du Sud: l'intégration des initiatives de lutte contre la traite dans l'éradication de la pauvreté de la Banque asiatique de développement). <http://www.adb.org/Gender/reta5948.asp>.

Panudda Boonpala et June Kane: *Trafficking of children: The problem and responses world-wide* (Geneva, ILO/IPEC, 2001) (Traite des enfants: problèmes et actions dans le monde). www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/publ/childtraf/trafficking.pdf.

Contacts:

IPEC/GENPROM Mekong Sub-regional Project to Combat Trafficking in Children and Women (TICW Project), International Labour Organization, 2nd floor, UN Service Building, Rajdamnern Nok Avenue, Bangkok, Thailand. Tél. +66 2 288 2218; fax +66 2 280 3063; e-mail: kwantawan@ilobkk.or.th. Site web: <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/child/trafficking/>.

M. Herve Berger, CTA TICW Project: bergerh@ilobkk.or.th; tél. 66-2-288-1722, et M. Hans van de Glind, Deputy Project Manager: vandeglind@ilobkk.or.th. M^{me} Eriko Kiuchi, Associate Expert: kiuchi@ilobkk.or.th.

Le site web du Programme de promotion des approches sexo-spécifiques de l'OIT: <http://www.ilo.org/public/french/employment/gems/partner.htm>.

M^{me} Lin Lean Lim (Director): lim@ilo.org.

4.4. Création d'espaces féminins de rencontre et de recherche sur les risques de la traite en Chine

Niveau 2: Pratique démontrée avec succès

Mots clés: prévention de la traite; échange d'informations; renforcement des réseaux relationnels; les femmes dans les prises de décisions; stratégies d'égalité impliquant les hommes; sensibilisation; participation; formation

Les Maisons pour femmes (province de Yunnan, Chine) décrites dans cette bonne pratique¹³ constituent d'excellents lieux de discussions et de rencontres. Elles donnent aux populations à risque un forum d'échanges qui leur permet de connaître les problèmes liés à la traite et de discuter librement de leurs peurs et raisons de migrer.

Description du problème et de la bonne pratique

Les populations des zones rurales, et particulièrement les femmes, ont souvent peu d'endroits officiels pour des activités collectives, elles ont ainsi rarement l'occasion d'échanger des informations et des idées. C'est particulièrement pertinent parce que discuter des expériences positives et négatives de travail et de la vie en dehors d'un lieu géographique restreint – surtout pour une personne qui n'a pas eu grand contact avec le monde extérieur auparavant – est souvent perçu comme la seule manière de s'évader du foyer. Pour les filles, en particulier, travailler hors de la maison semble offrir un potentiel d'indépendance, la possibilité de faire des rencontres et de connaître le monde extérieur.

Beaucoup de femmes et de filles commencent à travailler pour contribuer économiquement à la vie familiale, avec souvent un espoir de se marier ensuite. Pour certaines filles, partir pour travailler est souvent une option attirante, et même fascinante, qui leur évite de rester cloîtrées dans le foyer familial. Dans de nombreuses cultures, rester à la maison signifie un engagement social limité et une vie relativement ennuyeuse.

Les populations rurales, cependant, manquent souvent d'informations exactes sur ce qu'est le «monde extérieur». Les employeurs potentiels – la plupart étant des trafiquants s'enrichissant sur le dos des victimes – mentent souvent aux femmes et aux enfants des zones rurales. Les femmes en particulier n'ont pas accès à l'information. Elles ont souvent un niveau d'instruction inférieur à celui des hommes et se réfèrent à d'autres sources d'information. Un élément fondamental du succès des stratégies de prévention est de déterminer la manière dont les informations nécessaires concernant la traite peuvent atteindre de manière efficace les populations les plus exposées.

Les Maisons pour femmes¹⁴, qui sont des lieux de partage d'informations, ont été établies dans 12 villages des comtés de Jiangcheng et Menghai, dans les préfectures de Simao et Xishuangbanna, province de Yunnan, en Chine, en novembre 2001. Ces maisons

¹³ Cette bonne pratique est un élément du projet sous-régional du Mékong pour combattre le trafic d'enfants et de femmes (TICW Project), phase 1, 1997-2002. Il est mené sous l'égide du Project's Awareness Raising and Publicity Campaign.

¹⁴ Le terme «Maison pour femmes» est préféré à celui de «Centre pour femmes» parce que «centre» a une connotation plus officielle que «maison».

faisaient partie de l'aspect sensibilisation du projet TICW. Le but du projet¹⁵ était de prévenir la traite par la création d'emplois, l'éducation, la formation professionnelle et le renforcement des programmes et des bonnes pratiques existantes¹⁶. Les maisons établies ont fourni un lieu où:

- les villageois, et particulièrement les femmes, peuvent échanger des idées;
- les villageois discutent des réussites et des leçons apprises concernant l'amélioration de la récolte et de l'élevage;
- la communauté se rencontre et discute de la meilleure manière d'éviter la traite;
- des divertissements sont organisés, des programmes éducatifs sont proposés et du matériel de lecture est mis à disposition;
- les villageois échangent des informations sur la commercialisation de leurs produits; et
- l'oisiveté est réduite grâce à ces lieux de socialisation, d'apprentissage et de rencontre.

Etapes clés dans la réalisation de cette bonne pratique

Le concept de Maisons pour femmes est antérieur au projet TICW. La Fédération des femmes et quelques gros villages avaient déjà de telles institutions. Le projet TICW s'est contenté de cibler des villages où il existait des populations à risque pour la traite.

L'idée d'établir des Maisons pour femmes a été discutée avec les autorités des comtés, des communes et des villages avec le soutien des différentes organisations qui ont contribué à les mettre en place. Les comités de villages ont généralement donné les locaux, alors que les Bureaux de l'agriculture et de la justice ont fourni l'équipement des bibliothèques. La Fédération locale des femmes a fourni divers matériels et a pris le soin de faciliter l'utilisation des Maisons pour femmes pour des activités liées à la prévention de la traite des femmes et des enfants. Le projet TICW a fourni des chaises, des tables et du matériel audiovisuel utilisé dans la formation communautaire.

Pourquoi la mise en place des Maisons pour femmes est une bonne pratique pour la prise en compte du genre

Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer. Cette bonne pratique permet de maintenir le problème de la traite des femmes et des enfants dans le programme politique des villages de la province de Yunnan. Les Maisons pour femmes, en tant que lieux de partage d'informations, sont une bonne pratique parce que ces établissements donnent aux femmes un forum pour:

- se faire entendre;

¹⁵ Les autres pays couverts par ce projet sont le Cambodge, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam. Ce projet, financé par le DFID, vise à renforcer la prise en compte du genre par des actions pilotes.

¹⁶ Une évaluation de ce projet a été menée fin 2001.

-
- discuter des préoccupations concernant d'éventuels emplois hors de la région;
 - discuter entre elles ou avec les membres de la communauté de la question d'une mesure contre la traite; et
 - bénéficier de soutien pour développer leurs opportunités et leurs compétences (cela s'applique aux hommes également).

Les projets participatifs efficaces ne peuvent aboutir que dans des environnements favorables. Les Maisons pour femmes fournissent de tels environnements pour encourager la solidarité sur la question de la traite des êtres humains. Nous avons inclus cette pratique dans la catégorie 4 parce qu'elle offre des forums pour que les filles et les femmes s'expriment, ce qui permet d'assurer que leurs intérêts et points de vue sont pris en considération.

Les hommes et les femmes ont souvent des rôles différents dans la société et peuvent donc avoir des besoins différents. Beaucoup trop souvent, les préoccupations des femmes – aussi bien que celles des individus d'autres groupes sociaux marginalisés parce qu'ils sont moins expressifs ou moins éloquents, et donc «invisibles» ou considérés comme négligeables – sont oubliées dans le processus de planification global. Les efforts pour s'attaquer à des problèmes tels que la traite doivent reconnaître les besoins respectifs des hommes et des femmes, leurs faiblesses et leurs qualités dans le contexte plus large de la culture, de l'âge, de l'appartenance ethnique, de la race, de la religion et des opportunités économiques. Les Maisons pour femmes constituent un lieu où les besoins des femmes – en particulier les mesures qui évitent aux femmes et aux filles de devoir quitter leur village pour chercher du travail – peuvent figurer au premier plan.

Auparavant, les villages cibles manquaient de lieux publics où les femmes pouvaient se rencontrer pour discuter des questions communautaires. Les femmes ont très bien accueilli ces endroits où elles-mêmes et les filles du village peuvent se rencontrer facilement pour discuter de préoccupations sociales, telles que les facteurs qui les conduisent à quitter le village et les questions d'égalité des sexes. Ces maisons constituent également des lieux de formation à des solutions alternatives de génération de revenus.

En effet, les Maisons pour femmes ont attiré toute la communauté, illustrant le fait que les activités et le comportement des femmes et des hommes sont totalement interdépendants, et que les femmes ne peuvent être considérées séparément des hommes. Les maisons ont en général facilité l'amélioration de la communication entre les individus dans les villages et entre les Maisons pour femmes dans différents villages.

Pertinence dans la prévention contre la traite

De nombreuses activités sont entreprises dans les Maisons pour femmes. Les villageois qui souhaitent quitter le village peuvent, par exemple, visionner une vidéo de promotion de l'emploi légal, développée en collaboration avec le projet sous-régional du Mékong de l'OIT de lutte contre la traite des enfants et des femmes. Les questions de conseil juridique, l'information sur les opportunités d'emploi et la formation en gestion de projet figurent parmi les activités proposées. (Le dernier élément permet notamment aux villageois de gérer eux-mêmes des aspects du projet Mékong de l'OIT.) Des vidéos contenant des informations du Département du travail et de la Fédération des femmes sont diffusées et disponibles pour être visionnées. Des informations sur l'agriculture et l'élevage des animaux sont aussi disponibles. Une bibliothèque est également à disposition. Quelques-unes des Maisons pour femmes organisent des événements et des divertissements culturels au cours desquels sont montrés des informations et des films provenant de tout le pays.

L'activité des Maisons pour femmes dans le comté de Menghai

Dans le comté de Menghai, les Maisons pour femmes organisent des activités formelles deux fois par semaine. Depuis que ces maisons ont été créées, 18 sessions de formation sur la prévention de la traite humaine et la sensibilisation ont été organisées par la Fédération des femmes du comté, et 3 356 villageois ont participé aux sessions de formation sur la loi de la protection des droits et des intérêts des femmes, l'égalité des sexes et la prévention de la traite. Concernant les activités liées à la génération de revenus, le Bureau de l'agriculture a tenu six sessions de formation pour 430 participants sur la réforme des cultures de thé à faible rendement; trois sessions de formation sur la canne à sucre pour 450 participants; et six sessions de formation de compétences sur les 502 variétés de riz paddy du Diantun. Toutes ces activités avaient pour but d'augmenter le revenu des familles et d'éviter d'envoyer des personnes travailler ailleurs.

Le Bureau de justice du comté a également organisé une formation d'instruction juridique à la Maison pour femmes; le Bureau de l'éducation a mis en place des équipes volontaires d'étudiants pour faire de la sensibilisation; et le Bureau du travail et de l'emploi du comté, avec l'aide des départements du travail et de l'emploi, a donné des informations sur l'emploi et sur la manière de migrer légalement.

Efficacité et impact

Les Maisons pour femmes sont situées dans le village administratif de chaque comté. Ce n'est pas forcément pratique pour ceux qui vivent loin, particulièrement pour les personnes âgées ou très jeunes. Cependant, ceux qui fréquentent les maisons sont généralement les jeunes femmes et hommes.

La plupart de ces jeunes sortent directement de l'école et sont célibataires, et donc plus susceptibles de quitter le village. Les formations et les activités qui ont pour objectif de créer des échanges entre les villageois, ainsi que les activités de divertissements sont élaborées pour cibler ce groupe en particulier. L'objectif principal est de leur éviter de devenir victimes de la traite.

Dans le comté de Jiangcheng, les agences partenaires de l'OIT ont rapporté que les Maisons pour femmes ne servent pas seulement de lieux de formation et d'échange d'informations pour le village, mais constituent les bases solides d'une mise en œuvre progressive du projet national TICW de l'OIT. Des discussions sur les facteurs conduisant à la traite et les mesures préventives sont organisées. Des informations sur la commercialisation sont également échangées, à savoir les nouvelles actualisées sur les produits agricoles qui se vendent bien, les prix et comment ces produits peuvent être efficacement promus. D'autres sujets de discussion portent sur les étrangers qui visitent le village, notamment s'ils sont connus pour pratiquer la traite de femmes et d'enfants.

Les personnes ayant bénéficié du projet TICW de l'OIT sous forme d'assistance directe font état de changement dans leur vie grâce aux Maisons pour femmes. Cette initiative se révèle particulièrement efficace lorsque les villageois réalisent et présentent des spectacles de sensibilisation sur le trafic des êtres humains. Ces représentations poussent de plus en plus de personnes à participer aux activités à venir. Une représentation a attiré plus de 1 000 personnes à la Maison pour femmes du village de Liangmahe dans la commune de Baozang.

Le bien-fondé d'une éducation plus approfondie est souvent discuté. Les écoles ont conçu des brochures sur des sujets intitulés: «Je veux aller à l'école» et «Les filles ont les mêmes droits que les garçons». Travailler directement avec les enfants s'est d'ailleurs révélé très efficace pour sensibiliser à la traite. Dans certains villages, des équipes de projet, constituées par les Maisons pour femmes, ont mené des études qui ont aidé à identifier des éléments négatifs et positifs dans la communauté. Les discussions futures concerneront peut-être des sujets qui traitent de la manière dont les trafiquants piègent les villageois, des inégalités entre les hommes et les femmes qui motivent les jeunes filles à quitter le domicile, des nouvelles manières de générer des revenus.

Reproductibilité

Les Maisons pour femmes sont devenues si populaires dans les villages cibles que 53 autres ont été établies dans les villages voisins à travers le pays. Des efforts sont actuellement en cours pour en mettre en place dans d'autres régions de la province de Yunnan.

Durabilité

Les Maisons pour femmes semblent répondre à de nombreux problèmes liés à la traite. Elles constituent notamment un cadre d'action communautaire contre la traite, un forum pour les activités communautaires (telles que les représentations théâtrales sur la prévention de la traite), un lieu d'interactions sociales (contre le problème de l'oisiveté). La probabilité que ces maisons perdurent après le projet TICW de l'OIT se trouve ainsi élevée. Cependant, l'administration locale des villages devra alors continuer à fournir un soutien, tel que payer la facture d'électricité, ce qui pourrait affecter la durabilité du projet.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Un cadre de projet global, avec des buts et des objectifs précis – dans ce cas le projet TICW –, était déjà en place.
- Chaque village a fourni un bâtiment pour la Maison pour femmes.
- Les autorités locales ont accepté de payer les frais généraux.
- Des fonds ont été fournis pour l'achat des meubles de base, tels que les tables et les chaises, et du matériel audiovisuel.
- Un bon organisateur social doit être disponible. La Fédération locale des femmes a joué ce rôle dans la province de Yunnan, en organisant les Maisons pour femmes et en maximisant leurs activités autour de la prévention de la traite.
- Il y a eu une volonté de s'étendre à plus de villages éloignés où les femmes et les enfants susceptibles d'être victimes du trafic sont invisibles.
- Une étroite collaboration entre les bureaux officiels concernés a été indispensable pour fournir les outils nécessaires pour les questions telles que l'égalité hommes-femmes; la sensibilisation concernant la prévention de la traite; des alternatives de génération de revenus (dans la province de Yunnan, les Bureaux de l'agriculture et du travail); les questions de santé (par exemple la prévention contre le VIH/SIDA); les questions légales (Bureaux de justice et de sûreté publique).

Site web du Programme de promotion des approches sexo-spécifiques de l'OIT:

[Http://www.ilo.org/public/english/employment/gems/partner.htm](http://www.ilo.org/public/english/employment/gems/partner.htm) (en anglais).

M^{me} Lin Lean Lim, Directrice: genprom@ilo.org; M^{me} Theresa Smout: smout@ilo.org.

Pour plus d'informations sur le projet TICW:

ECPAT international good practices in combating the commercial sexual exploitation of children.
http://www.ecpat.net/eng/CSEC/good_practices/trafficking_mekong.asp.

Combating trafficking of women and children in South Asia: Mainstreaming anti-trafficking initiatives in ADB's poverty reduction operations. <http://www.adb.org/Gender/reta5948.asp>.

Contacts:

M^{me} Zhu Huie, Provincial Project Coordinator.

M^{me} Jinghong Zhang, Project Secretary.

Kunming Project Office, ILO TICW Project.

Yunnan Provincial Women's Federation

27# Xibalu Road, Milesi District, Kunming, Yunnan Province, P.R.C 650032.

Tél. +86-871-4107795; fax +86-871-4195108.

E-mail: iloctpo@public.km.yn.cn.

IPEC/GENPROM Mekong Sub-regional Project to Combat Trafficking in Children and Women (TICW Project),
International Labour Organization, 2nd floor, UN Service Building, Rajdamnern Nok Avenue, Bangkok,
Thailand.

M. Herve Berger, CTA/Project Manager: bergerh@ilobkk.or.th.

M. Hans van de Glind, Deputy Project Manager: vandeglind@ilobkk.or.th.

M^{me} Eriko Kiuchi, Associate Expert: kiuchi@ilobkk.or.th.

Tel. +66 2 288 2218; fax +66 2 280 3063.

Website: <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/child/trafficking/>.

4.5. La parole aux enfants à la Consultation nationale des parties prenantes contre les pires formes de travail des enfants au Népal

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: programme assorti de délais; parties prenantes; le genre et l'élaboration de politiques; travail préparatoire et genre

Cette bonne pratique a permis aux filles et garçons travailleurs marginalisés du Népal de s'exprimer lors d'une consultation de parties prenantes¹⁷. Leurs points de vue ont été délibérément sollicités lors d'une évaluation rapide et les enfants ont été invités à participer aux ateliers préparatoires qui ont contribué au plan global de lutte contre le travail des enfants au Népal.

Description du problème et de la bonne pratique

Inclure un grand nombre de parties prenantes dans la conception d'un projet constitue la base d'une participation efficace. En effet, l'opportunité d'exprimer leurs intérêts respectifs aide ceux qui sont impliqués à mieux comprendre le contexte dans lequel se développe le travail des enfants.

Une analyse de parties prenantes doit intégrer tous ceux qui sont directement ou indirectement concernés ou affectés par le travail des enfants, notamment ceux qui peuvent influencer des changements au niveau national. Une réunion ultérieure impliquant un grand ensemble de parties prenantes peut aider à assurer que les programmes contre le travail des enfants se déroulent comme prévu. L'analyse des parties prenantes peut être efficacement utilisée à tout moment mais elle est plus efficace lorsqu'elle est introduite dans les premières étapes de la planification des actions.

Pour assurer l'intégration des questions de genre dans les programmes contre le travail des enfants et dans l'élaboration des politiques pour éradiquer les pires formes de travail des enfants, les parties prenantes doivent avant tout intégrer dans toutes les discussions prévues ceux qui, au niveau national, peuvent représenter les questions d'égalité des sexes dans le travail des enfants. Ces personnes, de plus, doivent rester en contact étroit avec ceux qu'elles représentent. Elles peuvent ainsi informer d'autres parties prenantes clés impliquées dans l'élaboration de politiques liées aux questions d'égalité des sexes. Ceux qui représentent d'autres questions majeures liées au travail des enfants doivent être conscients des problèmes de genre dans leur propre domaine de spécialisation. Ils doivent également être capables de reconnaître ces questions d'égalité des sexes qu'ils ont la possibilité de changer.

Dans certains cas, un gouvernement national peut avoir un plan d'action défini pour les questions de genre qui concernent différents ministères. Souvent, les plans liés aux questions de genre peuvent plutôt concerner le ministère des Affaires féminines ou le ministère des Affaires sociales, de même que les bureaux chargés des questions de genre (s'ils existent) ou des points focaux genre dans d'autres ministères, tels que celui de l'Agriculture, du Travail, de l'Industrie ou du Commerce. Sans tenir compte de la structure

¹⁷ Cette bonne pratique a été menée en 2000-01 au Népal, un pays participant aux approches intégrées et assorties de délais pour éradiquer les pires formes de travail des enfants. La Consultation nationale des parties prenantes s'est tenue en mai 2001.

nationale, le défi majeur est d'assurer que tous les ministères intègrent les questions de genre. A cette fin, les questions d'égalité des sexes doivent être fermement incluses dans le programme de tous les groupes de travail, réunions et consultations concernant les questions du travail des enfants.

Les «programmes assortis de délais» constituent les nouvelles initiatives phares de l'IPEC. Ils visent à prévenir et à éventuellement éradiquer les pires formes de travail des enfants dans une période de temps définie. Grâce à ces programmes, l'IPEC aidera les pays à identifier les priorités et les options politiques, et à mobiliser les ressources locales et externes pour lutter contre le travail des enfants.

Le Népal est l'un des trois pays sélectionnés dans le monde pour le développement et la mise en œuvre d'un programme assorti de délais. Le processus initial comprend une consultation nationale des parties prenantes, et l'IPEC a organisé une consultation de trois jours à Katmandou, du 8 au 10 mai 2001. Les objectifs étaient de:

- établir une appropriation nationale du programme assorti de délais;
- s'assurer du concours des organisations nationales et internationales dans le développement du projet;
- identifier les groupes et domaines cibles prioritaires pour la mise en œuvre du programme; et
- établir des priorités dans les stratégies du programme.

La Consultation nationale des parties prenantes comprenait des exposés d'experts nationaux et des représentants de l'IPEC ainsi que des sessions thématiques de groupes de travail et des séances plénières.

Suite à la Consultation nationale des parties prenantes au Népal, le document de mise en œuvre du programme assorti de délais a été préparé. Il stipulait que l'inégalité des sexes était maintenant reconnue et devait être considérée comme une cause potentielle des pires formes de travail des enfants. Le genre allait être dorénavant explicitement pris en considération et représentait une opportunité de changement sur le long terme dans le travail des enfants. Ceux qui représentaient les filles et les garçons travailleurs ont été pleinement impliqués dans l'élaboration globale du programme assorti de délais.

Etapes clés dans l'intégration du genre dans le programme assorti de délais

Intégrer le genre dans les groupes de discussion était une décision importante prise par les organisateurs de la consultation des parties prenantes. Elle a nécessité des connaissances profondes suffisantes des problèmes nationaux de genre dans le travail des enfants.

Les préparatifs de la Consultation nationale des parties prenantes et du programme assorti de délais comprenaient entre autres:

- Les évaluations rapides ciblant les enfants portiers, chiffonniers, victimes de la traite, esclaves et domestiques. Chaque type de travail a été documenté séparément.

-
- Entre autres activités¹⁸, un atelier a été organisé pour assurer la généralisation de la prise en compte du genre dans les programmes assortis de délais avec la participation de toutes les parties prenantes depuis le terrain jusqu'aux institutions centrales. Pour la première fois, les filles travailleuses ont participé à un de ces ateliers, permettant aux participants d'écouter les enfants les plus marginalisés.
 - Le travail de groupe durant la véritable consultation de trois jours comprenait des débats sur l'intégration du genre dans le programme assorti de délais. Les cinq autres sujets thématiques débattus étaient la réduction de la pauvreté, la politique de l'emploi et du social, l'éducation et la formation, la législation et son application, et la mobilisation sociale. Chacun de ces sujets intégrait également les questions de genre.

Pourquoi c'est une bonne pratique d'intégration du genre

Permettre aux filles et aux femmes (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer. La Consultation nationale des parties prenantes est une bonne pratique parce que, durant toute sa phase préparatoire, elle fait un réel effort pour intégrer les questions de genre. En outre, pendant la véritable réunion de consultation, l'intégration du genre est restée un thème explicite dans la préparation du programme assorti de délais.

Le processus global de consultation des parties prenantes sur le programme assorti de délais au Népal a permis aux filles et aux garçons travailleurs de s'exprimer durant l'évaluation rapide et l'atelier préparatoire, et indirectement – à travers les parties prenantes qui avaient écouté leurs points de vue avant la consultation – à la véritable consultation des parties prenantes. Nous avons classé la pratique dans la catégorie 4 des actions de l'IPEC, nécessaires pour intégrer le genre dans le processus de toutes les activités – permettre aux filles et aux femmes, et aux groupes marginalisés, de s'exprimer en augmentant leur participation dans les programmes.

Efficacité

Intégrer le genre à tous les niveaux du processus de planification du programme assorti de délais, destiné à éradiquer le travail des enfants, a été une stratégie très efficace. Son impact est évident dans les directives pour la mise en œuvre du programme. Cependant, il reste à savoir, lors de l'évaluation, si le genre est intégré de manière efficace dans le processus réel de la mise en œuvre.

Une attention novatrice sur les parties prenantes

Outre les gouvernements, diverses parties prenantes sont impliquées dans la conception et la mise en œuvre des politiques concernant le travail des enfants. Les organisations d'employeurs et de travailleurs, les organisations multinationales, les coopératives et les ONG jouent toutes un rôle dans leur domaine respectif. Identifier un

¹⁸ Les autres activités comprenaient la délégation d'analyses politiques concernant l'éducation, la législation, la pauvreté et la décentralisation; des dialogues politiques avec les ministères clés du gouvernement; des séminaires pour sensibiliser la société civile; cinq ateliers de consultation régionale dans différentes parties du pays, au cours desquels les problèmes liés à la question du travail des enfants ont été largement débattus. Des recommandations ont été faites aux participants au niveau du district concernant les mesures possibles pour éradiquer les pires formes de travail des enfants. Enfin, deux réunions préconsultatives ont été tenues avec les organisations d'employeurs et de travailleurs pour intégrer leurs recommandations dans la conception du programme.

nombre diversifié de parties prenantes pour des activités particulières nécessite de savoir évaluer quels intérêts les différents participants ont dans le processus. Le succès des initiatives liées au travail des enfants dépend, en dernier ressort, de l'interaction entre toutes les parties prenantes présentes, chacune poursuivant ses propres objectifs et intérêts.

C'est pourquoi il était important que la Consultation nationale des parties prenantes au Népal comprenne des personnes – dans ce cas du ministère de la Femme, de l'Enfant et des Affaires sociales – qui s'occupent directement des questions de genre. De plus, il était essentiel d'assurer que ceux qui représentaient les filles et les garçons travailleurs étaient impliqués dans la conception globale du programme assorti de délais. Les parties prenantes qui n'accordaient pas habituellement de l'importance aux questions de genre dans leur mandat ont fini par en faire une priorité après cette consultation. Les organisateurs ont dû faire preuve d'adresse dans leur manière de procéder et ont ainsi permis d'identifier les objectifs communs, de construire des coalitions. Ils ont joué un bon rôle de médiateurs en facilitant un dialogue productif entre les nombreuses parties prenantes et les défenseurs du genre.

Pertinence

Les informations sur les problèmes de genre dans le travail des enfants au Népal ont été efficacement transmises grâce à :

- l'atelier préparatoire sur la généralisation de la prise en compte du genre dans le programme assorti de délais; et
- le travail de groupe durant la Consultation nationale des parties prenantes sur la généralisation de la prise en compte du genre dans le programme assorti de délais.

Durant la phase préparatoire, par exemple, l'atelier sur la généralisation de l'analyse de genre a contribué à établir des structures capables de faire véhiculer les informations sur la situation réelle des filles en activité sur le terrain, dans les organisations actives dans la lutte contre le travail des enfants. Pendant la Consultation nationale des parties prenantes, ces informations ont été apportées aux véritables décideurs politiques.

Suite aux discussions de groupe, aux présentations et aux séances plénières, les résultats du travail de groupe se rapportant à la manière d'intégrer le genre dans le programme assorti de délais ont été incorporés dans la stratégie globale du programme. L'utilisation des médias, par exemple, a été recommandée comme moyen d'augmenter la prise de conscience générale des droits des femmes et des enfants. D'autres propositions recommandaient un salaire minimum dans le secteur agricole et des salaires égaux pour des valeurs égales.

Intégrer le genre, c'est supposer prendre en compte la nécessité de programmes ciblant spécifiquement les filles. Par conséquent, de tels programmes ont été inclus dans la stratégie globale du programme. Un moyen de protection sociale doit être développé pour les enfants, particulièrement les filles qui travaillent dans des secteurs cachés.

Durabilité

Pour assurer une appropriation du processus, des parties prenantes clés dans l'élaboration de politiques ont été impliquées, avec d'autres groupes concernés par la lutte contre les pires formes de travail des enfants. En abordant constamment le genre comme une question clé, cela a permis de ne pas classer le «genre» dans une catégorie distincte de problèmes. Il a été reconnu que, pour que le programme assorti de délais puisse

efficacement éradiquer le travail des enfants, la question de genre devrait être débattue de façon régulière.

Reproductibilité

D'autres programmes assortis de délais doivent maintenant reproduire le processus consistant à organiser une réunion pour garantir l'intégration du genre dans le programme et à intégrer les questions de genre dans un travail de groupe menant au développement de stratégies et de mesures de mise en œuvre. A ce jour, seulement trois programmes assortis de délais ont été établis. Cependant, la publication de l'IPEC *An integrated and time-bound approach: A guide for governments, employers, workers, donors, and other stakeholders* (Approche intégrée et assortie de délais: un guide pour les gouvernements, les employés, les travailleurs, les donateurs et autres parties prenantes) (2001) traite de la généralisation de l'analyse de genre et de l'intégration du genre dans les programmes assortis de délais¹⁹, ce qui signifie que la pratique de l'intégration du genre peut être reproduite.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Le personnel clé de l'IPEC et de ses partenaires et les principaux décideurs politiques nationaux ont montré une volonté politique d'intégrer le genre comme variable importante.
- Intégrer le genre dans le processus global de Consultation nationale des parties prenantes a été planifié bien à l'avance. Ont également été considérées des questions telles que: quand, comment et par qui le problème devait être soulevé.
- Les intérêts des groupes de filles et de garçons les plus désavantagés et les plus vulnérables ont été identifiés de façon participative et communiqués à tous ceux qui étaient impliqués. Il était important d'avoir des résultats de recherche ventilés par sexe sur la situation des enfants travailleurs.

¹⁹ Voir section 4.6.

Pour plus d'informations:

M^{me} Patricia Roberts (ed.), *Report on the national stakeholder consultation on the time-bound programme against the worst forms of child labour in Nepal* (Rapport sur la Consultation nationale des parties prenantes sur le programme assorti de délais dans la lutte contre les pires formes de travail des enfants au Népal) (Kathmandu, ILO/IPEC, June 2001).

Eliminating the worst forms of child labour: An integrated and time-bound approach: A guide for governments, employers, workers, donors and other stakeholders (2001). La section 4.6 traite de la généralisation de l'analyse de genre et de l'intégration du genre dans les programmes assortis de délais. Disponible en anglais: <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipec/timebound/manual.pdf>.

Cinq rapports d'évaluation rapide (en anglais):

1. K.C. Bal Kumar; Subedi Govind; Gurung Bahadur Yogendra; Adhikari Keshab Prasad: *Nepal: Trafficking in girls with special reference to prostitution*. Rapid Assessment No. 2 (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112698-6.
2. Shiva Sharma, Manasa Thakurathi, Krishna Sapkota, Bishnu Devkota, Brahma Rimal: *Nepal: Situation of domestic child labourers in Kathmandu*. Rapid assessment No. 3 (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112734-6.
3. K.C. Bal Kumar; Gurung Bahadur Yogendra; Adhikari Keshab Prasad; Subedi Govind: *Nepal: Situation of child ragpickers*. Rapid assessment No. 4 (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112808-3.
4. Shiva Sharma, Basnyat Bijendra, G.C. Ganesh: *Nepal: Bonded child labour among child workers of the kamaiya system*. Rapid assessment No. 5 (ILO/IPEC, Geneva, 2001). ISBN 92-2-112820-2.
5. K.C. Kumar, Subedi Bal, Govind Gurung; Bahadur Yogendra, Adhikari, Keshab Prasad: *Nepal: Situation of child porters*. Rapid assessment No. 6 (Geneva, ILO/IPEC, 2001). ISBN 92-2-112821-0.

Contacts:

Directeur du Programme national du bureau de l'OIT au Népal, M. Amatya Yadav: yadav@ilo.org.

Secrétaire administrative, M^{me} Maskey Aditee: aditee@ilo.org.

ILO Kathmandu, Pulchowk, Lalitpur, Kathmandu.

Adresse postale: ILO Kathmandu, PO Box 8971, Kathmandu.

Tél. 53.17.52, 54.21.29/50.05; fax 53.13.32.

IPEC, Myrstad Geir: myrstad@ilo.org; Panudda Boonpala: boonpala@ilo.org; Phan Thuy, phan@ilo.org.

4.6. Favoriser l'expression des opinions sur les questions d'égalité des sexes au Guatemala

Niveau 1: Pratique innovante

Mots clés: défier les stéréotypes et les rôles sexo-spécifiques; patriarcat; renforcement des capacités; exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes

Cette pratique montre qu'il est important de donner une opportunité aux hommes et aux femmes d'exprimer leurs opinions sur les questions d'égalité des sexes, et que cela peut être fait d'une manière amusante. Quand chacun a la possibilité d'exprimer son opinion, il y a plus de chance d'arriver à un consensus sur la manière d'aller de l'avant. L'égalité des sexes peut renforcer les capacités des femmes aussi bien que celles des hommes²⁰.

Description du problème et de la bonne pratique

De manière générale, dans beaucoup de communautés latino-américaines où sont menés les programmes de l'IPEC, seuls les hommes, en tant que chefs de famille, peuvent décider de l'avenir de leurs fils et de leurs filles, à savoir s'ils doivent travailler ou non. Généralement, les mères (en tant qu'épouses) doivent accepter la décision de leurs maris et leur pouvoir de décision est limité au sein du ménage. Un tel conditionnement social entraîne souvent de nombreuses restrictions pour les femmes et une participation plus faible dans les activités organisées dans le cadre des projets de l'IPEC.

Les projets de l'IPEC visant à abolir le travail des enfants dans certaines industries, par exemple, nécessitent souvent l'implication des mères et des pères dans le processus de sensibilisation et dans les discussions sur la réduction des risques auxquels les enfants sont exposés au travail. Ceci est particulièrement pertinent lorsque les hommes, dans plusieurs pays, migrent vers les villes et que les femmes accomplissent de plus en plus de travaux agricoles. N'ayant pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans des garderies ou à l'école, les femmes doivent emmener leurs enfants avec elles aux champs, les exposant ainsi à des dangers liés aux machines agricoles ou aux pesticides. Par conséquent, il est particulièrement important que les femmes participent à l'élaboration de toutes les stratégies visant à prévenir ou à éradiquer le travail des enfants.

Les préjugés, les attitudes et les comportements sociaux prennent naissance principalement à la maison. Mais, à l'école, les attitudes patriarcales²¹ se reflètent aussi dans le comportement des enseignants et dans les relations des enfants avec leurs camarades de classe. Parfois, les hommes pensent que l'amélioration de la condition féminine leur sera préjudiciable. Mais la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ne doit pas simplement être un transfert de pouvoir des hommes aux femmes. La promotion de l'égalité peut impliquer le renforcement des capacités des deux sexes, ce qui conduit généralement à une amélioration de la situation des femmes et des hommes.

Les stratégies d'égalité, en abordant des questions relatives au travail des enfants, doivent considérer la manière dont les identités socioculturelles des hommes les forcent à

²⁰ Cette bonne pratique a été menée durant la mise en œuvre du Programme de l'OIT pour la prévention et l'éradication progressive du travail des enfants dans l'industrie du café au Guatemala, entre novembre 1999 et 2001.

²¹ Le terme «patriarcal» se réfère à une société dominée par les hommes, et les opinions des femmes sont rarement prises en compte.

agir d'une certaine manière. Ces identités affectent les femmes et entravent la réussite des objectifs de développement. Au-delà de l'idée d'assurer la participation des femmes aux activités des projets, il est également question de remodeler les attitudes des femmes et des hommes. Un des aspects clés du renforcement des capacités des femmes est leur participation. Les projets peuvent aider à créer les conditions nécessaires pour soutenir la participation des femmes et des filles, pour aider les femmes à devenir les agents de leur propre développement et à coordonner leurs intérêts et opinions aux intérêts de leurs enfants.

L'unité de l'IPEC qui s'occupe du travail dangereux des enfants dans l'agriculture réalise actuellement un projet sur la *Prévention et l'éradication progressive du travail des enfants dans l'industrie du café au Guatemala*. Ce projet, démarré fin 1999, est mis en œuvre par les institutions suivantes: Universidad de Valle, Fundación Rural, HOPE, INTERVIDA, et Cooperativa de Periodísticas Departamentales de Guatemala.

Au Guatemala, les enfants aident leurs parents dans l'industrie du café déjà à partir de 6-8 ans. En plus de ramasser et de trier les cerises, ceux-ci portent des sacs de café et quelquefois manipulent les fertilisants et les pesticides sans équipement de protection adéquat. Les femmes et les enfants qui acceptent d'être moins payés sont souvent préférés aux hommes pour travailler dans les plantations. La situation est rendue plus complexe par la discrimination ethnique, car la population guatémaltèque, particulièrement celle dans les zones de production de café, comprend un fort pourcentage de populations indigènes. Dans l'ensemble, les femmes sont discriminées aussi bien légalement que traditionnellement.

Durant la mise en œuvre du projet, le personnel a remarqué qu'il est difficile d'impliquer les femmes dans les activités. Les réunions scolaires et les sessions de sensibilisation concernant le travail dangereux des enfants dans l'industrie du café sont habituellement suivies par les pères plutôt que les mères. Les hommes assument également plus souvent le rôle de président de comité. Le respect que les autres membres de la communauté ont pour la femme est fonction de son état civil (mariée ou célibataire). La considération pour un projet est plus grande lorsqu'il y a des femmes mariées dans le comité du projet; ce qui n'est pas le cas lorsque des femmes célibataires participent. Briser ces stéréotypes sociaux faisait partie des objectifs fondamentaux du projet, étant donné la nécessité, pour les raisons mentionnées plus haut, d'intégrer un plus grand nombre de femmes dans les comités de projets et les réunions communautaires locales.

En mai 2002, dans le but de briser les stéréotypes sexuels, HOPE a initié une pratique sous forme d'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes²², impliquant les parents et les enseignants. L'exercice a été utilisé comme une technique de gestion captivante et non agressive des débats au sujet de l'égalité des sexes. C'est devenu le point de départ de discussions et de réactions sur des questions d'égalité des sexes. L'exercice a encouragé ceux qui avaient des opinions différentes à trouver un terrain d'entente sur ce que les hommes et les femmes peuvent ou ne peuvent pas faire.

Etapas clés pour initier un exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes

L'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes a été mené au Guatemala dans 22 communautés où le projet de l'IPEC sur le café était en cours. Les groupes de discussion comprenaient moins de 30 personnes. (Lorsque les groupes étaient trop

²² Cet exercice est maintenant largement utilisé partout dans le monde.

restreints, les participants étaient plus réservés à partager leurs opinions personnelles.) Pour commencer, les règles de l'exercice ont été expliquées:

- Le modérateur exprime une affirmation qui sert ensuite de sujet de débat. Elle peut être délibérément provocante, telle que «les hommes doivent prendre toutes les décisions dans le foyer» ou «seules les personnes mariées peuvent être impliquées dans la planification» ou «les hommes doivent avoir eu des expériences sexuelles avant le mariage». Ces affirmations sont formulées de manière spécifique pour chaque communauté, selon les recherches effectuées sur les perceptions courantes de ce que les hommes et les femmes peuvent respectivement faire. (Dans l'exercice du Guatemala, les questions d'égalité entre les garçons et les filles ont également été soulevées sous forme d'affirmations provocantes.)
- Ceux qui partagent l'affirmation se déplacent d'un côté de la pièce, ceux qui sont contre se mettent de l'autre côté et ceux qui ne sont pas sûrs ou pas décidés restent au milieu.
- Lorsque quelqu'un veut parler, il doit lever la main ou tenir un objet spécifique qui lui donne le droit de parler. Une fois que ce dernier a terminé, les autres se joignent au débat.
- Quiconque est convaincu de l'erreur de son point de vue initial par les arguments soulevés peut changer de côté à tout moment. (Au cours de cet exercice, certains se déplacent même vers le centre lorsqu'ils ont des doutes sur leurs opinions. Personne n'a été mis mal à l'aise par le fait de changer d'avis.)
- Il n'y a pas de gagnant ni de perdant. L'objectif n'est pas de gagner la main haute ou d'avoir plus de gens d'un côté ou de l'autre mais simplement permettre à chacun d'exprimer son point de vue et d'écouter celui des autres.

La discussion continue autant que possible, jusqu'à ce que les hommes soient tous d'accord de laisser leurs «femmes» participer aux activités de projet.

Pourquoi l'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes est une bonne pratique dans l'intégration du genre

Permettre aux femmes et aux filles (et aux autres populations marginalisées) de s'exprimer. En menant cet exercice au niveau communautaire avec les travailleurs de l'industrie du café au Guatemala, une tentative a été faite de remettre en cause le patriarcat masculin et les perceptions des enseignants et des parents concernant la supériorité des hommes sur les femmes. L'exercice a mis en exergue les inégalités existantes entre les hommes et les femmes dans la communauté. Il ressortait souvent par exemple que, parce que les hommes travaillaient hors de la maison et assuraient le revenu du foyer, ils devaient alors prendre les décisions importantes. La validité de ces perceptions a été remise en cause. L'objectif ultime était l'acceptation par la communauté de la participation des femmes aux comités des projets et à d'autres activités participatives.

L'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes est également considéré comme une bonne pratique à cause de sa volonté de reconsidérer la perspective globale du projet plutôt que de simplement ajouter des activités de femmes en marge. L'exercice vise ainsi à assurer que les activités sont structurées de manière à donner plus d'opportunités équitables de participation aux femmes et aux hommes. La bonne pratique est ainsi incluse dans la catégorie 4 des approches nécessaires pour intégrer les questions de genre dans toutes les activités de l'IPEC, en augmentant la participation des femmes pour assurer que leurs intérêts et points de vue sont pris en compte dans le travail de développement.

Efficacité

Avant l'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes dans les zones de projets de l'IPEC au Guatemala, il n'y avait pas de mères étudiantes dans les cours de sécurité et de santé. Et les garçons et les filles ne partageaient pas les mêmes bancs de classe. Depuis que l'exercice a été entrepris, plus de femmes participent aux comités scolaires. Les mères ont plus d'influence sur la gestion de l'argent de la bourse d'études. Par exemple, depuis que les femmes ont rejoint les comités scolaires, plus d'argent a été dépensé en habits et en chaussures pour les enfants. Cela reflète le fait que les femmes et les hommes ont typiquement des priorités et des besoins différents. Les enseignants qui ont participé à l'exercice seraient devenus plus attentifs à leur comportement envers les garçons et les filles en classe.

Reproductibilité et durabilité

En substance, l'exercice peut être appliqué à n'importe quelle situation où un changement des attitudes est nécessaire pour éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes. Il a été reproduit, à moindre coût, lorsque la participation conjointe des mères et des pères était nécessaire. Dans certaines situations, des questions d'inégalités spécifiques liées au problème du travail des enfants étaient clairement définies d'avance. Les affirmations et les sujets liés aux inégalités entre les hommes et les femmes ont dû être adaptés au groupe d'âge et à la compréhension des participants. Cependant, quel que soit l'endroit ou la situation, le but était le même – réduire les attitudes patriarcales des hommes et augmenter le sens de l'estime de soi chez les femmes.

Pertinence

Durant l'exercice, les hommes se sont souvent sentis coupables de leurs attitudes – particulièrement lorsqu'une attitude de discrimination envers leurs enfants selon le sexe était révélée. Ils ont été amenés à réfléchir à cette discrimination et à ses effets, ce qui s'est révélé intéressant puisqu'ils n'avaient jamais considéré ces choses auparavant. Par exemple, ils ont été encouragés à autoriser les filles à participer au programme national de bourses guatémaltèque pour l'éducation féminine.

Sensibilité/force éthique

L'exercice de sensibilisation à l'égalité des sexes a été mené sans attitude ouvertement critique envers les hommes ou les enseignants. Les médiateurs qui ont mené l'exercice ont introduit les nouveaux concepts de manière non agressive et sensible. Des efforts étaient souvent faits pour créer une atmosphère qui était à la fois drôle et compétitive. Ceux qui avaient une attitude litigieuse n'étaient ni renvoyés ni publiquement ridiculisés.

Effizienz et mise en œuvre

Le renforcement des capacités a d'abord été effectif pour les médiateurs qui ont mené l'exercice. Une fois que l'investissement initial a été fait, les mêmes médiateurs ont pu continuer à mener les mêmes exercices dans différentes communautés. L'exercice était plus efficace lorsque les participants, plutôt que les médiateurs, spécifiaient eux-mêmes les inégalités existantes dans la communauté. L'exercice a également prouvé son efficacité en encourageant les maris à «autoriser» leurs femmes à participer aux activités de groupe pour l'éradication progressive du travail des enfants dans l'industrie du café au Guatemala.

Conditions nécessaires à cette bonne pratique

- Le contexte du projet impliquait des problèmes d'inégalités spécifiques, notamment des attitudes patriarcales dominantes qu'il était nécessaire d'aborder.
- Des médiateurs étaient disponibles et capables de mettre rapidement en œuvre un tel exercice, étant donné que les participants avaient leurs occupations professionnelles, etc.

Pour plus d'informations:

HOPE: aragonhope@itelgua.com; victorhope@itelgua.com.

E. Roberto Jordán Ramírez, Coordinador de Proyecto Café, San Marcos, Guatemala: cafepec@intelnett.com;
tel. + 502 760 8003.

Contacts à l'OIT:

Marinka Romeijn: romeijn@ilo.org.

Maria Chamorro: chamorro@ilo.org.

Carmen Moreno: morenoc@ilo.org.

José María Ramírez Machado: ramirezjm@ilo.org.

Méthodologie

C'est la première fois que le programme de l'IPEC de l'OIT collecte et documente des bonnes pratiques concernant l'analyse de genre dans la lutte contre le travail des enfants. En conséquence, bien que les 19 bonnes pratiques contenues dans ce rapport soient authentiques, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour aboutir à des conclusions. Plus les informations concernant les éléments clés d'une bonne pratique seront détaillées, plus les efforts pour l'expliquer et la reproduire ailleurs seront efficaces.

Les difficultés qui limitent l'évaluation précise des bonnes pratiques sur la prise en compte du genre dans la lutte contre le travail des enfants comprennent les éléments suivants:

- Les bonnes pratiques dans la généralisation de l'analyse de genre sont interdisciplinaires. Elles concernent les politiques en matière de travail des enfants; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets et de programmes de l'IPEC; la recherche; le droit international; la théorie de la communication.
- Le fait de considérer la bonne pratique dans le contexte où elle est apparue.
- Les rapports et les documents peuvent tous être examinés à la loupe pour voir les initiatives différentes qui ont abordé la question du genre. Pourtant, il manquera un élément important – c'est-à-dire les informations qui n'ont pas été explicitement présentées dans les données ou l'analyse. La transmission de l'information d'un agent à un autre est ainsi primordiale dans la détermination de ce qui se passe réellement et donc dans la documentation des bonnes pratiques en matière d'intégration du genre.

L'identification de bonnes pratiques dans la généralisation de l'analyse selon le genre à l'IPEC utilise la méthode suivante:

1. Résumé du document de l'IPEC *Framework and process for identifying, disseminating and using good practices in child labour*¹ (Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants de l'IPEC).
2. Examen des bonnes pratiques publiées concernant la généralisation de l'analyse selon le genre des Nations Unies et d'autres agences². Comparaison des critères de ce que constitue une bonne pratique dans l'analyse selon le genre. Investigation des différentes méthodes de présentation des bonnes pratiques utilisées par d'autres agences, et des bonnes pratiques en usage.
3. Evaluation du matériel de l'IPEC lié au genre.
4. Adaptation des définitions, niveaux et critères de bonnes pratiques de *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants* de l'IPEC aux concepts relatifs à l'analyse de genre. Préparation des définitions concernant les bonnes pratiques sur la généralisation de

¹ Burt Perrin, consultant indépendant: *Framework and process for identifying, disseminating and using good practices in child labour*. Version préliminaire présentée à la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC (13 oct. 2001).

² FAO, UNICEF, PNUD, Groupe consultatif sur l'intégration du genre de APEC, UNHCR, Conseil de l'Europe, etc.

l'analyse de genre contre le travail des enfants³. Critique minutieuse des critères définissant une bonne pratique, et de la manière de la mesurer et de l'adapter au cadre existant de l'IPEC sur l'analyse de genre.

5. Préparation d'un papillon pour le personnel de l'IPEC introduisant l'idée du rapport sur les bonnes pratiques d'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants et sollicitant des bonnes pratiques.
6. Collecte des apports du personnel de l'IPEC au siège et sur le terrain et évaluation des suggestions qui reflètent leurs expériences positives dans le domaine de l'intégration du genre dans les projets opérationnels et dans la recherche à l'IPEC. L'examen de divers documents dont le site Internet de l'IPEC; le programme assorti de délais; les documents de projet; les termes de références pour les études et les documents principaux; les documents d'évaluation thématique; les programmes d'action; les rapports d'évaluation de l'IPEC; les brochures; les descriptions d'emploi; les listes de contrôle et les recommandations issues des rapports. Analyse des résultats.
7. Entretiens avec le personnel concerné au siège de l'IPEC.
8. Préparation et rédaction du rapport et catégorisation des bonnes pratiques. Définition revue d'une bonne pratique dans la lutte contre le travail des enfants et la généralisation de l'analyse selon le genre.
9. Présentation des premières versions des bonnes pratiques au responsable concerné à l'IPEC pour commentaires et critiques.
10. Révision et finalisation.

Critères d'une bonne pratique dans l'intégration du genre: la pierre angulaire des bonnes pratiques

Un problème essentiel dans la préparation de ce rapport a été la définition des critères utilisés pour définir la «bonne pratique». Les critères utilisés dans le *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants* de l'IPEC ont été étudiés avec d'autres concepts existants liés à l'intégration du genre et mettant en pratique les critères d'autres agences. Il est devenu évident que les mêmes critères que ceux du document de l'IPEC susmentionné pouvaient être utilisés pour le rapport de bonnes pratiques sur l'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants avec des modifications (voir. annexe 4: Adaptation des critères et des niveaux de bonnes pratiques).

Solliciter les bonnes pratiques du personnel de l'IPEC

Un papillon (feuillet) en couleur a été conçu pour le personnel de l'IPEC au siège et sur le terrain (voir annexe 3), dans lequel l'on demandait de l'aide et des suggestions de bonnes pratiques à intégrer dans ce rapport. Le papillon décrivait ce qu'était une bonne pratique et ce que l'intégration du genre signifiait. Une tentative de définition d'une bonne pratique sur l'intégration du genre pour l'IPEC était donnée, avec des exemples. Il décrivait également les approches de l'IPEC pour intégrer les questions de genre dans tout le processus des politiques, des programmes et des activités de l'IPEC.

³ Cela a été ensuite révisé.

Etant donné que des activités liées au genre s'étaient déroulées au sein de l'IPEC, telles que des ateliers sur l'intégration du genre dans l'IPEC et les nombreux appels pour suggérer des bonnes pratiques, le personnel était impatient de faire des propositions. Après la réception des suggestions du personnel, le point focal genre de l'IPEC a assuré le suivi par des entretiens téléphoniques et des demandes de clarification.

Entretiens avec les membres clés du personnel

Des entretiens avec les membres clés du personnel de l'IPEC ont permis de mettre en place un moyen flexible pour acquérir des données descriptives sur un projet, un programme ou une politique particulière. Ces entretiens ont également ouvert des voies pour déterminer comment la bonne pratique devait être classée.

Généralement, les informations de base sur la pratique étaient étudiées avant les entretiens. Le consultant était ainsi mieux préparé à poser des questions pertinentes, qui portaient sur les raisons qui avaient amené les membres du personnel de l'IPEC à penser que la pratique proposée devait être incluse dans les bonnes pratiques sur l'intégration du genre. Les entretiens devaient également permettre de déterminer si la pratique avait été délibérément planifiée au départ ou si le genre avait été intégré par défaut, étant donné la participation d'agences partenaires et des bénéficiaires.

Mais ce processus peut avoir des limites. La partialité des intervieweurs peut influencer les questions, d'une part. Les interviewés peuvent également, par inadvertance, présenter leurs pratiques sous un faux jour dans l'espoir qu'elles soient sélectionnées pour être intégrées dans le rapport.

Sélection des bonnes pratiques à intégrer dans le rapport

Un mélange éclectique de techniques a été utilisé pour collecter les bonnes pratiques, y compris pour solliciter les suggestions du personnel de l'IPEC, localiser les bonnes pratiques grâce aux points focaux «genre» et collecter les pratiques qui bénéficient déjà d'un consensus général concernant leur «bonne» nature. Etant donné que c'est la première fois que de telles pratiques sont documentées, leurs collecte et analyse étaient en elles-mêmes un processus d'apprentissage. Comme souligné dans le *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants* de l'IPEC, des plans existent pour systématiser les multiples voies d'identification des bonnes pratiques pour toutes les activités de l'IPEC.

Analyse et catégories des bonnes pratiques

Les quatre catégories dans lesquelles les bonnes pratiques ont été classées, comme mentionné plus haut, sont tirées des approches existantes décrites dans *Gender equality in action against child labour guide* de l'IPEC (Guide de l'IPEC sur l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants). Les niveaux de bonnes pratiques sont tirés du *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants* de l'IPEC et, comme déjà mentionné, les critères d'analyse ont été tirés de la même source.

Les niveaux de bonnes pratiques

Ce rapport décrit 19 bonnes pratiques qui tentent, d'une manière ou d'une autre, de généraliser la prise en compte du genre dans la lutte contre le travail des enfants. Parmi ces bonnes pratiques, 13 sont classées au niveau 1 – pratique innovante concernant

l'intégration du genre dans la lutte contre le travail des enfants – mais qui ne sont pas forcément justifiées par des données ou des évaluations formelles. Ces pratiques nécessitent plus d'informations et d'analyses pour être validées et classées à un plus haut niveau. Cependant, si elles ne sont pas justifiées par des évaluations plus approfondies ou s'il n'y a pas de preuve de leur impact dans six mois par exemple, elles pourront être supprimées de la liste des bonnes pratiques.

Quatre bonnes pratiques sont actuellement classées au niveau 2, ce qui signifie qu'elles ont fourni des résultats vérifiables dans au moins un contexte. Dans un futur proche, si elles ont conduit aux résultats escomptés dans plusieurs cas, ces bonnes pratiques pourront atteindre le niveau 3.

Seules deux bonnes pratiques sont classées au niveau 3, car elles ont fait leurs preuves dans beaucoup de situations. A l'avenir, beaucoup plus d'actions et d'activités organisées par l'IPEC et ses partenaires devraient atteindre des résultats de niveau 3 en terme de généralisation de l'analyse de genre dans la lutte contre le travail des enfants.

Références: les bonnes pratiques dans l'intégration du genre

- **ECPAT International**

Bonne pratique dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

http://www.ecpat.net/eng/CSEC/good_practices/trafficking_mekong.asp. (en anglais).

- **The Asian Development Bank (ADB)**

Les bonnes pratiques de la Banque asiatique de développement (ADB) en matière de genre et de développement concernent les domaines suivants: infrastructure et développement urbain; approvisionnement en eau potable et assainissement; santé; éducation; irrigation et secteur de l'eau; agriculture et développement rural; gestion des ressources naturelles; microfinance; gouvernance.

<http://www.adb.org/gender/practices.asp>. (en anglais).

- **Bonnes pratiques sur l'intégration du genre du forum Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC)**

Groupe consultatif sur l'intégration du genre du forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC). Ces bonnes pratiques couvrent la généralisation de l'analyse selon le genre dans les petites et moyennes entreprises; la promotion de la participation des femmes dans les secteurs scientifique, technologique et des télécommunications; la revitalisation de l'agriculture pour les femmes et de la production vivrière; et une approche tenant compte du genre dans l'ajustement du changement structurel.

http://www.apecsec.org.sg/download/gender/gen_gmcp.pdf. (en anglais).

- **Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

Base de données des bonnes pratiques relatives aux relations hommes-femmes du PNUD.

<http://www.undp.org/gender/practices/completed.html>. (en anglais).

- **Programme de promotion des approches sexo-spécifiques de l'OIT (GENPROM)**

Des emplois plus nombreux et meilleurs pour les femmes et les hommes.

<http://www.ilo.org/public/english/employment/gems/advance.htm>. (en anglais).

- **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Les bonnes pratiques de la FAO dans l'intégration des questions de genre et la mise en œuvre de la plate-forme d'action de Beijing.

<http://www.fao.org/sd/wpdirect/wpre0099.htm>

- **La Banque mondiale**

La Banque mondiale présente des exemples d'études de cas qui montrent comment les différentes équipes de projets ont intégré le genre dans leurs activités.

<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/22ByDocName/CaseStudies>. (en anglais).

- **Le Commonwealth**

La page d'accueil du site du Commonwealth fournit quelques exemples de la manière dont les pays ont réalisé des progrès significatifs et ont obtenu des résultats pratiques grâce à la généralisation de l'analyse selon le genre.

<http://www.thecommonwealth.org/gender/htm/whatwedo/activities/mainstreaming/goodpractice.htm>.

- **Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)**

UNHCR Good practices booklet on gender equality mainstreaming – a practical guide to empowerment (Les bonnes pratiques sur l'intégration de l'égalité des sexes – un guide pratique sur la participation).

<http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home>.

- **Le Conseil de l'Europe**

Le groupe de rapporteurs sur l'égalité entre les femmes et les hommes au Conseil de l'Europe fournit un cadre, une méthodologie et une présentation conceptuelle de bonnes pratiques sur la généralisation de l'analyse de genre.

<http://cm.coe.int/reports/1998/98greg1.htm>.

<http://cm.coe.int/reports/1998/98greg1/31.htm#1>.

- **Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW)**

Service d'échanges et de recherches sur les sexo-spécificités (GAINS).

<http://gains.iatp.org.ge/genpol.htm>.

- **Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

Exemples de bonnes pratiques sur les questions liées à la femme et à la santé.

<http://www.unicef.org/programme/gpp/new/beijing5/health.html>.

Lexique: concepts clés liés au genre

L'**égalité des sexes** signifie que les droits, les responsabilités et les opportunités sont les mêmes pour les hommes et les femmes/les filles et les garçons.

La **généralisation de l'analyse selon le genre/intégration du genre/systématisation de la prise en compte du genre (Gender mainstreaming)**, selon la définition adoptée par les Nations Unies en 1997, consiste à évaluer les répercussions de toute action planifiée sur les femmes et les hommes, notamment en matière de législation, de politiques et de programmes, de quelque secteur et à quelque niveau que ce soit. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et sociétal –, de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient des mêmes avantages et que l'inégalité ne persiste pas. L'objectif final de l'intégration du genre est de parvenir à l'égalité des sexes¹.

Le **genre** se réfère aux différences et aux relations sociales entre les hommes et les femmes/les garçons et les filles. Celles-ci sont acquises et varient considérablement d'une société, d'une culture et d'une époque à l'autre. Dans de nombreux pays, par exemple, les femmes prennent soin des enfants en bas âge, pendant que dans certaines cultures de plus en plus d'hommes le font.

Les **rôles sexo-spécifiques** se réfèrent aux activités que les deux sexes accomplissent. Les garçons aident leur père à travailler dans les champs, par exemple, alors que les filles aident leur mère dans les tâches domestiques.

Les **stéréotypes sexuels** sont des idées préconçues que les gens ont concernant ce qui est bien pour les garçons et les hommes par opposition aux filles et aux femmes – par exemple, l'idée que les femmes sont de meilleures ménagères et les hommes de meilleurs dirigeants ou que les garçons sont meilleurs en mathématiques que les filles.

Les **normes et valeurs liées au genre** dans une société se réfèrent aux croyances concernant ce que devraient être les hommes et les femmes de toutes les générations. Dans beaucoup de sociétés, par exemple, les filles doivent être obéissantes et belles, et l'on conçoit qu'elles pleurent. Les garçons, par contre, doivent être courageux et ne doivent pas pleurer.

Les **besoins pratiques** viennent des conditions réelles vécues par les femmes et les hommes, étant donné leurs rôles respectifs définis par la société. Ils sont souvent liés aux femmes en tant que mères, ménagères et pourvoyeuses des besoins de base, et ils concernent les carences dans les conditions de vie et de travail, telles que la nourriture, l'eau, le logement, le revenu, les soins de santé et l'emploi. Pour les hommes et les femmes à faible revenu, ces besoins sont souvent liés à des stratégies de survie. Se préoccuper uniquement de ces besoins revient à perpétuer la position désavantageuse des femmes dans la société et ne promeut pas l'égalité des sexes.

Le **sexe** se réfère aux différences biologiques universelles et invariables entre les hommes et les femmes. Par exemple, seules les femmes peuvent donner naissance.

Les **besoins stratégiques** se réfèrent à la position sociale inférieure des femmes par rapport aux hommes et sont liés aux renforcements des capacités des femmes. Ces besoins

¹ Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (ECOSOC): E/1997/L.30, p. 2.

varient selon le contexte social, économique et politique particulier dans lequel ils apparaissent. Habituellement, ils concernent les questions d'égalité, telles que la possibilité pour les femmes d'avoir le même accès aux opportunités de travail et de formation que les hommes, de partager les responsabilités familiales, d'avoir le même salaire pour le même travail, d'être propriétaires de terres et d'autres biens, d'être protégées du harcèlement sexuel au travail et de la violence domestique et de choisir librement de porter un enfant. Répondre à ces besoins implique un changement lent et graduel des attitudes et des pratiques sociales.

L'**analyse de genre** est un instrument qui permet d'établir les différences et les relations entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes. L'analyse de genre permet notamment de collecter des données ventilées par sexe pour ensuite en analyser les différences (voir annexe 1 pour plus de détails sur l'analyse de genre).

Annexe 1

Analyse de genre

Le terme «analyse de genre» décrit des méthodes systématiques pour examiner les différences sociales et économiques liées au genre. L'analyse de genre s'efforce d'identifier et de comprendre les rôles, les relations, les ressources, les bénéfices, les contraintes, les besoins et les intérêts différenciés des hommes et des femmes dans un contexte social donné. Une telle analyse répartit d'abord les données selon le sexe. Du personnel compétent est alors nécessaire pour interpréter ces données ventilées par sexe, de façon à dégager des applications pratiques dans le domaine des questions de genre. L'analyse de telles données peut permettre d'identifier par exemple les variables qui conduisent les enfants à s'engager dans les pires formes de travail des enfants. Une telle analyse de genre devrait fournir une base solide pour la planification et la mise en œuvre des programmes, projets et activités.

Une analyse de genre efficace consiste à :

- collecter les données et à les répartir par sexe;
- identifier les différences selon le sexe au travail et dans la vie quotidienne en terme de division du travail et d'accès et de contrôle des ressources et des bénéfices;
- comprendre les besoins des filles et des garçons/des femmes et des hommes, ainsi que les contraintes et les opportunités de chacun en fonction de ses connaissances et compétences; comprendre les conditions de travail des filles et des garçons/des femmes et des hommes; et analyser l'accès de chaque groupe à la protection sociale, aux responsabilités familiales et aux opportunités de prises de décisions;
- identifier les contraintes et les opportunités de chaque sexe dans un environnement légal, social, économique et politique plus large; et
- passer en revue les capacités institutionnelles et les mécanismes existants afin d'atteindre les filles et les garçons/les femmes et les hommes de façon égale, et de promouvoir l'égalité des sexes.

Concernant la recherche sur les différences selon le sexe dans le travail des enfants, une analyse de genre peut se focaliser sur:

- les activités économiques et non économiques effectuées par les garçons et les filles de 5 ans et plus;
- le degré de leur participation aux tâches ménagères¹;
- les différences possibles dans les situations respectives des garçons et des filles; et
- leurs besoins, options, stratégies et opportunités de survie respectifs.

L'analyse de genre génère souvent plus de débats sur les contraintes auxquelles font face les femmes et les filles. C'est parce que d'ordinaire les problèmes que l'analyse de genre met en relief trouvent leurs racines dans les inégalités sociales (les filles sont souvent confrontées aux plus fortes inégalités). Une analyse de genre est une tâche analytique et il est nécessaire d'examiner les conditions respectives des garçons et des filles – et des clients (hommes et femmes) et intermédiaires – pour bien affronter le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

¹ Le travail domestique est le travail rémunéré ou non, exercé dans la maison d'un employeur. La tâche ménagère est le travail non rémunéré effectué dans son propre foyer.

Annexe 2

Domaines importants de connaissances sur les questions de genre et du travail des enfants ¹

Sont notamment compris:

- différences de base dans les conditions et situations de travail des filles et des garçons;
- la manière dont les filles sont conditionnées pour accepter un statut social plus bas – les normes, les valeurs et les pratiques qui favorisent les garçons, particulièrement concernant l'accès à l'éducation;
- travail non rémunéré et invisible: qui est concerné et qui est responsable du travail domestique non rémunéré tel que la cuisine, le nettoyage, la prise en charge des membres dépendants de la famille, jeunes et vieux; questions relatives au partage des tâches domestiques et des responsabilités familiales;
- raisons pour lesquelles les femmes et les filles s'engagent souvent dans un travail de basse qualité;
- travail non protégé ou illégal – qui est responsable, par exemple, du travail domestique des filles exécutant des travaux à la pièce pour des entreprises de fabrication, à l'extrémité de la chaîne de sous-traitance, et pour les injustices dont elles souffrent; de l'engagement des garçons dans des activités dangereuses telles que l'exploitation des mines ou la tannerie; de l'emploi d'ouvriers selon des stéréotypes sexuels dans des occupations telles que la construction ou l'agriculture;
- raisons pour lesquelles les garçons et les filles s'engagent dans l'industrie du sexe et la traite, et l'ampleur de ce phénomène;
- différences de revenus et de dépenses entre les femmes et les hommes, et les garçons et les filles;
- raisons pour lesquelles certains secteurs préfèrent généralement engager des filles;
- relations entre les stratégies de survie familiale, les activités des filles et/ou des garçons et le travail des enfants (par exemple les garçons peuvent considérer leur travail comme un apprentissage alors que les filles espèrent faire des économies pour leur mariage); et
- le manque de représentation des femmes et des filles dans les sphères de décisions dans beaucoup de cultures.

¹ Adapté de: Haspels, Romeijn et Schroth: *Promoting gender equality in actions against child labour: A practical guide* (Promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants: guide pratique) (Bangkok, ILO, 2000, réédité en 2003).

Annexe 3

Papillon envoyé à tout le personnel de l'IPEC
en juillet 2002

Connaissez-vous une bonne pratique d'intégration du genre pour l'IPEC?

**«Nous préparons un rapport sur Les bonnes pratiques
concernant l'intégration des questions de genre dans le
programme de l'IPEC»**

Nous ne pouvons pas le faire sans votre aide!

Si vous connaissez des bonnes pratiques potentielles sur l'intégration
des questions de genre qui pourraient être incluses dans ce rapport,
veuillez contacter:

**Anita Amorim: amorim@ilo.org
Tel. 41.227996346; fax: 41.22.7998771
cc. unamurray@compuserve.com**

Qu'est-ce qu'une bonne pratique?

Une bonne pratique peut être définie comme tout ce qui est efficace concernant la stratégie d'intégration du genre de l'OIT, totalement ou en partie, et qui peut avoir des implications pour la pratique de la généralisation de l'analyse de genre à l'IPEC et à tout autre niveau¹.

Pourquoi les bonnes pratiques sont-elles utiles?

Les bonnes pratiques en matière d'intégration du genre fournissent un moyen d'apprendre et d'appliquer les expériences des autres. Elles peuvent nourrir les pensées et les idées pour de possibles adaptations, stimuler de nouvelles idées et apporter une aide sur la manière d'aborder plus efficacement certains aspects du travail des enfants, des filles en particulier.

¹ Ce document a été préparé à partir de *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants*. Version préliminaire présentée à la Section de conception, d'évaluation et de documentation de l'IPEC par Burt Perrin, consultant indépendant, 13 oct. 2001.

**Qu'est-ce que la généralisation de l'analyse de genre/
la systématisation de la prise en compte du genre/
l'intégration du genre (gender mainstreaming)?**

La généralisation de l'analyse de genre est la stratégie de l'OIT pour promouvoir l'égalité des sexes. La généralisation de l'analyse de genre a été définie par l'ECOSOC² et adoptée par les Nations Unies en 1997.

- Systématiser la prise en compte du genre consiste à évaluer les répercussions sur les femmes et les hommes/les garçons et les filles³ de toute action planifiée, notamment en matière de législation, de politiques et de programmes, de quelque secteur et de quelque niveau que ce soit.
- Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes/filles aussi bien que celles des hommes/garçons dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social, de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne persiste pas.
- L'objectif ultime de la systématisation de la prise en compte du genre est l'égalité des sexes.

² Conclusions de l'ECOSOC E/1997/L.30, p. 2.

³ Les mots «garçons et filles» ont été ajoutés par l'auteur de ce rapport à la définition originale de l'ECOSOC.

Une approche sur quatre fronts de l'égalité des sexes à l'IPEC¹

Étant donné la nécessité d'explorer les liens entre le travail des enfants et les questions de genre, la généralisation de l'analyse de genre au sein de l'IPEC a été identifiée comme élément clé ces dernières années.

Le guide pratique pour la promotion de l'égalité des sexes dans la lutte contre le travail des enfants en Asie recommande² une approche en quatre points pour intégrer les questions de genre dans tous les programmes, politiques et activités de l'IPEC:

1. Mener une analyse de genre afin d'identifier les inégalités.
2. Mener des actions sexo-spécifiques ciblant les filles et les femmes exclusivement, ou les hommes et les garçons exclusivement, ou les garçons, les filles, les femmes et les hommes ensemble, en vue de modifier les inégalités existantes.
3. Commencer un processus de changement institutionnel pour que les questions de genre soient intégrées dans toutes les procédures et dans tous les aspects de la programmation.
4. Permettre aux filles et aux femmes de s'exprimer en augmentant leur participation pour assurer que leurs points de vue sont pris en compte.

La portée des bonnes pratiques dans l'intégration du genre

Une bonne pratique sur l'intégration du genre peut être tout type de pratique, quelle que soit son importance relative, qui utilise une ou plusieurs des approches de l'encadré ci-dessus ou qui:

- prend en considération les rôles différents des garçons et des filles;
- examine les relations socioculturelles entre garçons et filles, et garçons et filles avec les adultes; ou
- prévoit explicitement des bénéfices égaux pour les filles et les garçons.

Même si un projet global n'a pas atteint ses objectifs, il peut quand même avoir développé ou appliqué de bonnes pratiques.

¹ Depuis que le papillon a été distribué, ces catégories ont été mises à jour pour intégrer cinq fronts où des actions sont nécessaires.

² Nelien Haspels, Marinka Romeijn et Susanne Schroth: *Promoting gender equality in actions against child labour: A practical guide* (Bangkok, ILO, 2000, réédité en 2003). Ce guide fournit des stratégies et des instruments pour atteindre les filles et les garçons dans la lutte contre le travail dangereux des enfants et pour renforcer le rôle des mères et des pères dans l'éducation des enfants et dans la protection de ceux-ci contre l'exploitation au travail.

Exemples

Une bonne pratique ne doit pas forcément être un projet ou un programme – elle peut être une activité politique qui bénéficie aux filles et aux garçons ou un processus ou activité particulière, par exemple:

- Une stratégie pour intégrer les questions de genre liées au travail des enfants dans d'autres enquêtes auprès des ménages.
- Un moyen d'amener les enseignants des zones rurales à intégrer des considérations liées au travail des enfants dans le programme, en tenant compte des préoccupations différentes des garçons et des filles.
- Une technique qui a persuadé une association d'employeurs de s'associer à la lutte contre le travail des enfants.
- Une stratégie de communication efficace qui a agi pour le bien des filles (et des garçons).
- Une approche sensible aux questions hommes-femmes qui a conduit à l'adoption de la convention n° 182 de l'OIT.
- Une clause légale innovante dans l'application d'une législation affectant les filles et les garçons.

Quelques critères de «bonne» pratique

Innovante ou créative: qu'est-ce que cette pratique a de spécial qui lui donne un intérêt potentiel?

Efficace: qu'est-ce qui prouve que la pratique fait réellement la différence?

Reproductible: est-ce qu'elle peut être appliquée d'une manière ou d'une autre à d'autres situations ou contextes?

Durable: est-ce que les bénéfices sont susceptibles d'être viables d'une manière ou d'une autre?

Pertinente: est-ce qu'elle contribue en quelque sorte à la lutte contre le travail des enfants?

Sensible et éthique: est-elle compatible avec les principes de conduite sociale et professionnelle et avec les normes et les conventions de l'OIT?

Rentable: est-ce que les ressources humaines, financières et matérielles sont utilisées de manière à maximiser leur impact?

Annexe 4

Adaptation des critères et des niveaux de bonnes pratiques

Adaptation des critères du document de l'IPEC *Cadre de travail et processus d'identification, de diffusion et d'utilisation des bonnes pratiques sur le travail des enfants* pour définir les bonnes pratiques et les niveaux d'intégration des concepts de l'intégration du genre.

Réalisations

Qu'est-ce qui rend cette pratique «bonne» et sur quelle base – par exemple une évaluation ou une estimation formelle ou informelle – peut-on le déterminer? Que peut-on attendre de cette pratique? Pour chaque bonne pratique, vérifiez les sept critères suivants et essayez de mettre par écrit, de un à quatre paragraphes, les réalisations de cette pratique selon les critères satisfaits.

i) Innovante ou créative

Qu'est-ce que cette pratique a de spécial dans la généralisation de l'analyse de genre qui lui donne un intérêt potentiel pour ceux qui souhaitent intégrer le genre dans les activités liées au travail des enfants?

ii) Efficace/impact démontrable

Qu'est-ce qui prouve que la pratique fait réellement la différence dans la généralisation de la prise en compte du genre ou l'égalité des sexes? Est-ce que l'impact de la pratique peut être vérifié d'une manière ou d'une autre par un programme d'évaluation formel ou d'autres moyens?

iii) Reproductible

Est-ce que cette pratique peut contribuer d'une certaine manière à intégrer le genre ou à généraliser l'analyse de genre dans d'autres situations ou contextes? La pratique ne doit pas forcément être totalement copiée ou transposée pour être utile à d'autres; certains éléments de cette pratique peuvent en eux-mêmes être utiles pour d'autres programmes.

iv) Durable

Est-ce que la pratique et/ou ses bénéfices sont susceptibles d'être viables de quelque manière que ce soit? Cela implique par exemple qu'un projet ou une activité survive après son financement initial. Cela pourrait également générer des effets durables tels que l'avènement de nouvelles attitudes envers les questions d'égalité des sexes dans le travail des enfants, de nouvelles manières d'envisager les questions liées au travail des enfants (les filles en particulier) ou la création d'une capacité, chez les partenaires et le personnel de l'OIT, à aborder les questions de genre.

v) Pertinente

Comment la pratique contribue-t-elle, directement ou indirectement, à une forme de lutte contre le travail des enfants? Quelles implications a-t-elle sur l'intégration du genre ailleurs?

vi) Sensible et éthique

Est-ce que la pratique comporte des besoins identifiés? A-t-elle impliqué une approche basée sur le consensus? A-t-elle pris en compte les intérêts et désirs des participants et autres? Est-elle conforme aux principes de conduite sociale et professionnelle? Est-elle en accord avec les normes de travail et conventions de l'OIT? Les filles et les garçons ont-ils pu exprimer leurs opinions? Leur participation a-t-elle été améliorée pour certifier que leurs intérêts et points de vue sont pris en compte?

vii) Rentable/efficace

Est-ce que les ressources humaines, financières et matérielles ont été utilisées de façon à maximiser leur impact?

A quel niveau se situe la bonne pratique?

Niveau 1: Pratiques innovantes

A ce niveau, les pratiques n'ont peut-être pas été prouvées par des données ou une évaluation formelle, mais elles ont été essayées et une forte présomption empirique peut être faite, selon les sept critères énumérés ci-dessus, concernant leur efficacité dans la généralisation de la prise en compte.

Niveau 2: Pratiques démontrées avec succès

A ce niveau, les pratiques ont prouvé leur succès dans un contexte particulier. Bien que ces pratiques soient localisées, elles ont des caractéristiques ou des éléments liés à la généralisation de la prise en compte du genre potentiellement transférables à d'autres contextes ou situations.

Niveau 3: Bonnes pratiques reproduites

A ce niveau, les pratiques ont fonctionné de façon concluante dans de nombreuses situations. Ces situations peuvent être liées à des pays, des projets ou des secteurs différents; elles peuvent également concerner le même projet (par exemple dans différentes communautés ou avec différents groupes).



www.ilo.org/childlabour

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

Bureau international du Travail

4, route des Morillons

CH-1211 Genève 22

Suisse

E-mail : childlabour@ilo.org

Tel : (+41 22) 799 8181

Fax : (+41 22) 799 8771

ISBN 92-2-213586-5